la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

20e année. — N° 355. — Nouvelle série n° 54. OCTOBRE 1951. — Prix : 50 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 280 fr.
Un an .... 500 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 375 fr.
Un an .... 625 fr.

Le numéro : 50 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 54 - Octobre 1951

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1951 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

Le syndicalisme universitaire et la défense de la liberté (*)

Le syndicalisme fonde son action sur la défense des intérêts immédiats des salariés, néanmoins le syndicalisme français a une tradition qui a toujours dépassé le seul intérêt professionnel.

Bien que par sa structure démocratique il ait admis dans ses rangs les adeptes de certaines doctrines (marxisme, anarchisme, positivisme, etc.), il avait réussi à dégager une politique fondée sur *l'action*, indépendante de l'Etat, et un *idéal de liberté individuelle*, politique étrangère à toute prétention dogmatique et pseudoscientifique.

Interrogeons Victor Griffuelhes, quand il était secrétaire général de la C.G.T. en 1907 :

Le mouvement ouvrier a consisté en une série d'efforts quotidiens rattachés aux efforts de la veille, non par une continuité rigoureuse, mais uniquement par l'ambiance et par l'état d'esprit régnant dans la classe ouvrière.

L'action de la classe ouvrière n'a pas été encore une fois commandée par des formules et des affirmations théoriques quelconques ; elle n'a pas été davantage une manifestation se déroulant selon un plan prévu d'avance.

Ainsi le syndicalisme français mettant l'accent sur les besoins et la volonté de la classe ouvrière se confiait par son action à un mystérieux déterminisme de l'histoire, agissant au-dessus des hommes et les guidant, presque malgré eux, vers un avenir de lumière. Il affirmait aussi que le progrès vers le bien-être et la liberté ne pouvait être octroyé par les ukases d'un chef vénéré ou d'une Eglise dogmatique, mais seulement conquis par un effort personnel des travailleurs :

1° sur la nature, pour mettre à la disposition de chacun plus de biens matériels ;

2° contre les privilégiés de la société, pour améliorer en faveur du plus grand nombre la répartition des biens ;

3° sur soi-même, pour assumer les charges et responsabilités nouvelles.

On retrouve, sous une autre forme, ce triple effort dans la célèbre phrase de Pelloutier : *Poursuivre*, disait-il, *plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres.*

Entre le but émancipateur qui est un perpétuel devenir et l'action quotidienne, il ne saurait y avoir aucune coupure. La fin ne justifie pas n'importe quel moyen selon le vieil adage jésuite repris par les staliniens. Au contraire, le moyen utilisé présuppose la fin. C'est aux moyens qu'on juge les fins d'un mouvement. Et ici je trouve un rapprochement à faire entre la pensée des fondateurs de notre syndicalisme et celle, naturellement, plus métaphysique, du philosophe allemand Karl Jaspers :

« Nous nous dérobons à notre tâche, écrit-il, lorsque nous nous absorbons dans le passé ou l'avenir. L'éternel ne nous est accessible qu'à travers la réalité présente. C'est seulement en empoignant le temps que nous atteignons le lieu où le temps s'éteint. » (Introduction à la philosophie.)

Pour nous syndicalistes, l'éternel c'est l'homme et l'infini respect que nous lui devons. Nous le saisissons dans sa réalité présente, menacée dans son existence par les tyrannies totalitaires ; mais en mobilisant nos forces pour sa défense, en empoignant le temps comme disait Jaspers, nous pourrons franchir les passages difficiles et atteindre le lieu où le temps s'éteint, où l'homme sera délivré de l'angoisse et de l'insécurité.

Le syndicalisme universitaire français s'est rattaché dès l'origine à l'action et à la morale du syndicalisme ouvrier. Parallèlement aux amicales purement corporatives, le syndicalisme universitaire persécuté à ses débuts par les gouvernements de la Troisième République avait fondé sa structure et sa morale sur une sorte de stoïcisme ouvrier. Un professeur et éducateur, tué lors de la première guerre mondiale, Albert Thierry, avait défini ce stoïcisme par une formule : « le refus de parvenir ».

Refusant de parvenir, écrivait-il, *et même par le travail, l'homme en arrive à tenir bien davantage à son travail ; il conçoit son métier comme le moyen de contribuer à l'institution de la justice.*

Le point de départ de notre syndicalisme fut comme on le voit fort éloigné de ce qu'on appelle l'égoïsme corporatif.

Mais sans sombrer dans un jansénisme social, ou dans un ascétisme étranger à la vie, le syndicalisme universitaire pour justifier sa solidarité avec l'ensemble du monde du travail, se doit de repousser tout esprit de caste, de repousser toute recherche d'un mandarinat qui substituerait de nouveaux privilèges aux anciens privilèges capitalistes.

Le syndicalisme actuel ne coïncide plus avec l'ancien syndicalisme. La société a été bouleversée depuis et, en dehors de mille autres indices, nous en voyons la preuve dans l'influence que Moscou exerce sur la classe ouvrière. Dans l'atmosphère du vieux syndicalisme, une pareille perversion du mouvement ouvrier eût été simplement impensable. Pourquoi donc ?

C'est que par sa tradition et ses tendances, le vieux syndicalisme français continuait l'héritage du mouvement ouvrier du XIXe siècle et du mouvement libéral du XVIIIe. Il plongeait ses sources d'inspiration dans le souvenir insurrectionnaliste et dans la méfiance ou l'hostilité envers l'Etat que de multiples révolutions politiques avaient fini par engendrer dans les classes populaires.

Ce syndicalisme eût été extraordinairement fécond s'il avait eu comme antagoniste un patronat, actif, audacieux, conquérant. Malheureusement, le patronat français était, et est encore, routinier, égoïste et désireux de cacher ses responsabilités derrière celles de l'Etat dont il préférait les placements sûrs à l'esprit d'entreprise.

Je n'ai pas à vous décrire la société française, mais je souligne que deux guerres destructrices d'hommes et de richesses accumulées ont accentué, chez elle, la crainte de perdre un minimum de sécurité. L'ancien dépositaire de cette sécurité, l'or et la monnaie stable, ayant disparu, on se tourne

(*) Discours prononcé le 7 août 1951 à la Conférence syndicale internationale de l'Enseignement à Paris tenue sous les auspices du Secrétariat Professionnel International de l'Enseignement.

vers l'Etat qui apparait comme le dernier garant de l'emploi et du niveau de vie. C'est pourquoi la législation sociale s'est étendue en France, comme dans le reste de l'Europe, et tend à remplacer les vieilles méthodes d'action directe imaginées dans le cadre du capitalisme libéral.

Ceci a eu pour effet d'augmenter l'influence des partis politiques aux dépens de l'influence proprement syndicale. L'habileté syndicale aujourd'hui est de savoir comment profiter de l'échiquier parlementaire ou du vote du budget pour arracher une amélioration.

Parallèlement à cette nouvelle atmosphère, et l'expliquant peut-être, une évolution structurelle a eu lieu dans la société, en particulier dans les classes salariées. Les effectifs du prolétariat industriel ont reculé depuis 1930. En revanche, la classe montante du salariat est celle des employés, cadres, agents de maîtrise, fonctionnaires, une classe moyenne salariée, hétérogène dans ses coutumes et aspirations, étrangère, dans son immense majorité, à la tradition ouvrière. Dans ces conditions, le syndicalisme en absorbant ces couches nouvelles devait être marqué de leur empreinte.

La structure ouvrière proprement dite a modifié profondément le caractère du syndicalisme. La lenteur de l'évolution industrielle jusqu'en 1914 avait maintenu l'ouvrier qualifié comme type fondamental de l'industrie. La rationalisation postérieure a amené l'avènement d'une masse d'ouvriers non qualifiés (les deux tiers environ), bouleversant la coutume ouvrière telle qu'elle s'était cristallisée. Cette masse est peu sensible à la morale syndicaliste ; mais elle craint pour la sécurité de son emploi et cherche, hors d'une fonction sociale sans intérêt pour elle, des motifs d'évasion ; elle peut être, par conséquent, une masse de manœuvre entre les mains du stalinisme.

Les modifications du salaire ont aussi contribué à diminuer l'efficacité du syndicalisme traditionnel. La lutte syndicale pour le maintien de l'augmentation du salaire nominal ne profite que rarement au salaire réel, le seul qui intéresse le pouvoir d'achat. A l'époque du capitalisme libéral, la hausse du salaire obtenue par l'action syndicale n'influençait que très partiellement ou rarement la hausse des prix de détail. Aujourd'hui le mécanisme des ententes industrielles, appuyé ou non par l'Etat, rejette toute augmentation des salaires sur le consommateur. Les syndicats à peine capables de défendre le salaire sont encore plus impuissants à juguler la hausse des prix. Le salaire *réel* échappe donc à leur contrôle.

Il existe une autre fraction du salaire qui, elle, échappe totalement à l'emprise syndicale, c'est le salaire social qui représente environ la moitié du salaire directement payé au travailleur et qui lui est reversé sous forme de prestations familiales ou d'assurances sociales. Celles-ci sont finalement prises dans les poches de certaines catégories de travailleurs pour être versées dans celles d'autres catégories : elles représentent une redistribution de la masse des salaires sur laquelle les syndicats n'ont pas de contrôle véritable.

Enfin le patronat lui-même s'est modifié. Il est de plus en plus impersonnel et sa responsabilité se dilue dans la discipline de ses organisations, comme elle se cache souvent derrière l'Etat et ses décrets.

Cette évolution sociale aurait déterminé une adaptation, plus ou moins heureuse, du syndicalisme à ses tâches si elle n'avait pas été entravée par la présence du *fait communiste.*

Il serait hors de mon sujet de m'étendre sur les causes de l'influence communiste en France. Je vous renvoie à un récent article du « Monde du travail libre » (avril 1951). Il me suffit de dire que l'exploitation du mythe communiste a rencontré en France un terrain favorable. Parmi les raisons de ce succès, nous distinguons :

1° l'évolution technique destructrice de la valeur professionnelle du travailleur et de son indépendance vis-à-vis de son travail comme de ses supérieurs ;

2° le bas niveau des salaires qui n'ont pas augmenté depuis 15 ans ;

3° l'utilisation dans un sens unilatéral et prosoviétique des vieux mythes révolutionnaires et patriotiques ;

4° l'efficacité de l'organisation stalinienne au sein des entreprises et des syndicats (cellules et fractions).

En résumé, le stalinisme puise dans une masse sans formation professionnelle, sans traditions ouvrières, vivant dans une médiocrité proche de la misère à cause de cette nouvelle loi d'airain des salaires qui sévit chez nous et empêche toute amélioration réelle du niveau de vie.

Mais il puise aussi dans l'élite intellectuelle universitaire, et même technicienne, et ceci doit susciter particulièrement notre attention.

Dans le domaine scientifique ou technique, nous trouvons des individus aussi déshumanisés que le manœuvre lié au travail automatique par suite de l'extrême spécialisation des tâches scientifiques. Il suffit de suivre le comportement public des savants illustres pour être édifié sur la perte de culture humaniste que représente trop souvent la connaissance ultime de certains phénomènes ou de certaines techniques.

Le communisme stalinien, par son système apparemment logique, satisfait à bon marché ceux qui n'ont ni le temps ni la force de garder l'esprit ouvert sur l'ensemble des problèmes humains.

En dispensant ses fidèles de réfléchir, en les libérant provisoirement de l'angoisse d'être libres, le stalinisme peut sembler une solution à cette catégorie trop nombreuse d'hommes spécialisés qui ne trouvent pas dans leur vie absorbante le temps de comprendre et de chercher la voie de leur destin. Cela marque leur différence avec leurs ancêtres, l'honnête homme du XVII[e] siècle et du XVIII[e] siècle. Aujourd'hui on redoute de penser hors de son érudition.

Mais, même quand il s'agit d'hommes plus universels, on constate aujourd'hui une *crainte de penser,* une fuite devant sa propre originalité et un besoin de se réfugier dans une foi qui fournit dogmes et certitudes. Pour ceux qui ne sont pas déjà croyants, le matérialisme dialectique peut être cette foi.

Pour le croyant stalinien, il ne s'agit plus de croire à un absolu, le Dieu chrétien, l'Esprit hégélien se réalisant dans un avenir imprévisible, il s'agit de croire à un autre absolu, l'Histoire se réalisant immédiatement et journellement dans les faits et gestes du maréchal Staline. Pour lui, la dialectique de l'Histoire se cristallise ainsi en un « sauveur », vivant parmi nous, un homme « providentiel » prétendant rassembler en lui la totalité de l'esprit humain depuis l'érudition linguistique jusqu'au maniement stratégique des masses populaires.

Malgré tout le ridicule de cette prétention à l'omniscience, le croyant stalinien a un tel besoin de chercher au-dessus de lui ce « sauveur » que sa foi résiste incroyablement à toute critique rationnelle.

Pour les âmes inquiètes — et avouons que l'histoire du XX[e] siècle ne prédispose pas à la quiétude — un ersatz de religion avec son Eglise, sa discipline et ses dogmes remplace celle perdue après 150 ans d'évolution rationaliste et scientifi-

que. Ce phénomène est d'autant plus sensible en France que le christianisme officiel s'est, jusqu'à ces derniers temps, confondu avec le cléricalisme politique. Les secousses révolutionnaires en ébranlant le cléricalisme avaient laissé une place vide que l'ère libérale du XIX[e] siècle avait comblée par croyance optimiste dans le progrès humain indéfini. Deux guerres et des révolutions destructrices ont fait reculer à leur tour cette croyance au progrès spontané des relations humaines, croyance très visible dans le syndicalisme et le socialisme français traditionnels. Beaucoup d'hommes ont ainsi besoin d'un mythe paradisiaque forgé de toutes pièces et placé dans une réalité terrestre et temporelle. Ce besoin, plus affectif que cérébral, résiste trop souvent à la critique cartésienne et il a fini par constituer une *raison de vivre*.

L'intellectuel stalinien s'évade du réel, non comme beaucoup d'autres par le rêve, la poésie, la musique ou les mathématiques, mais par une négation fanatique de ce réel et l'affirmation non moins fanatique d'un autre réel, le « paradis soviétique », devenu le mythe moteur de son activité. C'est ce qu'un écrivain français, dans un livre récent, appelle le renversement des évidences. « *La vérité*, écrit-il, *n'est plus fondée sur la coïncidence de l'idée et de la chose, mais sur la décision et l'autorité d'un parti.* »

Nous retrouvons ainsi, avec une nouvelle orthodoxie, un nouveau système clérical de pensée.

Que deviennent l'homme et sa liberté dans ce système ? Abolis virtuellement dans le comportement des partis communistes d'Occident, ils le sont réellement dans le régime totalitaire définitivement constitué.

Le régime totalitaire représente dans la destruction de l'homme un pas considérable en avant et presque une différence de qualité avec les anciens despotismes. Ceux-ci avaient supprimé l' « habeas corpus », au moins pour les hommes actifs dans le domaine politique ou social, mais ils respectaient ou ignoraient la vie intime de chacun, ils respectaient plus ou moins « l'habeas animam » de chacun, suivant la belle formule d'Ignazio Silone. Mais le parti et l'Etat totalitaires en vidant l'homme de son âme se sont érigés en seule valeur humaine. Ainsi se réalise d'une manière monstrueuse et caricaturale l'Etat de Hegel, seul détenteur de l'esprit et pour qui la société des hommes n'est qu'une vulgaire matière première.

Je ne voudrais pas insister sur mille faits apportant la preuve de cette suppression de l'homme en U.R.S.S., mais je ne résiste pas au désir de vous faire connaître d'après un texte récent de quelle manière sont traités les droits de la défense en U.R.S.S.

Rien n'est plus symbolique en effet du degré de respect à attribuer à la personne que la manière dont on admet la défense d'un accusé devant les tribunaux. Mais dans les régimes les plus despotiques, on avait toléré jusqu'à présent l'exercice de la défense, non seulement sur le terrain civil mais parfois aussi sur le terrain politique.

Sous la plume de Kondriavtzev, ministre adjoint de la Justice d'U.R.S.S., nous lisons l'article suivant de la *Literatournaia Gazeta* (7 juin 1951) sur la réorganisation du barreau soviétique :

Quand il s'agit de notre barreau soviétique, il est déplacé et inadmissible de parler encore du devoir de l'avocat envers son client, du secret professionnel de l'avocat, de son droit de défendre par tous les moyens une cause désespérée et injuste, de dire qu'il n'est pas tenu d'être sincère au tribunal et de se montrer moralement scrupuleux à l'égard de son client. Dans les conditions de la justice socialiste, des « problèmes » de ce genre n'ont pas lieu de se poser : la doctrine léninomarxiste sur l'Etat et le droit et de même notre morale communiste éliminent ces questions.

Parlant de l'attitude de l'avocat, le ministre de la Justice ajoute :

Il ne peut se contenter de prendre en considération les intérêts de son client « en tant que tel », en tant qu'individu isolé ; il doit penser, en premier lieu, aux intérêts du peuple, aux intérêts de l'Etat.

Pour terminer, le ministre se plaint « *qu'il n'existe pas de véritable contrôle sur la qualité du travail des avocats, et notamment sur leurs plaidoiries* ».

Ainsi, la créature demeure seule et accablée dans le régime totalitaire. Rien ne la défend contre un univers digne du pinceau de Kafka...

Comment un tel univers pourrait-il aider au progrès intellectuel, et même à la conservation des connaissances acquises si les conditions de vie et de sécurité les plus élémentaires sont ainsi refusées à l'homme ?

Ceci montre à quel point est illusoire l'attitude de l'intellectuel stalinien : par un refus d'envisager le monde réel, par son souci plus qu'infantile de sa sécurité, l'intellectuel stalinien se prépare un régime où il ne trouvera que le mensonge et une insécurité accrue. Pour préserver son âme et en chasser l'inquiétude, il la perd définitivement. Ainsi ce gribouille se jette à l'eau pour ne pas être mouillé par la pluie. Ne parlons même pas alors de curiosité intellectuelle, de cette volonté de dépassement qui caractérise les temps modernes, de ce monde ouvert, né de la Renaissance qui n'admet pas de limite à la marche de l'esprit. A la place de ce monde ouvert, il n'y a plus que le monde fermé des soi-disant « lois imprescriptibles de l'histoire », avec le tribunal d'inquisition pour en faire respecter les fondements.

Il serait faux cependant d'identifier l'intellectuel avec je ne sais quel héroïsme de la pensée militante. Les héros sont l'exception, les dociles et même les serviles sont le nombre à toutes les époques de l'histoire ; mais la valeur d'un régime se mesure peut-être au fait qu'il laisse vivre les héros même s'il ne les acclame pas. Mais le « héros soviétique » ne se définit que par sa docilité envers les puissances du parti. Chacun sait que de l'autre côté du rideau de fer, cette docilité ouvre les portes de la richesse et du bien-être, mais qu'aussi leur usage est précaire et soumis à révision. Là plus qu'ailleurs la roche Tarpéienne est proche du Capitole, la prison voisine avec les plus grands honneurs ; la peur est donc le plus grand mobile de la vie ! L'intellectuel d'Occident qui n'a pas détesté le mécénat depuis des siècles l'a toujours envisagé sous son aspect libéral ; le mécénat aristocratique ou capitaliste n'a jamais entraîné pour son bénéficiaire les risques mortels du mécénat soviétique. Il est vrai que le mécénat communiste d'Occident qui n'a pas encore eu l'occasion de mobiliser la police à sa dévotion multiplie les offres alléchantes à ceux qui le suivent.

L'attitude que nous venons d'analyser trouve sa source dans les faiblesses de l'homme, d'autant plus sensibles qu'elles sont aujourd'hui soumises à rude épreuve, mais elle ne suffit pas à caractériser l'intellectuel stalinien. La peur à laquelle nous avons fait allusion existe largement à l'état préventif ; beaucoup d'intellectuels ne sont communistes que par opportunisme.

Entre les démocraties bonnes filles où tout est permis et l'invasion russe possible, j'en connais personnellement qui préfèrent sourire à celle-ci dans l'espoir de ne pas en subir les foudres ultérieures. Entre deux maux, il faut savoir éviter le pire et le pire c'est le camp de concentration so-

viétique. Soyons donc avec Moscou pour nous éviter le camp. Tel est le raisonnement de nombreux intellectuels plus naïfs d'ailleurs qu'ils ne se voudraient. Chez ceux-là l'inquiétude provoquant des sentiments de culpabilité devient inconscience sous un manteau de cynisme. A ce degré de justification, ces intellectuels se sont vendus corps et âme à la direction du parti.

Si je me suis un peu étendu, et je m'en excuse, sur la maladie des intellectuels, c'est que les membres de l'enseignement sont des hybrides. Si socialement ils sont des employés ou des fonctionnaires salariés, spirituellement ils se rattachent aux intellectuels et participent de leur maladie.

En Occident l'universitaire honnête avec lui-même et avec les autres met par-dessus tout sa propre liberté de penser ; il est une vivante image de cette liberté. Dans le monde totalitaire qui a successivement aboli l' « habeas corpus » et l' « habeas animam », il n'est qu'un rouage du parti et de l'Etat, un auxiliaire de la police, un propagateur du mensonge.

L'universitaire syndicaliste est doublement anéanti dans le régime totalitaire, en qualité d'intellectuel d'abord par la disparition de la liberté de penser, en qualité de syndicaliste ensuite par la suppression de l'indépendance syndicale, vis-à-vis du parti et de l'Etat. Liberté de penser et indépendance syndicale nous apparaissent ainsi comme les deux fondements d'un régime libre et peuvent servir à le définir. C'est ainsi qu'à travers ce fait nouveau qu'est le régime totalitaire, nous retrouvons les deux piliers du vieux syndicalisme.

Le syndicalisme aujourd'hui est décomposé en France par l'emprise stalinienne qui est la négation de son idéal d'émancipation de la personne humaine. Sa crise est d'autant plus profonde que ses ennemis ne sont plus seulement au dehors, mais aussi au dedans. C'est dans ses rangs et ceux de la classe ouvrière que se rassemblent ses pires ennemis, ceux qui ne lui pardonnent pas d'avoir essayé d'élever l'homme au-dessus de sa condition.

Il suffit de voir le rôle joué par les syndicats dans les pays totalitaires pour en déduire ce que doit être celui du syndicalisme libre. Dans ces pays, le syndicat n'est rien d'autre qu'un agent de transmission des volontés du pouvoir ; le syndicat n'est plus au service de ses membres, mais du pouvoir. En se liant avec l'Etat, il est devenu libre à sa façon, c'est-à-dire libre par rapport à ses membres ; il a perdu alors sa raison d'être. Cela veut dire que cette raison d'être du syndicalisme libre est bien avant tout de défendre la personne humaine, il ne s'agit pas pour lui de devenir je ne sais quel organisme qui emprisonne l'activité de ses membres dans un credo ou une pratique uniforme reconstituant un microcosme totalitaire à sa manière ; il s'agit pour lui de défendre devant les puissances capitalistes ou étatiques les possibilités matérielles et sociales permettant à l'homme de se réaliser suivant ses aspirations personnelles. *Le syndicalisme est un cadre de possibilités*, et ce sont ces possibilités que nous devons défendre et respecter si nous ne voulons pas voir surgir de nouveaux Léviathans au-dessus de nous.

Vis-à-vis du syndicalisme ouvrier, le syndicalisme universitaire par son origine et les tendances spontanées de ses membres peut s'autoriser à promouvoir une définition humaniste de l'activité syndicale, définition écartant à la fois l'étroitesse corporative et le dogme totalitaire : le syndicalisme n'est pas plus une fin que l'Etat, le parti et même le corps social considéré comme un tout organique; il n'est qu'un moyen au service de l'homme et de sa liberté.

Vis-à-vis de l'Etat ou des autres forces sociales qui par leur nature cherchent à dominer l'homme, il joue pleinement son rôle de gardien de la liberté, de défenseur du bien-être, suivant la formule traditionnelle inscrite dans le label syndical.

Vis-à-vis de sa fonction éducative, il ne doit négliger aucune occasion de rompre le cercle étroit où se meut trop souvent l'instruction moderne, le cercle de la culture spécialisée. Bien que l'homme complet reste une aspiration théorique, il y a entre lui et le robot moderne une marge suffisante où la pédagogie peut agir pour faire de l'élite sociale autre chose qu'une collection de robots, sans communication profonde entre eux, et par conséquent incapables de former une société démocratique viable.

Tous les deux ont pour complément des puissances supérieures qui agissent en leur place, et parlent en leur nom d'une manière étrangère à eux, des puissances en qui ils ont aliéné leur réalité personnelle.

L'homme spécialisé exclusivement est lié à sa fonction, incapable d'en sortir ; il est l'antipode du véritable citoyen capable de juger des choses de la cité, non par rapport à sa fonction personnelle, mais par rapport à l'ensemble de ses habitants.

Le syndicalisme universitaire doit promouvoir un tel type de citoyen, existant dans le corps social par sa fonction, mais capable de la dépasser dans ses jugements et son action.

Tout en cherchant à faire prévaloir ses vues dans la société, notre syndicalisme joue pleinement son rôle pédagogique au sein des organisations ouvrières. Nous avons appris avec plaisir comment les universitaires américains mettaient leur temps et connaissances au service des syndiqués. En France, souvent, les membres de l'enseignement ont joué ce rôle, mais il faut dire ici que cette tâche ne peut être laissée aux initiatives individuelles ou locales.

La formation d'une élite ouvrière, pénétrée de notre humanisme est d'autant plus importante que la dévalorisation du travail a eu pour effet d'arrêter net l'ascension spontanée de la culture ouvrière.

Sans une telle élite, il est vain de parler d'accession de la classe ouvrière aux responsabilités ; la classe ouvrière restera alors mineure. Pour la rendre majeure et en même temps anéantir à jamais le poison totalitaire en elle, il faut, suivant la définition de Kant, qu'elle « *acquière le courage de se servir de son propre entendement et de parvenir ainsi à la responsabilité de ses pensées et de ses actes* ». Le syndicalisme universitaire peut jouer là un rôle décisif.

Par ce travail, le syndicalisme tel que nous le voyons aujourd'hui changera même de structure et d'orientation. Jusqu'ici il avait réussi à assumer la direction du troupeau « *pour le travail ennuyeux qui oblige à penser* » comme le dit Kant, tout en préservant l'humanité de l'autodestruction qui aurait été la conséquence de l'exploitation physique sans limite du travail ; mais ce faisant, il n'a pas réussi jusqu'ici à dégager pour le travailleur sa personnalité. Trop de chefs ou de fonctionnaires pensent encore pour ce dernier.

S'il veut dépasser ce rôle conservateur au sens propre du mot, il lui faut susciter l'éclatement du troupeau en personnes responsables avec toutes ses conséquences sociales. Alors nous pourrons parler d'émancipation humaine. En conservant ce qu'avait de valable et d'élevé l'ancien syndicalisme, en comprenant pleinement les difficiles problèmes actuels de défense de l'homme contre la menace totalitaire qui l'agresse de l'extérieur et le ronge de l'intérieur, nous pourrons justifier notre syndicalisme universitaire comme facteur important du progrès humain.

Michel COLLINET.

Parmi nos

LETTRES

D'UN CAMARADE DE LA REGION TEXTILE DE LA RUHR, WILLY FRITZENKOETTER

Dans la « R.P. » de septembre dernier vous avez publié la lettre d'un jeune travailleur posant des questions à Hagnauer sur la vie des ouvriers américains, ainsi que la réponse d'Hagnauer. L'objet de ma lettre est de répondre, moi aussi, aux questions posées, étant donné que mon opinion sur les ouvriers américains, sur leurs conditions de vie et sur leurs syndicats, diffère entièrement de celle d'Hagnauer.

J'ai travaillé longtemps aux Etats-Unis, et étais syndiqué aux Travailleurs Industriels du Monde (I.W.W.) ; j'ai eu toujours aussi beaucoup de rapports avec les autres syndicats ouvriers, notamment ceux de la Fédération américaine du Travail (A.F. of L.), et j'en ai encore continuellement avec le mouvement ouvrier américain.

Durant le temps que j'ai travaillé aux Etats-Unis, j'ai pratiqué de nombreux métiers, en de nombreux points du pays et avec toutes sortes d'ouvriers, aussi crois-je connaître un peu les travailleurs américains, et aussi le peuple américain dans son ensemble.

« Dans quelle mesure les Américains sont-ils des hommes libres ? », demande votre jeune correspondant.

Il est exact que jusqu'à l'entrée des Etats-Unis dans la première guerre mondiale en 1917, il y avait relativement plus de liberté aux Etats-Unis qu'en Europe. Mais les libertés et les droits civils dont jouissaient alors les Américains ont été progressivement réduits, année après année, en partie par la loi, mais surtout par des actions anticonstitutionnelles du gouvernement. Il n'y a pas plus de liberté aujourd'hui aux Etats-Unis qu'en France, et pour tous les hommes de couleur, qu'ils soient nègres, Mexicains, Hindous ou Chinois, il y a plus de liberté en France qu'aux Etats-Unis. Si l'on considère la marche suivie depuis cinquante ans, on doit dire que les Etats-Unis tendent actuellement à devenir un Etat totalitaire.

La discrimination à l'égard des gens de couleur, aux Etats-Unis, est basée en règle générale sur des préjugés de race, mais provient partiellement aussi de raisons économiques. Chez les gens « bien » et riches, ce n'est que la première raison qui joue : chez les ouvriers blancs, au contraire, les raisons économiques interviennent pour une bonne part, car, en règle générale, les ouvriers de couleur acceptent de travailler pour des salaires moindres que les blancs, de sorte que ceux-ci voient dans le travailleur de couleur une sorte de briseur de grève qui contribue à maintenir leurs salaires bas.

Dans les Etats du Sud, les salaires ont toujours été plus bas que dans le Nord : et ce sont dans les Etats du Sud que vivent ces nègres et ces Mexicains que les capitalistes exploitent plus qu'ils ne peuvent exploiter les ouvriers blancs des autres régions. Aussi, depuis une trentaine d'années, les industriels ont commencé à transférer une part de leurs usines du Nord dans le Sud, où ils n'ont à payer que des salaires de 50 % inférieurs à ceux qu'ils doivent payer dans le Nord. Ce transfert fut particulièrement important dans l'industrie textile. La conséquence fut que les ouvriers du Nord perdirent leur emploi, ce qui provoqua chez eux un grand ressentiment à l'égard des travailleurs nègres du Sud.

La Fédération américaine du Travail aurait naturellement pu organiser ces travailleurs nègres du Sud, afin que ceux-ci puissent avoir le moyen de lutter pour de meilleurs salaires. Mais, en fait, ils n'ont jamais été organisés du tout, pas même aujourd'hui, ni dans la Fédération américaine du Travail, ni dans le Congrès pour l'Organisation industrielle (C.I.O.).

C'est une conception tout à fait fausse de croire que le gros des ouvriers américains est syndiqué. En effet, 75 % d'entre eux n'appartiennent à aucune organisation, pas même aux organisations jaunes (« company union »). Et cependant, ce seraient ces travailleurs inorganisés qui auraient le plus besoin de protection car ce sont les plus exploités. Aucun essai sérieux n'a été fait pour amener les ouvriers du textile du Sud, par exemple, dans les syndicats aux fortes cotisations du C.I.O. ou de l'A.F. of L. Les gros syndicats collaborationnistes ont cependant abondance d'argent et d'organisateurs pour faire ce travail ; néanmoins, il n'y a eu que quelques essais timides et faits à contre-cœur, de la part de l'A.F. of L.

Cela n'est pas un hasard, cela a des racines profondes dans la nature même de l'A.F. of L. et du C.I.O.

Les dirigeants de ces syndicats ne s'intéressent presque uniquement, en effet, qu'aux capacités de cotiser des ouvriers et pas du tout au degré auquel ils sont exploités. Ils ne voient pas dans une catégorie de travailleurs peu payés une source d'important revenu possible et, en conséquence, ils ne pensent pas que ceux-ci vaillent la peine d'être organisés. Les chefs des grands syndicats n'ont pour but que de s'assurer d'importants traitements dans leurs emplois de secrétaires, organisateurs, etc. ; ce sont des traitements qui vont de 5.000 à 50.000 dollars par an (soit de 1.750.000 à 17.500.000 francs au cours officiel du change), selon l'importance et la richesse du syndicat. Lewis, par exemple, le « chef » du syndicat des mineurs reçoit officiellement 50.000 dollars par an de « son » syndicat ; s'il reçoit quelque chose d'autre des propriétaires des mines, cela c'est son affaire.

Avoir de forts traitements et pouvoir conserver leur situation, tel est le seul objectif de ces chefs syndicaux ; or des traitements élevés ne peuvent être payés que par les syndicats dont les adhérents ont eux aussi des salaires élevés. Aussi, les ouvriers à hauts salaires sont-ils les seuls qu'on pense à organiser.

Dans ces conditions, il serait tout à fait fou d'attendre de pareils chefs une « conscience de classe », et c'est pourquoi ils n'hésitent pas, si c'est nécessaire, à user de leur organisation pour briser des grèves conduites par un autre syndicat que le leur, ou à trahir les intérêts de leur propre syndicat, si de l'argent leur est donné à eux-mêmes par les patrons.

Ils agissent même comme agents du gouvernement contre les pauvres ouvriers mexicains en les faisant refouler au Mexique. Par suite du chômage qui sévit au Mexique, des centaines de milliers d'ouvriers mexicains sont entrés illégalement, l'année dernière, aux Etats-Unis. Certains d'entre eux parcourent 2.000 kilomètres à pied pour atteindre la frontière. Ils espéraient gagner aux Etats-Unis leur morceau de pain, mais quand ces travailleurs mexicains furent entrés aux Etats-Unis, ce fut la Fédération américaine du Travail elle-même qui « prit soin » d'eux : au lieu de les syndiquer, elle avertit les fonctionnaires du service de l'émigration des Etats-Unis que ces ouvriers étaient entrés illégalement, et, en conséquence, ceux-ci furent arrêtés et renvoyés au Mexique.

Il y a des industries où le C.I.O. et l'A.F. of L. ont un monopole, et il n'est pas possible d'y travailler si l'on n'est pas syndiqué. Aussi dans ces industries tous les travailleurs se syndiquent-ils, car il vaut mieux payer quelques dollars de cotisation que d'être sans travail.

Pour l'énorme majorité des ouvriers américains, ces deux organisations syndicales ne sont rien d'autre qu'une sorte de compagnie d'assurances grâce à laquelle ils sont payés aux tarifs syndicaux et ne perdent pas leur travail.

Il n'y a rien dans ces syndicats qui vise à l'« émancipation de la classe ouvrière », à l'« abolition du salariat », ou à l'« édification d'une société nouvelle » ; ces syndicats n'ont pour but que la lutte au jour le jour pour de meilleurs gages, et rien d'autre. Tout adhérent qui se mettrait à faire de la propagande révolutionnaire au sein du syndicat en serait vite exclu. Car ce sont les chefs de ces syndicats qui « gouvernent » le syndicat, et non leurs membres. Il y a cependant parmi ces derniers quelques révolutionnaires, mais très peu. Ces « révolutionnaires silencieux » étaient autrefois, pour la plupart, membres des Travailleurs In-

dustriels du Monde (I.W.W.) et ils n'ont pas oublié ce qu'ils ont appris alors. Ils ont quitté les I.W.W. à cause de la terreur que le gouvernement fit régner contre cette organisation. Il ne faut pas oublier, en effet, que le gouvernement des Etats-Unis est l'un des plus réactionnaires qui soit, lorsqu'il pense que le capitalisme est en danger. Tout ce qui peut tant soit peu menacer le capitalisme privé est considéré par le gouvernement comme un ennemi, ou, tout au moins, comme un adversaire. C'est ainsi que le Labour Party d'Angleterre, et la Social-démocratie allemande sont considérés comme « révolutionnaires » par le gouvernement américain.

Depuis que les Etats-Unis et la Russie sont entrés en conflit, cette « vraie nature » de l'Etat américain est apparue en plein jour. Ça a été la chasse aux « révolutionnaires ». Est « révolutionnaire » pour l'Etat américain, tout ce qui n'est pas, selon sa propre estimation, 100 % « américain ». Peu importe que l'on soit anarchiste, communiste, socialiste, ou simplement libéral. Se conduire conformément à la constitution des Etats-Unis, c'est être aujourd'hui un « révolutionnaire ». Plusieurs communistes ont été condamnés à de longues années de prison, simplement parce qu'ils étaient communistes, alors que la Constitution déclare : tout citoyen américain est en droit d'exprimer son opinion politique publiquement par parole et par écrit. Plus de 30 organisations ont été déclarées « subversives » par le gouvernement, dont la plupart n'ont rien à faire avec le communisme, et dont plusieurs sont tout simplement « libérales ».

Jusqu'ici, il n'y a encore eu que des communistes d'arrêtés, mais les autres organisations, parmi celles déclarées « subversives », ont l'épée de Damoclès suspendue sur leurs têtes, bien que non communistes. Si la guerre éclatait, ce serait fou de s'attendre à ce que le gouvernement continue à n'arrêter que les communistes. Tout le bruit fait par le gouvernement sur le danger communiste n'est que bluff. Le parti staliniste n'a aux Etats-Unis que 20.000 membres environ, et, aux dernières élections, il n'a récolté que 120.000 voix, pour une population de 150 millions de personnes.

Tous les fonctionnaires ont cependant à jurer qu'ils ne sont pas communistes, et si l'un d'eux refuse de jurer, il est révoqué, ce qui est aussi contraire à la Constitution. Il y a quelques mois, deux instituteurs de New-York perdirent leur place parce qu'ils avaient assisté à un meeting communiste il y a sept ans.

En ce qui concerne le préjugé contre les gens de couleur, spécialement contre les nègres et les Mexicains, il n'est pas sûr que tous les syndiqués soutiendraient l'action de leur organisation, si celle-ci entreprenait une campagne contre ce préjugé, car je connais des cas où de soi-disant « socialistes » en étaient eux-mêmes pleins.

Un autre monstre est apparu au cours de ces derniers mois aux Etats-Unis, c'est l'antisémitisme. L'expérience que j'ai eue de la manière dont les nazis ont commencé leur guerre aux juifs en Allemagne me montre que c'est exactement sur le même plan que procède actuellement ce mouvement en Amérique. Les nazis américains ont déjà un journal, le « Balai », qui est publié à San Diego, en Californie.

REPONSE D'HAGNAUER

Le lendemain de notre arrivée à Chicago, un important « monsieur » de notre délégation, représentant les « Cadres » et l'esprit « moyen » français (stalinisme de salon, antisémitisme de comptoir et grivoiseries de corps de garde) disait aimablement : « Je me suis promené cette nuit dans les rues de la ville et j'ai vu deux cadavres sur le trottoir... ». Un de nos hôtes lui répondit avec le sourire : « Vous avez de la chance. Depuis trente ans, je me promène dans les rues de Chicago, sans rencontrer de cadavres. » (1).

Certains ne voient le peuple américain qu'à travers les deux « cadavres », réels ou « mythiques » de cet « observateur » (!?). Comme d'autres présentent l'ouvrier américain, le cigare aux lèvres, entre son frigidaire et sa télévision, chantant avec son patron l'hymne à la productivité...

D'aucuns — les plus sérieux — jugent encore sur des documents d'une grande valeur comme le *Cent pour cent* d'Upton Sinclair (paru en France en 1921) ou le *Problème ouvrier aux U.S.A.*, d'André Philip (paru en 1927).

Compte tenu de la rapidité de l'évolution américaine, cela revient à juger la vie actuelle du paysan français, d'après « Jacquou le Croquant », celle de l'instituteur d'après « Jean Coste », celle du mineur d'après « Germinal ».

J'ai exprimé mes observations et impressions, à mon retour des U.S.A., en quatre articles : deux dans la *R.P.* d'octobre et décembre 1950, un sur « la lutte contre la discrimination aux U.S.A. » dans les *Cahiers Fernand Pelloutier* de décembre 1950 ; un dans les *Etudes matérialistes* de mars 1951. Cela porte évidemment sur ce que j'ai *vu* et *entendu*, c'est-à-dire que c'est étroitement limité dans l'espace et dans le temps. Cependant ceux qui auront la patience de me lire (ou même de me relire) trouveront dans mes papiers insuffisants la confirmation des rares observations exactes de Fritzenkoetter et la réponse à presque toutes les autres.

Car notre camarade n'oublie qu'un élément essentiel, c'est la date de son séjour aux U.S.A. Dans ces conditions, il est difficile de lui répondre, surtout lorsqu'il s'agit d'une réalité si mouvante et si complexe, que mes notes de l'année dernière ont déjà quelque peu vieilli.

Quoi que l'on puisse dire, à lire les gentillesses de Daniel Guérin à mon égard, je n'ai jamais nié la gravité du problème noir aux U.S.A. (2). J'ai tenté d'en déceler les causes économiques, sans nier l'importance de la « concurrence » entre travailleurs blancs et noirs, l'esprit conservateur de certains syndicats de métier de l'A.F.L., la vieille lutte des syndicats contre l'immigration (phénomène que nous avons connu en France).

Ce que j'affirme, ce que je suis prêt à prouver dans un débat contradictoire, c'est que la lutte des syndicats américains (surtout du C.I.O.) contre la discrimination est beaucoup plus vigoureuse et efficace que celle des syndicats français et anglais contre le colonialisme, celle des syndicats allemands sous le régime de Weimar contre le nationalisme et l'antisémitisme.

Les travailleurs noirs ne seraient pas organisés du tout ? Voici des précisions chiffrées :

L'A.F.L. comptait 650.000 noirs syndiqués en 1946 dont 450.000 dans 14 Etats du Sud, soit plus de 20 pour cent de ses effectifs dans ces Etats. Le C.I.O. annonce plus de 450.000 adhérents noirs, la Fédération des Mineurs plus de 100.000. C'est-à-dire que le rapport entre les effectifs des syndiqués et ceux de la main-d'œuvre totale n'est pas beaucoup plus élevé — *pour l'ensemble des U.S.A.* — chez les travailleurs blancs que chez les noirs.

Au sein de l'A.F.L., un noir est président d'une Union, douze sont vice-présidents d'Unions, des

(1) A rapprocher d'une boutade de Monatte. En 1924, « l'œil provisoire » de Moscou lui disait un soir : « Je me dépêche. Voilà trois semaines que je suis à Paris et je ne suis pas encore allé au Moulin-Rouge » — « Voilà trente ans que j'y suis, grogna notre vieux guide, et je n'ai jamais fourré les pieds au Moulin-Rouge. »

(2) Voilà la note qui a ému M. Guérin : « Dire que les Noirs vivent sous une terreur constante dans les Etats du Sud est une de ces enflures journalistiques qui ne servent guère la cause des Noirs. On sentait plutôt dans le Tennessee, une sorte de résignation chez les uns, de sécurité chez les autres. **Et c'est peut-être plus grave.** » M. Guérin a mal digéré les « enflures ». Il a négligé le reste. Ce qui nous éclaire sur sa probité intellectuelle.

milliers sont secrétaires de « locaux ». Devant nous, à Madison, un instituteur noir porta la contradiction à un « professeur » qui ne croyait guère en la démocratie syndicale ; à Milwaukee, dans un local municipal, deux noirs nous parlèrent avec une sincérité douloureuse du racisme blanc ; à Port-Huron des stewards noirs participèrent à tous les débats ; au collège Roosevelt à Chicago, un professeur noir occupe une des chaires les plus importantes ; à Harlem, j'ai visité une école admirablement organisée où des éducateurs blancs et noirs se consacraient, selon les techniques pédagogiques les plus modernes, à l'adaptation d'enfants noirs et portoricains. Ce n'est là qu'*un* témoignage, dont la valeur peut être diversement appréciée, mais que personne n'a le droit de mépriser.

J'ai souligné également la différence entre le Nord et le Sud quant à l'organisation ouvrière, et l'importance actuelle et future de l'industrialisation très rapide du Sud et de l'Ouest. Ce qui laisse prévoir, dans un avenir proche, une possibilité d'offensive des compagnies industrielles qui opposeront la main-d'œuvre inorganisée du Sud aux puissants syndicats du Nord.

Il est vrai que les effectifs syndicaux n'atteignent peut-être pas 30 % du total des salariés. Mais ce rapport général n'a pas grande signification. C'est une moyenne qui couvre des différences considérables. D'un pourcentage négligeable dans le Sud à plus de 90 % dans certaines industries du Nord. Ce qui est injuste, c'est de méconnaître l'effort accompli par les syndicats pour organiser les travailleurs du Sud, où quelquefois le propagandiste doit encore agir clandestinement.

Ce qui me paraît effarant, c'est de négliger complètement l'évolution des I.W.W. au C.I.O., celui-ci réussissant là où ceux-là avaient échoué. Fritzenkoetter en est resté à l'époque du « gompérisme » tout-puissant. Il oublie l'organisation massive des travailleurs, laissés jusqu'en 1935 hors des vieux syndicats de métier. Il ne sait pas que le « corporatisme », toujours vivant sans doute, se heurte, au sein même de l'A.F.L., à des tendances « sociales » de plus en plus accusées. Encore une fois l'exemple de la Fédération de Dubinsky, de l'Union de la Confection pour Dames, prouve que la puissante solidarité d'aujourd'hui s'enrichit de l'évocation des luttes héroïques d'hier, que la « légende » colore la chronique.

Notre ami Walusinski, dans son étude sur l'organisation syndicale américaine (*Cahiers Fernand Pelloutier* de décembre 1950) a examiné franchement la question des gros traitements des permanents syndicaux. Pour les présidents des Unions, la moyenne s'établirait à 8.000 dollars par an, alors que les ouvriers qualifiés dépassent certainement 4.000 dollars. Le président du C.I.O. reçoit 25.000 dollars. Devant nous, on attribuait 35.000 dollars à John Lewis (3) (qui était en 1950 le grand homme des trotskystes américains et de... Daniel Guérin). C'est beaucoup. C'est trop. De telles différences entre le salarié et son représentant sont à déplorer aux U.S.A. comme en France, en Europe occidentale ou orientale. On veut assurer ainsi « l'indépendance » du « bonze syndical » dans l'égalité avec le représentant patronal. Mais ceux que nous avons rencontrés, c'étaient surtout des militants de base qui valaient les nôtres. Ce que nous avons constaté, c'est que de plus en plus l'éducation des syndiqués et la formation des militants s'imposaient là-bas comme des tâches essentielles. Et que l'on voulait encourager l'esprit d'initiative à la base, mieux que chez nous, bien mieux que dans le mouvement allemand d'avant 1933.

(3) Je laisse à notre correspondant toute la responsabilité de son insinuation, quant aux revenus supplémentaires de John Lewis.

Interdire le travail aux non-syndiqués ? Cela s'appelle là-bas « l'union shop ». Mais savez-vous ce que représente le label que l'on trouve en dernière page de la *R.P.* ? Exactement la même chose. Encore, les copains du Livre sont-ils gens bien élevés, qui n'emploient que des moyens de pression morale. Dans certains chantiers du bâtiment, c'est la dictature de la matraque qui s'exerce contre ceux qui n'adhèrent pas à la C.G.T. stalinisée. Je préfère la méthode américaine de désignation par vote secret du syndicat monopolisateur. Ce qui ne veut pas dire que j'en désire la généralisation.

Passons maintenant aux fantaisies de notre correspondant, inspirées par des réminiscences lointaines ou je ne sais quel désir de revanche.

La chasse aux révolutionnaires, aux communistes ou prétendus tels dans les syndicats ? Peut-on ignorer que jusqu'en ces dernières années, les principaux syndicats du C.I.O. étaient contrôlés ou influencés par les staliniens ? Peut-on ignorer que, hors du C.I.O., des Unions subsistent (ou subsistaient encore en 1950), à directions franchement communistes qui usent et abusent de la procédure légale pour se faire reconnaître par les organes gouvernementaux ? Peut-on ignorer l'existence d'une presse communiste, trotskyste, anarchiste, pacifiste, syndicaliste, dont rien ne contrariait la diffusion, lorsque nous étions là-bas, rien que quelquefois l'indifférence du public ?

J'ai entendu de nombreux syndicalistes américains. Je n'ai jamais entendu qualifier de révolutionnaires le Labour Party et la Social-Démocratie. Il est vrai que le mot « socialisme » n'est pas très populaire. C'est parce qu'il est, là-bas, synonyme d'étatisme. A qui la faute, messieurs les socialistes européens ?

Il est vrai que la lutte contre le communisme a pris un développement anormal, un caractère contraire aux plus saines traditions américaines. Mais ce n'est pas l'idéologie qui a provoqué ces excès. C'est la crainte de la cinquième colonne.

Pendant la guerre et l'immédiate après-guerre, le communisme a joui dans l'opinion publique de sympathies de même nature que celles de nos intellectuels stalinisants (c'est très beau... en Russie !). Seulement il y a eu, chez les politiques officiels, la réalité de l'espionnage soviétique, qui avait placé ses agents jusqu'aux leviers de commande du Département d'Etat. Il y a eu, dans la classe ouvrière, la réaction contre une « gymnastique » qui s'inspirait des intérêts mystérieux de Moscou. Alors on est tombé dans ce que l'Attorney général auprès du Congrès appelait en 1950 *l'hystérie anticommuniste*. Et ce langage brutal du représentant officiel du gouvernement fédéral a été repris en termes accentués par des personnages aussi importants que la veuve de Roosevelt et le président Truman.

On touche à la bouffonnerie en évoquant la marche des U.S.A. depuis 1917 vers un Etat totalitaire. Lorsque son histoire récente s'appelle Pétain et de Gaulle — ou Hindenburg et Hitler — on devrait envier le peuple américain, dont la dernière idole populaire, Mac Arthur, a été jetée dans un débat public et contradictoire, d'où elle n'est pas sortie intacte. Un Etat totalitaire, cela suppose une bureaucratie omnipotente, un parti monolithique dominant les classes sociales et les groupes politiques. Je regarde d'aussi près que possible la démocratie américaine. J'en vois les insuffisances, les tares ; j'entrevois même les dangers de la psychose de guerre. J'ai beau écarquiller les yeux. Je ne vois rien qui ressemble à une promesse totalitaire.

Je n'insiste pas davantage. Que notre camarade nous documente exactement sur les mesures prises contre les organisations subversives, contre des ins-

tituteurs de New-York, etc. Nous soumettrons les faits à l'épreuve contradictoire. Et nous conclurons peut-être par une protestation aussi virulente que la sienne. Mais nous n'en tirerons pas de condamnation du syndicalisme américain. Car nous n'avons pas la conscience assez pure pour nous ériger en juges. Sans remonter jusqu'au régime de Vichy, les scandales de l'épuration suffisent à notre gloire. Et combien de « lampistes » attendent, dans la misère, l'amnistie que leur refusent les généreux syndicalistes de l'Education Nationale, si prompts à s'émouvoir pour les staliniens américains (je ne veux même pas insister sur leur silence en face des assassinats de socialistes et de syndicalistes perpétrés en Europe stalinisée).

Et vous, camarade allemand, êtes-vous qualifié pour juger et condamner ? Rassurez-vous. Je ne reprends pas contre vous les stupidités germanophobes, qui circulent surtout dans les milieux anti-américains, neutralistes et crypto-communistes. J'attends avec confiance les réalisations du syndicalisme allemand.

Mais votre écrasement de 1933 a conclu une longue suite de défaites. Vos souffrances appellent le respect, non l'oubli. Honorer le « courage malheureux », sans doute, mais pour le courage, non pour le malheur dont on doit, disait Pelloutier, acquérir la science. Vous évoquez l'antisémitisme ? Il est vrai que des pointes en sont apparentes aux U.S.A. Seulement, on ne se contente pas de la lutte générale, théorique, contre un ensemble monstrueux, qualifié de réaction ou de fascisme. On cherche à démonter la machine, à trouver pour chaque élément nocif l'antidote efficace, d'une efficacité immédiate. C'est ainsi que l'on a exploré l'âme de l'antisémitisme (4), c'est ainsi que l'on a analysé la discrimination religieuse et raciale, que l'on a isolé chaque préjugé pour mieux le vaincre. Tout cela en marge de l'effort syndical sur le terrain de classe, où la propagande contre la discrimination s'engage sous de multiples aspects.

J'ai rencontré aussi là-bas nombre de socialistes et de libéraux juifs, proscrits par Hitler, qui occupaient des postes importants dans l'organisation syndicale. Nous avons pris contact avec le « Comité de secours ouvrier juif » qui — à la différence de quelques sionistes et sémites d'ici — a prolongé son effort contre la barbarie nazie, en une lutte contre *toute* discrimination raciale ou religieuse. Enfin, la solidarité *spontanée* du peuple américain s'est manifestée sous une forme massive, avant, pendant et après la guerre, à l'égard de toutes les victimes de Hitler et aussi... de toutes les victimes de la bataille contre Hitler... « C'est tout naturel. Ils n'ont pas souffert, eux... », dit le brave bourgeois de Paris dont le marché noir a préservé le ventre, le même qui disait : « C'est bien fait. Ils nous ont fait assez de mal ! », lorsqu'on évoquait les 30.000 victimes d'un bombardement aérien d'un quart d'heure, dans une ville allemande...

Ce sont là tout de même des facteurs positifs. C'est modeste, c'est limité, c'est trop « pratique ». Et si j'ai parlé « d'entrer dans le système », c'est-à-dire de nous lier au syndicalisme américain, hors des rencontres des états-majors, c'est parce que c'est là pour nous le salut de demain, comme ce fut le sauvetage d'hier ; ce n'est pas pour nous perdre dans cette masse, pour gagner la sécurité au prix de l'idéalisme de nos aînés.

Mais il ne faudrait pas, camarade allemand, vous venger de vos défaites passées, en méprisant les victoires des autres. N'avez-vous pas abusé, par contraste, dans le centralisme organique, dans la généralisation philosophique ? On se disputait autour des thèses, chez les communistes allemands, emprisonnés avec nous, en 1924, dans la prison de Mayence. On se disputait encore autour de thèses, en 1934, dans le comité qui réunissait à Paris les survivants des nombreux groupes hérétiques d'Allemagne, pris entre la Social-Démocratie et le K.P.D. Disputes que n'abolissait même pas la tragique compétition dans la bataille désespérée et le martyre. Cette ultime grandeur n'a laissé que des ruines. Là-bas, rien n'a été perdu des efforts apparemment vains des pionniers, des Chevaliers du Travail aux I.W.W.

Osera-t-on conclure, qu'en fin de compte, le mouvement sans doctrine est préférable à la doctrine... sans mouvement ? — R. H.

(4) Cf. dans les **Temps Modernes** d'octobre 1950, l'étude sur les travaux de « l'Institute for Social Research » afin de déterminer la « personnalité antisémite ».

ADMINISTRATION SYNDICALE ET SYNDICALISME

Du camarade Cadiou :

Je lis dans la « R.P. » une lettre de Tony Peyre protestant contre le ton « intellectuel détaché de l'action » qui serait celui des derniers numéros. Comme j'ai lu à différentes reprises dans ces dernières années ce reproche de certains de vos correspondants, je surmonte ma répugnance d'écrire pour manifester l'opinion contraire. Je présume que ces correspondants sont des militants très préoccupés des choses d'administration syndicale, qu'ils confondent avec feu le syndicalisme. C'est pour leur donner satisfaction que Hagnauer, Walusinski, Lapeyre se dévouent et analysent d'interminables et ennuyeux congrès où des délégués que se prennent au sérieux palabrent sur la politique internationale et maintes autres choses dont ils ignorent les tenants, sans compter la politique syndicale et son relent de vieux mégot.

Si les études vivantes des mouvements revendicatifs sont de plus en plus rares, c'est que l'action syndicale est de moins en moins vivante et sociale, de plus en plus administrative et marécageuse. Nous n'y pouvons rien. C'est l'âge.

Les notes de Louzon sont toujours intéressantes, même s'il n'a pas toujours raison. Sa pensée n'a pas de fil à la patte. Des comptes rendus de livres, j'en souhaiterais bien davantage et plus étendus, surtout parce que je n'ai pas le temps de lire, et aussi des comptes rendus de films, de pièces, de tout ce qui a un sens social. Votre Courrier des lecteurs est toujours instructif. Les Faits du mois devraient tenir six pages pour ceux qui ne veulent pas s'abrutir à lire les quotidiens. A quand le Digest de tout ce que ne peuvent lire vos lecteurs ?

"DES ENFANTS DANS LEUR MAISON"

Sous ce titre, *les Amis de la Maison de Sèvres* publient une brochure illustrée consacrée à l'œuvre sociale et éducative de la Maison d'enfants de Sèvres, que dirige notre camarade Yvonne Hagnauer.

Avec un historique, un aperçu sommaire des méthodes et techniques, les résultats de l'œuvre de reclassement et de réadaptation d'enfants, victimes de la guerre, des persécutions, de l'injustice sociale, la brochure se présente surtout comme le témoignage vivant d'un effort collectif de dix ans.

La brochure est envoyée contre la somme de 100 francs (80 francs pour les membres actifs et donateurs de la Société ayant acquitté leur cotisation 1951 — Cotisation annuelle de 500 francs pour les premiers et 5.000 francs pour les seconds).

Envoyer les fonds à la trésorière : Mlle Jeanne Bertin, 1, rue Félix-Pyat, Puteaux. — C.C.P. 44-10 Paris.

Pour recevoir la brochure, écrire à la Société des Amis, 14, rue Croix-Bosset, Sèvres (S.-et-O.). — Téléphone : OBS. 01-95.

"Les Syndicats de l'Automobile et Walter Reuther"

d'**Irving HOWE** et **J.B. WIDICK**

Il est étonnant qu'aucun éditeur français n'ait encore voulu entreprendre la traduction de ce livre. Publié en 1949, à New York, il n'a rien perdu de son actualité ni surtout de son intérêt. Il a, en effet, ceci de remarquable : étude de la naissance, de la croissance et de l'avenir des nouveaux syndicats américains de l'Automobile fondés en 1935 : son héros véritable n'est ni cette fédération (U.A.W.-C.I.O.) ni Walter Reuther, son leader depuis 1947, mais l'ouvrier anonyme, la « base ».

L'ouvrage, très documenté, est rédigé dans le meilleur style du reportage. Le lecteur ne sombre pas dans un amoncellement d'informations et de citations fastidieuses, réunies à seule fin d'être classées et jugées selon des principes sacro-saints et... sclérosés. En moins de 300 pages (en gros caractères !), les auteurs réussissent à exposer de manière vivante, toujours concrète, tel un roman, le problème social de ces ouvriers.

Ils ne nous parlent pas de la généralité de la classe ouvrière américaine. Le titre l'indique bien : il s'agit d'une monographie du travailleur de l'automobile. Industrie largement rationalisée, hautement productive, dont l'ouvrier — tirant profit des progrès technologiques — est, on le sait, parmi les mieux payés au monde. En 1947, il gagnait en moyenne 2.864 dollars par an, soit — au taux de change actuel — 1.002.400 francs ou 83.535 francs par mois !

Mais ce sujet spécial a la valeur d'un « test » général, ce qui augmente d'autant l'intérêt de l'ouvrage : voilà ce que serait la condition de tous les salariés, si l'économie dans son ensemble s'élevait au niveau de productivité aujourd'hui atteint dans la branche de l'automobile sans que, par ailleurs, le monde change dans ses structures sociales et, notamment, internationales.

Or cet ouvrier des temps modernes, privilégié par rapport à ses ancêtres, connaît bien des misères, et c'est d'elles que nous parlent d'abord les auteurs.

Oui, misères. Certes, ce n'est plus l'homme aux joues creuses, à l'estomac vide, travaillant à l'usine dès ses sept ans pendant 12, 14, voire 16 heures par jour, comme à l'époque où le jeune Engels étudiait le sort des classes laborieuses dans l'Angleterre en voie d'industrialisation. Ce n'est pas non plus l'esclave de maîtres totalitaires. Et pourtant, cet ouvrier qui gagne bien sa vie, qui possède une voiture et jouit des droits démocratiques d'une société moderne à l'occidentale, il s'écriera un jour : « Au diable tout ça, j'abandonne ! » (« A hell with it, I quit ! »). Il lui semble ne plus pouvoir supporter cette vie...

Retenez que l'un des deux auteurs, J.B. Widick, connaît fort bien cette vie, qui est la sienne propre. Il travaille dans l'une des usines Ford, à Detroit, comme ouvrier à la « chaîne de carrosserie » : sur deux rails, la « coque » assemblée passe devant les ouvriers alignés qui y mettent, celui-ci une glace, celui-là un loquet, etc. C'est là un emploi déjà envié pour sa variété relative. A la chaîne précédente, où la coque elle-même est montée, il y a par exemple des hommes occupés exclusivement à tendre six boulons à un autre qui les enfonce dans les plaques. 250 boulons par heure. 2.000 par jour, 500.000 par an. « Quelle est la conséquence d'un tel travail sur un homme qui l'effectue d'un bout de l'année à l'autre ? »

Les auteurs nous le disent : un désir irrésistible de fuite, de partir, de « travailler à son propre compte », de respirer le grand air d'une existence qui aurait un sens. « Ça me rend dingue. » (« It drive's me nuts. ») « Dans ces quelques mots, constatent les auteurs, les ouvriers, sans en avoir conscience, résument tout le problème social de la société industrielle moderne. »

Le désir de tourner le dos à l'atelier est un sujet revenant fréquemment dans les discussions, « celles des jeunes notamment, des hommes *moins résignés* ».

Changer d'existence. Mais comment ?

Nos auteurs n'envisagent pas la pseudo-solution d'un retour à des modes de production plus primitifs, qui priveraient l'ouvrier des avantages acquis. Ce ne sont pas des romantiques rétrogrades. Cet intellectuel « radical » et cet ouvrier de la base, qui se sont associés pour étudier ces problèmes en commun, reconnaissent que la clef ne réside pas dans une nouvelle technologie du travail, mais dans la transformation de toute la vie passée hors du travail. Ils insistent, cependant, sur la nécessité d'une cadence de travail qui permette que le loisir soit autre chose qu'une reconstitution de la capacité de travailler (1).

Mais transformer l'ensemble des conditions sociales, c'est une œuvre qui reste à réaliser. Que devient, en attendant, le rêve d'une existence délivrée du cauchemar de l'atelier ?

« Une mince couche réussit à se faire fonctionnaires des syndicats. » Cette constatation, soulignons-le, n'a pas dans la bouche des auteurs le sens d'un reproche, quoiqu'elle participe d'une inquiétude certaine. Et les autres, la majorité, ceux qui restent dans le rang ? Il arrive souvent que « les plus dynamiques et les plus intelligents d'entre eux, ceux-là précisément qui paraissent appelés à constituer la colonne vertébrale de l'organisation syndicale à la base, désertent brusquement et l'atelier *et le syndicat.* » A la révolte contre leur condition ouvrière s'ajoute un scepticisme quant à la voir changer par l'action syndicale.

⁂

Et cependant, c'est grâce aux syndicats, assurent nos auteurs, que quelque chose a changé depuis 17 ans dans la vie de l'ouvrier américain de l'automobile.

« Au début des années 30, les journalistes qui visitaient Detroit, cité de l'automobile, et rencontraient ses ouvriers, avaient l'impression d'avoir affaire à des hommes intimidés, peureux et hargneux. » Aujourd'hui, au contraire, « l'ouvrier de l'automobile manifeste un sentiment de confiance en soi-même, de vivacité, d'élan agressif ; il est devenu un homme sûr de sa propre force. »

C'est qu'il existe maintenant, face aux puissantes compagnies, la puissance collective des ouvriers, l'U.A.W.-C.I.O.

Les auteurs savent bien, certes, que ce n'est pas

---

(1) Le problème des temps est l'un des plus graves et des plus compliqués dans les négociations entre les syndicats et les sociétés. C'est aussi celui sur lequel les ouvriers se montrent le plus intransigeants ; d'où leur opposition farouche à tout système de salaire tendant à stimuler les efforts par des primes (« incentive pay »). Même pendant la guerre, ils n'en voulaient rien savoir. Si Walter Reuther est finalement sorti victorieux des luttes fractionnelles et a conquis la direction de l'U.A.W., il le doit au fait d'avoir alors rejoint, dans cette question, la position de la base : contre les communistes qui prêchaient le « stakhanovisme » au nom du patriotisme.

le seul fait de l'organisation qui a joué. Si les syndicats U.A.W.-C.I.O. ont amorcé de profondes modifications dans la psychologie des masses venues à eux, ils le doivent avant tout à leur origine. Et ces syndicats n'ont pas été donnés en cadeau aux ouvriers par une autorité quelconque, en dépit de la politique du président Roosevelt. En favorisant le syndicalisme, celui-ci n'a pas fait autre chose, en vérité, que canaliser une force élémentaire. Ces syndicats C.I.O. sont issus des grèves massives spontanées, avec occupation d'usines, des années 30 ; dans l'un de ces grands moments des temps modernes où l'homme de la masse s'élève soudain à cette grandeur qui ne subit pas l'histoire, mais la fait.

Nos auteurs savent aussi que l'ardeur d'une grande tradition ne résiste pas indéfiniment à la lourde atmosphère d'un monde inadéquat...

Dès la brève préface, ils nous avertissent : leur plaidoyer pour les syndicats sera un plaidoyer critique. Ils n'offrent pas « une de ces histoires officielles écrites pour plaire à des chefs en place. Nous soutenons les syndicats, nous les tenons pour nécessaires, nous nous réjouissons de leurs victoire. Mais nous exposerons tous les faits essentiels, même lorsqu'ils ne plaisent pas à ceux dont la vie est étroitement liée à celle des syndicats ». Et cette critique part toujours du point de vue de la base ; celle-ci ne cesse d'être présente. Le fait même que l'un des auteurs appartient à cette base, confère, en effet, aux parties critiques de l'ouvrage la valeur d'un témoignage inestimable.

***

« L'usine prive l'ouvrier de sa personnalité, les syndicats lui rendent sa personnalité... mais pas de manière suffisamment adéquate. » Dans tous les domaines « beaucoup reste à faire », et la tendance actuellement prédominante est à l'enlisement plutôt qu'à la rénovation. Il s'est introduit dans ces syndicats comme le germe d'une force agissant dans un sens contraire à l'impulsion primitive. C'est qu'ils subissent la loi générale.

« Dans leur jeunesse, la plupart des syndicats affirment l'aspect idéaliste, démocratique, émancipateur. Mais lorsqu'ils grandissent et qu'ils se stabilisent — qu'ils « mûrissent », comme on dit — un autre aspect prend inévitableemnt le dessus. » Ils ne cessent pas nécessairement de défendre les revendications ouvrières en matière de salaires, mais ils se vident de leur esprit d'autonomie et d'opposition fondamentale au monde contemporain. Ils se rapprochent du type du syndicat américain des mineurs : efficace dans la défense des revendications immédiates, mais soumis à la quasi-dictature de John Lewis et intégré dans la société américaine actuelle. Ce ne sont pas des syndicats ni des « syndicalistes » de ce genre qui seront, selon le mot de Walter Reuther, les « architectes de l'avenir ».

Actuellement dans l'U.A.W., nous disent les auteurs, « démocratie et bureaucratisation sont en balance. La tradition démocratique ne laisse d'être attaquée de biais par une bureaucratie surgie au cours de la stabilisation de ces syndicats intervenue ces dernières années. »

Il nous est montré comment le sourd combat entre démocratie et bureaucratisation a marqué chacune des luttes fractionnelles successives auxquelles la victoire du groupe Reuther, en novembre 1947, a momentanément mis fin. Les représentants de la base, dans leur lutte contre les bureaucrates en place, risquent toujours, en effet, d'emprunter à leur tour la voie de la bureaucratisation, une fois la victoire remportée.

***

D'après nos auteurs, la tendance à la bureaucratisation — sinon sa victoire — est inévitable parce qu'inhérente à la position même du fonctionnaire : « Ce n'est pas qu'elle résulte toujours uniquement ou même surtout de mauvaises intentions ou de cupidité », d'un arrivisme social. Non, elle a sa racine dans le fait que « des hommes qui assurent des fonctions syndicales, seraient-ils animés de la meilleure volonté du monde, *ne peuvent jamais penser et sentir comme ceux qui travaillent à l'atelier.* » Echappés à l'atelier, ils en oublient la vie quotidienne. Il s'y ajoute « comme base pour ainsi dire « matérielle » des visées bureaucratiques, la supériorité des conditions d'existence dont jouissent les dirigeants comparativement aux simples adhérents. »

Le fonctionnaire syndical voit d'un autre œil que l'ouvrier ce qui est désirable et ce qui est possible. Il est sensible à cet esprit de « réalisme » et de soi-disant « responsabilité », qui n'est autre chose que la disposition à reconnaître comme valables les nécessités qui découlent non de la transformation, mais de l'actualité du monde.

Dans ces conditions, peut-on espérer que les nouveaux syndicats américains C.I.O., ceux de l'automobile en particulier, tiendront leur promesse d'être « les architectes de l'avenir » ? Cela, pas plus que la démocratie intérieure, « *ne dépend pas des personnalités dirigeantes* », répondent les auteurs, *mais de la base.*

Pour que celle-ci soit en état d'imprimer leur orientation aux syndicats, il faut d'abord que survive la démocratie intérieure. Or, il n'y a démocratie, en dernier ressort, que si l'homme de la masse *comprend* les problèmes à l'ordre du jour et se sent à même de les résoudre. Le peut-il ? Et comment ?

De nos jours, observent non sans raison nos auteurs, ces problèmes deviennent de plus en plus complexes. N'abordons pas la question de savoir s'il en va de même pour les revendications de salaires, dont on nous dit qu'elles doivent prendre en considération des facteurs comme le niveau de productivité... Mais nul ne saurait nier que la politique de puissance, telle qu'elle caractérise notre monde contemporain, complique singulièrement les prises de position d'ordre politique. Plus que jamais, un immense effort théorique est nécessaire pour se retrouver dans la jungle politique.

Mais « les hommes de Detroit travaillent dur, la plupart d'entre eux ont peu de temps pour la culture, le théâtre... la lecture érudite » (2). L'ouvrier rentre fatigué, trop fatigué souvent pour pouvoir seulement jouir de la soirée agréable qu'il avait projetée. On nous la fait vivre avec lui : après le repas, il s'assied dans son fauteuil, ouvre le poste de T.S.F., étend la main pour saisir une cigarette... et s'endort. Il se réveille fort avant dans la nuit, frissonnant de froid, un torticolis le pince... Hop ! au lit. Et demain au travail... Ce n'est cependant pas qu'une simple question de fatigue ou de temps. « Le rythme de vie d'un centre industriel moderne n'est guère favorable aux activités culturelles. Les conditions préalables n'y sont pas données : loisir suffisant, éducation suivie, sécurité économique au moins partielle... » Ce qui n'empêche que la moitié des étudiants de l'université de la ville sont des ouvriers gagnant eux-mêmes leur pain !

Ils veulent apprendre, ils désirent comprendre. Mais ils n'ont pas la possibilité d'entreprendre de vastes recherches. Pour que la démocratie intérieure de l'U.A.W. survive, il faudra donc une alliance à l'image de celle à laquelle nous devons cette étude, et que nos auteurs caractérisent en citant un autre intellectuel « radical » d'Amérique, Wright Mills. Celui-ci, dans son livre *Les Nouveaux Hommes du Pouvoir*, était parvenu à cette conclusion :

« Pour constituer... un mouvement ouvrier capable de réaliser le programme de la gauche..., il faudra une base ouvrière vigoureuse, une élite d'intellectuels penchés sur les problèmes du monde du travail et une élite de dirigeants alertes. *Il faut la puissance et il faut l'esprit.* » Mais il faudra encore — toujours selon Wright Mills — que les intellectuels alliés aux ouvriers résistent à la tentation des « carrières neuves et fascinantes » ouvertes devant eux à la suite de certaines transformations sociales survenues dans les dernières décades. « Comme le dirigeant ouvrier est sollicité de laisser là ses idées pour entrer dans la politique, l'intellectuel l'est, de son côté, pour faire carrière. » (3).

GELO.

---

(2) Cité par les auteurs selon Michigan, Oxford University Press, éd. revue, 1946.

(3) Wright Mills, ouvr. cit. p. 281. « As the labor leader moves from ideas to politics, so the intellectual moves from ideas to career. »

LE PROBLÈME NATIONAL

PROBLÈME CAPITAL POUR LA YOUGOSLAVIE

Par A. CILIGA

Depuis le 27 juin 1948, jour où la radio de Prague annonça la fameuse résolution du Kominform qui énumérait en huit points les « erreurs » et les « déviations » de Tito à l'égard de l'orthodoxie communiste, le monde, aussi bien en deçà qu'au delà du rideau de fer, a été unanime à attendre une attaque « éclair » des soviets contre le « traître » hérétique.

L'événement n'a pas encore confirmé l'attente. Ce qui a montré aux peuples d'au delà le rideau de fer que Staline n'est plus aussi puissant qu'il veut le faire croire. Cependant, les Occidentaux auraient tort de tirer de ce fait un sentiment exagéré de sécurité. Avec ses goûts machiavéliques et son art pour préparer ses coups longtemps en avance, Staline n'est pas sujet aux impatiences hystériques de ce grand dilettante et comédien qu'était Hitler. Il n'a certainement pas renoncé à infliger une punition exemplaire à celui qu'il a excommunié. Si déjà le communisme de Lénine tolérait mal toute opinion dissidente, le communisme de Staline n'admet même pas l'existence physique du dissident. Cet égocentrisme moscovite amènera sans doute un jour la ruine des aspirations à la domination mondiale du bolchevisme, mais il est devenu l'une des conditions mêmes de son existence et, pour le moment, il lui amène, beaucoup plus que des protestations et des rébellions, une obéissance générale dans tout le camp révolutionnaire.

Le schisme de Tito a été la première brèche ouverte dans ce système. Le dangereux exemple que constitue cette première volte-face donne une importance mondiale à ce petit fait local et oblige Staline à l'extirper jusque dans sa racine. Aussi, Staline a-t-il poussé ses préparatifs militaires et son offensive politique contre la Yougoslavie jusqu'au seuil de la guerre. Et s'il croit voir, à un moment, que cette guerre lui offre une certaine probabilité, je ne dirai pas de victoire complète, mais seulement de rester localisée et circonscrite, il n'y a pas de doute qu'il l'entreprendra.

Au début, l'état d'âme dans lequel se trouvait l'Europe lui paraissait encourageant. C'est à ce moment que des nouvelles de source yougoslave annoncèrent le transfert, de Belgrade en Bosnie, des archives de l'Etat, ainsi que la réorganisation d'une partie de l'armée yougoslave en groupes de 50 hommes destinés à la guerre de guérillas ; c'est aussi de cette époque que date la déclaration de Tito selon laquelle, en cas d'une attaque massive contre le pays, il abandonnerait la plaine danubienne, difficilement défendable, ainsi même que Belgrade, pour se retirer en Bosnie afin d'y reprendre la guerre de partisans.

Ce fut un instant extrêmement critique. Mais, ensuite, la résolution américaine de combattre en Corée vint faire pencher de l'autre côté les plateaux de la balance.

Cependant, toutes les déclarations des Etats atlantiques et de l'Amérique à propos de la menace russe contre la Yougoslavie renferment tant et tellement d'imprécisions et de réticences qu'elles laissent planer un doute sur la décision qui serait finalement prise. Or, ce manque de clarté peut être une tentation pour Staline. Tant qu'une prise de position absolument nette ne sera pas proclamée, il faut s'attendre à ce que la menace russe sur les Balkans continue.

Un autre fait — qui, cette fois, est au désavantage de la Russie — complique les choses. Faire attaquer la Yougoslavie de Tito par la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie n'est pas la même chose, du point de vue des conceptions politiques et de la tactique communistes, que d'attaquer la Corée du Sud par le moyen de la Corée du Nord. Provoquer dans un pays une guerre intérieure est une chose ; provoquer une guerre entre pays différents et, qui plus est, entre des pays qui, comme c'est le cas dans les Balkans, sont traditionnellement ennemis, en est une autre. Afin d'empêcher que cette guerre ne devienne aux yeux des Serbes une guerre nationale contre les Bulgares et les Hongrois, ce qui renforcerait considérablement la position de Tito, Staline aurait à faire intervenir, sous une forme ou sous une autre, des forces russes importantes afin de donner à la guerre le caractère d'une grande intervention communiste panslave contre l'un de ses petits membres hérétiques. Cette perspective peut contribuer à rendre Staline prudent.

Mais, en dehors de son aspect international, la situation de la Yougoslavie comporte un aspect intérieur très particulier, c'est celui qui concerne les antagonismes nationaux et religieux entre les divers peuples de la Yougoslavie. C'est là une chose fort mal connue et difficilement compréhensible pour les étrangers ; elle n'en a pas moins une importance de premier ordre lorsqu'il s'agit d'estimer la capacité de résistance de la Yougoslavie à une agression soviétique. La question est de savoir si Tito est parvenu à surmonter et à faire disparaître les vieilles divisions, les vieilles rivalités entre les différents Slaves des Balkans, ou si, au contraire, son régime ne représente qu'une nouvelle phase des luttes, aussi sanguinaires que stériles, entre Slaves balkaniques.

C'est ce problème que nous nous proposons d'examiner.

I. - La guerre civile pendant l'occupation étrangère

A l'inverse de ce qui s'est passé dans les autres pays de l'Europe orientale, l'établissement du régime communiste en Yougoslavie a été, en grande partie, l'œuvre des forces locales. Bien que tous les peuples de l'Europe orientale aient été travaillés entre les deux guerres par une crise sociale et politique, ce n'est qu'en Yougoslavie que le communisme est devenu le pouvoir d'Etat avant l'arrivée de l'Armée Rouge.

Pourquoi cette exception ?

LA YOUGOSLAVIE, MOSAIQUE DE PEUPLES

On entend dire parfois que cet événement est dû à la grande valeur combative des partisans yougoslaves et aux qualités personnelles de leurs dirigeants communistes ; en fait, sans nier l'existence de ces deux facteurs, la raison est autre.

La Yougoslavie est l'unique Etat d'Europe orientale qui soit un Etat *pluri-national*. Certes, il existe bien dans les autres Etats de fortes minorités nationales, mais ceux-ci renferment toujours un peuple qui forme la majorité de la population et est établi dans le centre du pays. En Yougoslavie, rien de pareil. La nation dominante, celle des Serbes, est inférieure en nombre à l'ensemble des autres, elle ne représente que 40 % environ de la population totale ; en outre, plus d'un tiers de cette nation est dispersé parmi les autres groupes ethniques, cependant que la fraction demeurée compacte n'occupe pas le centre du pays, mais sa partie orientale (l'ancienne Serbie d'avant les guerres balkaniques du début du siècle).

En contradiction avec ce fait fondamental, les Serbes ont tenté d'instaurer leur propre domination sur tous les autres peuples de Yougoslavie et de les « serbiser ». C'est cette ambition démesurée qui a provoqué la crise du premier Etat yougoslave, cette crise qui a commencé le jour même de sa naissance, le 1er décembre 1918 et n'a cessé de s'aggraver jusqu'à sa peu glorieuse disparition en avril 41.

C'est en raison des relations existant entre les diverses nationalités yougoslaves que le parti communiste a pu établir sa supériorité à l'égard de tous les autres partis, serbes et non serbes. C'est, en effet, l'incapacité dont ont fait preuve tous les autres partis dans la recherche d'un *modus vivendi* acceptable pour les divers peuples yougoslaves qui a permis au parti communiste d'émerger comme un *deus ex machina* au bon moment, alors que tous ces peuples étaient en train de se massacrer mutuellement sans que ces massacres, bien qu'ils portassent sur des centaines de milliers de personnes, apportent aucune solution du fait que, dans l'ensemble, ils laissaient les rapports de force entre adversaires inchangés.

Un fédéralisme à base ethnique, avec reconnaissance du caractère national particulier de chaque groupe et de l'égalité de toutes les nations yougoslaves — tel fut le programme qui permit au parti communiste de parvenir à la conquête du pouvoir.

L'interdépendance économique des différents peuples yougoslaves, et, plus encore, leur mélange dans les mêmes régions (principalement celui des Serbes et des Croates, et cela surtout en Bosnie) réclame, en effet, plutôt une fédération qu'une séparation en Etats indépendants.

Mais, d'autre part, le soutien militaire et politique apporté par les alliés, tant d'Orient que d'Occident, à Tito a contribué largement à l'affermissement définitif de son régime et lui a permis, en conséquence, d'imposer certaines solutions artificielles qui pèsent gravement aujourd'hui sur la vie et les destinées du nouvel Etat.

LE RALLIEMENT A TITO DES CROATES DE DALMATIE, DES MUSULMANS ET DES SERBES DE BOSNIE

Le moment décisif pour Tito fut l'année 1942. C'est en cette année-là que s'est décidé entre Draga Mikaïlovitch et lui *qui* serait l'Etat, car c'est en cette année-là que Tito réussit à l'emporter sur son rival en Bosnie (1).

L'histoire de la résistance yougoslave, et, en particulier, celle des luttes entre Serbes et Croates est très compliquée et nous ne pouvons qu'en citer les moments les plus importants, en nous basant surtout sur le voyage d'études que nous effectuâmes pendant la guerre en Yougoslavie, dans un désir de nous documenter sur place, qui nous valut un séjour dans le fameux camp d'extermination de Yassénovats.

La fin tragique de Mikaïlovitch ne doit pas faire oublier le caractère fictif qu'eut, dès le début, sa résistance.

Le fameux coup d'Etat du 27 mars 1941, par lequel le roi Pierre renversa le gouvernement après le pacte que celui-ci avait conclu avec Hitler, fut le résultat d'une conspiration exclusivement *serbe* et dont le programme intérieur était ouvertement *pan-serbe*. On s'y proclamait anticroate et antimacédonien. Dans les rues de Belgrade on criait en même temps : « A bas le pacte ! » (le pacte avec l'Allemagne), et « A bas l'accord ! » (l'accord conclu par le gouvernement renversé avec Matchek, le représentant des Croates). Il convient d'ailleurs de dire que Croates et Macédoniens réagirent au coup d'Etat de Belgrade avec une hostilité égale à l'égard des Serbes.

Il est évident qu'un coup d'Etat réalisé dans de pareilles conditions ne pouvait constituer un point de départ pour une sérieuse résistance contre l'étranger, mais, tout juste, pour la désagrégation de l'Etat.

Comme on le sait, le 17 avril, l'armée serbe capitulait. Une partie de cette armée, cependant, partisan du coup d'Etat et ayant à sa tête Draga Mikaïlovitch, alors colonel, décida d'atténuer devant l'opinion publique alliée les effets de la capitulation en entamant une résistance à l'envahisseur purement symbolique.

Cette manœuvre devait créer pour la classe politique dominante serbe un titre « juridique » qui lui permettrait, lors de la victoire finale des alliés,

---

(1) Rappelons que la Yougoslavie se compose de deux parties bien distinctes.

Au nord, une plaine arrosée par une petite fraction du Danube et par ses affluents la Save et la Drave, qui n'est autre que la partie sud de la grande plaine hongroise (Pannonie). Cette plaine est peuplée de Croates à l'ouest, et de Serbes à l'est.

Au sud, une région montagneuse couvrant à peu près les trois quarts de l'Etat et constituée, en gros, par une série de chaînes accolées, à peu près parallèles à l'Adriatique, dites chaînes dinariques à l'ouest, chaînes rhodopiennes à l'est. Cette région montagneuse s'appelle : sur le bord de l'Adriatique, la Dalmatie, peuplée de Croates, puis, en s'éloignant de la mer, la Bosnie (au nord) peuplée de Croates, de Serbes et de musulmans, et le Monténégro au sud, puis, tout à fait à l'est, la Serbie (au nord) peuplée de Serbes, et la Macédoine au sud, peuplée de Macédoniens. (N.D.L.R.).

de demander la prédominance absolue des Serbes sur les peuples yougoslaves non serbes, les « traîtres de 1941 », et l'on en finirait alors ainsi, une fois pour toutes, avec leur résistance à la « serbisation ».

Cette « combinazione », qu'on s'imaginait être géniale, fut dramatiquement ruinée par l'action de Pavelitch d'abord, par celle de Tito ensuite.

Le massacre en masse des Serbes de Croatie et de Bosnie que Pavelitch inaugura fin juin 41 sous le prétexte d'une soi-disant révolte des « tchetniks » de Mikaïlovitch contre le nouvel Etat croate et contre l'Axe mirent Mikaïlovitch en présence d'un grave dilemme.

S'il continuait sa « résistance » même purement nominale aux Allemands, il fournissait à Pavelitch, chef des « oustachis » et du nouvel Etat croate, un prétexte pour exterminer complètement la minorité serbe de ces régions mixtes que les Serbes revendiquent comme serbes et comme parties intégrantes de la Grande Serbie. Car le fait que les musulmans de Bosnie prenaient une part active à ces massacres, organisés par les Croates catholiques, mettaient les Serbes, de religion orthodoxe, de cette province dans une situation désespérée. La venue des alliés à la fin de la guerre risquait d'être trop tardive pour que puisse être sauvée l'importante minorité serbe qui habitait dans les limites de ce qui était alors l'*Etat croate indépendant* de Pavelitch.

Pour parer à cette menace, Mikaïlovitch se décida à une manœuvre de caractère politico-militaire.

Ce fut celle-ci : dans toute la zone occupée par l'armée italienne (Monténégro, Dalmatie, une partie de la Bosnie et de la Croatie) il entra en collaboration ouverte avec l'armée italienne d'occupation, en partant de cette idée que l'armée italienne était germanophobe et passerait certainement à un certain moment du côté des alliés. Et c'est ainsi qu'au Monténégro et en Dalmatie ce fut l'armée italienne qui arma les tchetniks de Mikaïlovitch ! Mussolini, en effet, qui avait soutenu Pavelitch tant que l'Etat yougoslave avait existé, avait maintenant de graves désaccords avec les Croates de Dalmatie. Mais le résultat fut que, abandonnés par Pavelitch, menacés par l'alliance des tchetniks et des troupes italiennes, les *Croates de Dalmatie* s'associèrent à Tito.

Cependant, fidèle à son idée première de pouvoir, avec l'aide des alliés lorsque ceux-ci débarqueraient, non seulement abattre les Allemands, mais massacrer musulmans, Croates et tous autres non-Serbes, Mikaïlovitch commençait à se faire la main en massacrant, sous le prétexte de se défendre contre les oustachis et de supprimer les communistes, plus de 150.000 musulmans du Sandjak (confins de la Bosnie et de la Serbie) et de la Bosnie orientale (dans la Bosnie occidentale les Croates, catholiques, alliés des musulmans étaient trop nombreux).

On comprend dès lors que, lorsque vers 43, les *musulmans*, qui avaient été précédemment avec Pavelitch, entrevirent que celui-ci et les Allemands avaient perdu la guerre, ils se rallièrent, non à Mikaïlovitch, mais à Tito, contribuant ainsi pour beaucoup à sa victoire finale.

Mais ce fut dès 1942 et au sein même de la minorité serbe de Bosnie que se joua vraiment la partie décisive entre Tito et Mikaïlovitch.

Au début, la plus grande partie des Serbes orthodoxes de Bosnie sympathisait avec Mikhaïlovitch, mais le programme pan-serbe de celui-ci et sa tactique du massacre « biologique », c'est-à-dire total, isolait complètement la minorité serbe de Bosnie qui était perdue au milieu d'un grand nombre de catholiques et de musulmans et la livrait ainsi sans secours possible aux représailles de Pavelitch, tandis que le programme de Tito, qui préconisait la fin des luttes entre les peuples yougoslaves et la reconnaissance d'une égalité complète entre eux, rencontrait des sympathies non seulement chez les Serbes, mais aussi chez les musulmans et les catholiques, ce qui donnait aux Serbes de la Bosnie davantage de moyens pour se défendre. Voilà pourquoi les *Serbes de Bosnie,* si monarchistes ou si sympathisants à Mikaïlovitch qu'ils fussent, passèrent à Tito et devinrent, au cours des années 42-45, avec les Monténégrins, la base de sa puissance — le second élément de sa force étant constitué par les musulmans de Bosnie et les Croates de Dalmatie.

On voit donc que c'est des régions où la lutte entre les divers peuples et confessions yougoslaves était la plus violente du fait que dans ces régions ils étaient mélangés, et grâce à cette lutte, que Tito tira sa force.

L'ESPRIT « MONTAGNARD »

Etant donné que la « résistance » de Mikaïlovitch fut, en fait, inexistante, le mouvement de Tito fut le seul mouvement de résistance réel contre Hitler et Mussolini. La haute tradition de courage et d'héroïsme des Serbes (et, en partie aussi, des autres Yougoslaves) trouva son expression durant la dernière guerre chez les partisans de Tito.

Je ne veux cependant pas cacher, et il faut le souligner, que ceux-ci utilisaient eux aussi la terreur, la provocation et le massacre contre les mouvements rivaux, et aussi contre le peuple, à l'instar de Mikaïlovitch et de Pavelitch.

J'en donnerai un exemple.

Lorsque les Allemands eurent compris qu'en exerçant des représailles contre les paysans pour les actions des partisans, ils ne travaillaient que pour ces derniers, leurs représailles sans discrimination cessèrent et ils cherchèrent alors simplement à ce que les paysans restassent neutres. Etre neutres, c'est tout ce que ceux-ci désiraient. Mais les partisans ne le leur permirent point : ils les mirent en demeure d'agir, soit en leur faveur, soit en faveur des Allemands. Réduits à cette alternative, les paysans choisirent Tito, mais telle fut la nature de leur « libre choix ».

D'une façon générale, on peut dire que les trois mouvements, celui des « partisans » de Tito, celui des « tchetniks » de Mikhaïlovitch et celui des « oustachis » de Pavelitch étaient du même type et procédaient d'une mentalité semblable car ils possédaient la même base humaine : celle des paysans montagnards « dinariques » de la Bosnie, du Monténégro, de la Dalmatie continentale (2) et de la Lika (partie montagneuse de la Croatie sud-orientale).

La vraie distinction entre les Yougoslaves n'est, en effet, pas celle qui résulte de la différence de nationalité ou de religion, mais bien plutôt celle qui prend sa racine dans la différence de société et de civilisation. Alors que les montagnards « dinariques », qu'ils soient croates ou serbes, orthodoxes, catholiques ou musulmans, et y compris les prêtres orthodoxes aussi bien que les moines franciscains, furent alors unanimes pour se massacrer les uns les autres, les agriculteurs, plus civilisés, de la plaine pannonique (entre la Save et la Drave, et le long des deux rives du Danube), aussi

(2) Dalmatie **continentale**, car la côte dalmate est bordée par un nombre considérable d'îles qui font partie aussi de la Dalmatie, mais qui forment ce qu'on appelle la Dalmatie **insulaire**. (N.D.L.R.).

bien serbes que croates, furent atterrés, au début, par les actions sanguinaires, pleines d'horreur et d'héroïsme, de leurs frères barbares, les montagnards, bien que, par la suite, ils aient été entraînés dans la mêlée générale.

Je me souviens que lorsqu'en décembre 1941, avant d'être emprisonné par Pavelitch, je traversai la Bosnie, parmi les ruines et les massacres, dans le tumulte des fusillades et des chants de guerre, j'eus l'impression d'être reporté deux mille ans et plus en arrière : je croyais me trouver en pleine bataille homérique entre les Grecs et les Troyens. Personne n'avait peur de la mort, ni de la recevoir, ni de la donner. Les oustachis musulmans, projetés en l'air par les mines ou tombés dans une embuscade des partisans, mouraient en ayant sur les lèvres, à la fois le café « turc » et l'hymne de Pavelitch. De même, dans le camp d'extermination de l' « Etat croate indépendant » de Pavelitch à Yassénovats (3), lorsque leur heure de mourir était venue, les jeunes filles partisanes marchaient en file au massacre, calmes et fières, en chantant le chant de guerre titiste : « Le jour de notre fête est arrivé, ô compagnons, les jeunes meurent en chantant... ».

Fidèles à la morale des primitifs, les massacreurs respectaient la dignité de leurs victimes. Achille, même dans sa fureur, ne respectait-il pas la dignité d'Hector et de Priam ? Tous des héros, tous des combattants, tous des gens qui se massacraient réciproquement.

Du million sept cent mille morts qu'eut, pendant la guerre, la Yougoslavie, d'après la statistique officielle de Tito, il n'en est qu'une infime minorité qui soit tombée dans la lutte contre les soldats d'Hitler et de Mussolini. Presque tous sont morts du fait des luttes et des massacres entre Yougoslaves. Quant aux milliards de dommages matériels subis par le pays (maisons, ponts, routes détruits), ce n'en est qu'une petite partie qui fut due à l'action, soit des occupants, soit des tchetniks et des oustachis. Pour la plus grande part, ils furent la conséquence des actes des partisans qui appliquèrent sans pitié la tactique de la « terre brûlée » pour affaiblir l'ennemi et les concurrents afin de s'ouvrir la route du pouvoir.

LES MASSACRES NE FURENT QU'UN ABOUTISSEMENT

Pour bien comprendre ces massacres, il faut tenir compte qu'ils ne firent que marquer le paroxysme d'une guerre civile qui débuta avec la naissance même de l'Etat yougoslave, lorsque des manifestants républicains furent tués à Zagreb le 5 décembre 18. La dictature du roi Alexandre, dix ans après, inaugura l' « époque du couteau ». La milice terroriste de la dictature royale était déjà à cette époque formée de « tchetniks ». Ce qui explique la haine et l'horreur que provoqua, fin 1941, le mouvement de Mikhaïlovitch, lorsque celui-ci donna à ses forces ce même nom de « tchetniks » : le mot seul était une déclaration de guerre, exprimant la détermination d'exterminer tout ce qui n'était pas serbe.

Durant vingt ans, le culte de la force brutale fut entretenu avec une ferveur quasi mystique par le gouvernement de Belgrade. On ridiculisait le pacifisme de Raditch, le leader des paysans croates après la première guerre mondiale, dont les réunions, au lieu de s'ouvrir par des coups de feu selon l'usage serbe, commençaient au son de la guitare et finissaient souvent par une prière.

Le point culminant de cette première phase de la guerre civile fut l'assassinat de Raditch, à Belgrade, en plein Parlement, assassinat organisé par le roi, par le président du Conseil d'alors et par le président du Parlement lui-même, avec la garde de la Chambre transformée en garde d'honneur pour l'assassin lorsqu'il sortit, librement, de la salle de séances. On prétend que cette garde devait procéder au massacre général des députés croates au premier coup de feu tiré par eux. Mais ces « imbéciles » de Croates « ramollis par l'occidentalisme » n'avaient pas d'armes et ne répondirent point au coup de revolver qui venait de tuer leur chef par d'autres coups de revolver. La garde en resta bouche bée, et le grand espoir de la conjuration s'en trouva déçu.

Mais l'assassinat de Raditch, et la dictature du roi Alexandre qui en fut la suite, donnèrent aux Croates le goût et la volonté de la violence, le goût et la volonté du couteau et de la bombe, choses qui existaient déjà chez les Croates de la montagne, mais qui ne s'étaient pas encore manifestées dans la vie publique des Croates du fait que celle-ci avait été jusque-là dominée par les Croates de la plaine, les Croates pannoniques (et, en partie par les Croates de la côte méditerranéenne), dont Raditch fut le dernier à avoir autorité sur l'ensemble des Croates. En effet, en même temps qu'arrivait sur la scène Matchek, le successeur pannonique de Raditch, y apparaissait aussi le représentant des Croates dinariques, des Croates pasteurs et montagnards : Pavelitch.

De sorte que, de même que l'assassinat de Raditch fut considéré en grande partie comme un exploit « national » serbe, l'assassinat du roi Alexandre par Pavelitch (avec l'aide des Macédoniens) fut à son tour considéré par les Croates comme un exploit « national » croate.

Les massacres de 1941 ne furent donc ainsi que le résultat de toute cette atmosphère de guerre civile qui avait régné durant les vingt années précédentes. Celui qui ne veut juger ces massacres, et, plus généralement, toutes les batailles de cette époque qu'en fonction des événements de 41, se prive de la possibilité de les comprendre, à moins qu'il ne veuille délibérément en falsifier la signification historique.

Pavelitch fut la conséquence et la réplique du roi Alexandre et de Mikhaïlovitch. Tous trois se sont assommés comme des frères ; leurs aspirations et leurs méthodes furent semblables. Et c'est l'équilibre entre ces forces opposées des vieux nationalismes qui permit à Tito de prendre en mains, de l'intérieur, les destinées des peuples yougoslaves.

Mais les difficultés devaient commencer pour Tito dès qu'il lui fallut passer des déclarations et des promesses concernant l'égalité des nationalités et des religions à leur application et à leur réalisation.

Malgré son fédéralisme formel, c'est dans cette direction que le régime de Tito a fait le moins de progrès. La magnifique révolte de Tito contre Moscou n'a pas supprimé le problème ; au contraire, son conflit avec Moscou a ranimé les vieux antagonismes intérieurs, amenant ainsi une véritable crise de l'Etat.

C'est cela maintenant qu'il nous faut voir.

---

(3) D'après les **Nouvelles yougoslaves** du 9 juin 1951, 600.000 personnes ont été tuées dans ce camp : « De mars à août 1942, 40.000 hommes, femmes et enfants furent ligotés avec du fil de fer barbelé, jetés dans des fossés et égorgés ou assommés à coups de marteau ou de barre de fer... Un jour, l'ordre fut donné de tuer les 400 enfants du camp dont les parents avaient été massacrés précédemment. Cette mesure fut prise parce que les enfants « étaient une charge trop lourde pour le budget du camp ». (N.D.L.R.).

II. - Le jeu de Moscou entre les diverses nationalités

La critique des vieux nationalismes balkaniques et la lutte contre leurs dangereuses ambitions contribua largement à la popularité et à la victoire du communisme tant en Yougoslavie qu'en Bulgarie ; cependant, les intérêts particuliers de l'Etat russe — tels du moins que les comprend le Politburo — ont donné à l'action communiste dans les Balkans un caractère particulier tendant à entretenir la division entre les divers peuples balkaniques, en soutenant tantôt les uns, tantôt les autres.

DU CROATISME AU PAN-SERBISME

J'ai constaté pour la première fois que l'on allait « trop loin » dans l'utilisation des luttes nationales aux fins de la victoire communiste lorsqu'en 1925-26 on choisit pour avocat du parti à Zagreb le bras droit de Pavelitch, Mile Budak (exécuté par Tito en 1945) et que je protestai contre ce choix. Lorsque, un peu plus tard, en 27-28, je vis à Moscou qu'on y soutenait systématiquement tous les nationalismes antiserbes (entre autres le croate), je m'opposai ouvertement à cette utilisation du nationalisme par le machiavélisme stalinien, bien qu'étant moi-même Croate et ayant combattu l'hégémonie serbe au sein du parti yougoslave durant toutes les années précédentes, car je comprenais qu'en fin de compte les Croates et tous les non-Serbes, aussi bien que les Serbes, seraient les victimes de ce jeu qui était en désaccord flagrant avec les proclamations sur la coopération fraternelle et égalitaire entre tous les peuples yougoslaves et balkaniques. Je pense d'ailleurs que mon opposition à cette politique ne fut pas étrangère à mon arrestation.

Si telle était la politique de Moscou, c'est qu'à ce moment l'ennemi numéro 1 de Moscou dans les Balkans était le régime pan-serbe de Belgrade, du fait qu'il était l'allié et l'instrument de l'ennemi numéro 1 de Moscou dans le monde à l'époque : l' « impérialisme franco-britannique ».

Mais à partir de 1933, et surtout de 1936, les ennemis de Moscou changèrent. L'ennemi numéro 1 devint Hitler, et comme celui-ci menaçait les « créations de Versailles » parmi lesquelles se trouvait être l'Etat yougoslave, Staline se mit alors, au contraire, à faire du nationalisme et du chauvinisme serbes son allié numéro 1, s'employant de toutes manières à gonfler ce nationalisme et soumettant à la poursuite de ce but, non seulement la politique du parti yougoslave, mais celle de tous les autres partis communistes balkaniques.

Et c'est ainsi que la « Grande Serbie » devint en 1936 la carte maitresse de Staline, carte qu'il joua magistralement, avec cette sorte de grandeur diabolique qui constitue son apport propre au bolchevisme. Tout Belgrade, y compris les cercles les plus nationalistes, les plus militaristes, les plus « alexandristes » (les plus fidèles au roi-dictateur Alexandre) et aussi les cercles les plus religieux, patriarche orthodoxe en tête, tombèrent en délire : « la Russie, Staline sont avec nous ; de nouveau, la Russie devient nationaliste, slave, orthodoxe ; Dieu soit loué ! »

Dans le cri de « A bas Hitler et Mussolini ! » se trouvaient plus ou moins confusément exprimés les vrais désirs des chauvins pan-serbes et des orthodoxes byzantins : « A bas les Croates ! A bas Matchek ! A bas les catholiques ! A bas le Vatican ! » Et l'on sait que chez nous Balkaniques, le cri de « A bas » est synonyme de « A mort ». Pendant ce temps, Pavelitch, auquel on ne pensait guère encore, étudiait, dans l'exil, l'histoire et la « technique » du massacre des Arméniens par les Turcs...

Ainsi, des deux côtés, les couteaux s'aiguisaient, et Staline pouvait se frotter les mains : il serait le *tertius gaudens*. Le million de victimes qu'allaient faire les futurs massacres étaient un holocauste à sa grandeur. Elles paveraient son chemin vers le pouvoir.

« Alexandre le Grand n'a pas réussi à créer un empire », aimait-il à dire à ses intimes, il y a une vingtaine d'années, alors que des étrangers superficiels s'imaginaient qu'il n'était occupé que de la construction du socialisme dans un seul pays, « parce qu'il n'a pas su se servir des questions nationales, mais nous, nous réussirons, car nous savons nous en servir ».

LA MISE AU PAS DES CROATES

Les Serbes, les Slovènes et, dans une certaine mesure, les Monténégrins, communistes et non-communistes confondus, acceptèrent avec enthousiasme cette seconde phase de la politique stalinienne qui se concrétisait dans le mot d'ordre : « défense de l'Etat yougoslave ». Car, dans leur esprit, la lutte contre Hitler se confondait (spécialement chez les Serbes) avec le maintien de leur hégémonie intérieure. Si bien que, dans l'automne de 1938, Tito put, au nom du comité central du parti communiste, offrir le front unique au général Zivkovitch, le fameux chef du gouvernement dictatorial du roi Alexandre.

Par contre, les communistes croates refusèrent, les premiers, de faire front commun avec ce représentant typique de la domination serbe et repoussèrent, d'une façon générale, entre 36 et 39, le mot d'ordre de « défense de l'Etat », car cet Etat n'était pour eux, Croates, qu'une prison, aussi bien du point de vue national que du point de vue social.

Aussi, afin de mettre de l'ordre dans la maison, Tito procéda, en 1939, à une première épuration du parti communiste croate (Ivan Kardelj, B. Adziga, Josip Kras et autres), et il nomma une nouvelle direction avec un Serbe, Rade Koncar, comme secrétaire.

Néanmoins, par la suite, entre 42 et fin 44, les communistes de Croatie, avec Andrija Hebreng, se trouvèrent de nouveau en opposition avec la direction du parti yougoslave qu'ils accusaient de rétablir dans les « régions libérées » l'ancienne prédominance serbe. Et ce n'est que par une nouvelle épuration que Tito put plier à la volonté de Belgrade les communistes croates.

Le lecteur sera sans doute frappé par la position personnelle prise alors par Tito. Bien que d'origine croate, il se sépara, dans toute cette question nationale, des communistes croates, suivant les directives de Moscou et se conformant à la conduite des communistes serbes.

LA MISE AU PAS DES MACEDONIENS

Le conflit entre les communistes macédoniens et la direction du parti communiste yougoslave ne se produisit qu'après celui des communistes croates, mais il fut plus grave. Les Macédoniens ne s'opposèrent pas ouvertement au mot d'ordre de « défense de l'Etat », se contentant de le saboter en silence, ainsi qu'il résulte de publications officiel-

les ultérieures du parti communiste yougoslave, mais, en avril 41, après l'effondrement de la Yougoslavie, l'organisation communiste macédonienne décida de quitter le parti communiste yougoslave et d'entrer dans le parti communiste bulgare. Celui-ci accepta cette adhésion, et toutes les protestations de Tito restèrent vaines contre ce que les communistes de Belgrade dénommèrent une « occupation bulgare de la Macédoine », et ce que les communistes macédoniens appelèrent la « libération de la Macédoine du joug serbe ».

Devant le refus unanime des communistes macédoniens et bulgares de revenir sur leurs décisions, le parti yougoslave en fut réduit à faire appel à Moscou qui, estimant que pour le moment il fallait demeurer dans le *statu quo*, obligea le parti communiste bulgare à se séparer de l'organisation macédonienne et ordonna à celle-ci de rentrer dans le parti yougoslave. Tito reçut même la permission de procéder à une épuration limitée : l'ancienne direction macédonienne dut quitter la Macédoine pour aller en Bulgarie et Tito nomma une nouvelle direction, mais, par contre, les pouvoirs de Belgrade sur l'organisation macédonienne furent réduits et Moscou décida qu'à côté du représentant du Comité central du parti yougoslave figurerait également dans la direction macédonienne un représentant du Comité central du parti bulgare. On instaura donc ainsi un véritable condominium serbo-bulgare en Macédoine.

III. - L'actuelle hégémonie serbe

Et maintenant ?

Maintenant qu'ayant rompu avec le Kominform le parti communiste yougoslave est maitre de ses destinées, quelle est sa politique à l'égard des diverses nationalités ?

Il ne faut d'abord pas oublier que le parti communiste yougoslave est toujours demeuré *en principe* partisan de la liquidation de l'hégémonie serbe et de la constitution d'une Yougoslavie fédérée sur la base de l'égalité des droits nationaux pour tous les peuples slaves des Balkans. La coexistence de l'affirmation de ce principe et des forces contraires a abouti à instituer dans l'actuelle Yougoslavie une suprématie serbe d'un type particulier.

Avant le conflit avec Moscou, la force, d'un côté, et la peur, de l'autre, empêchaient les rancœurs et les antagonismes de se manifester, mais la rupture, lorsqu'elle se produisit, loin d'amener une recrudescence de vigueur, d'espoir et d'activité, mit davantage en évidence les défauts et les faiblesses internes du régime.

Tout comme dans la vieille Yougoslavie, les points névralgiques sont : la Croatie et la Bosnie, la Macédoine, Kossovo.

CROATIE

Au sein de la fédération yougoslave la Croatie constitue un Etat, mais c'est un Etat dans lequel la domination serbe s'est établie *en fait* de la manière suivante :

Primo. Dans la « déclaration des droits constitutionnels du peuple et des citoyens de la Croatie démocratique » du 8 mai 1944, confirmée ensuite par la Constitution, il est dit que la minorité serbe de Croatie (soit 14 % de la population d'après le recensement de 1948) ne doit pas être considérée comme une « minorité nationale », mais comme une nationalité dominante, à égalité avec la nationalité croate. Les Serbes se trouvent ainsi jouir d'une situation privilégiée.

Secundo. Grâce à l'appui du pouvoir central, la minorité serbe occupe dans la vie politique et sociale du pays des postes de commandement hors de proportion avec son importance numérique.

Tertio. Pour les hautes charges de l'Etat ne sont choisis que les Croates qui acceptent de se soumettre à la politique générale serbe ; ce sont de véritables Quisling. Par la voie du parti communiste — parti unique et lui-même serbisé — on a les moyens de procéder aux nominations et épurations nécessaires pour arriver à ce résultat.

BOSNIE

La situation est encore plus grave en Bosnie. Les Serbes y sont beaucoup plus nombreux qu'en Croatie, environ 44 % de la population. Ces Serbes, de religion orthodoxe, ont été introduits en Bosnie par les Turcs pour fournir une milice auxiliaire à l'armée turque, et tout principalement dans le Nord-Ouest de la province où l'état de guerre contre l'empire des Habsbourg était endémique.

Ces Serbes bosniaques sont donc des paysans et des guerriers, ils forment une race saine et éveillée qui doit, en toute justice, exercer pleinement sa part d'influence dans le pays. Même si leur influence devait dépasser quelque peu leur force numérique, ce serait là chose explicable et tolérable.

Mais la sitation est tout autre : les Serbes orthodoxes se sont attribués en Bosnie le *monopole* du pouvoir politique. Tous les principaux postes de responsabilité, tant dans le parti que dans l'Etat, sont entre leurs mains. Au sein du parti communiste de Bosnie et, par son canal, dans les charges suprêmes de l'Etat, les Bosniaques de religion orthodoxe constituent une véritable caste fermée, réplique de la caste des brahmanes dans l'Inde. Et le plus comique est que cet exclusivisme national et religieux se produise dans le cadre d'un parti communiste.

Quant aux non-Serbes, c'est-à-dire plus de la moitié de la population, voici leur situation :

Aux musulmans, qui représentent 31 % de la population, on abandonne certains postes secondaires, qu'ils ne peuvent d'ailleurs obtenir qu'à la condition de se détacher le plus possible des Croates bien que ces musulmans, qui sont des Slaves ayant professé autrefois la même hérésie manichéenne que les Albigeois et qui passèrent en bloc à l'Islam lors de l'arrivée des Turcs, soient comme origine et comme conscience nationale beaucoup plus près des Croates que des Serbes, raison pour laquelle, dans le gouvernement de Pavelitch, ils occupaient des postes de premier rang.

Quant aux catholiques croates eux-mêmes, qui représentent 24 % de la population bosniaque, ils sont tenus à l'écart de tout poste important, ce qui est en parfait contraste avec la situation qu'occupent en Croatie les représentants des 14 % serbes de la population.

D'autre part, on élimine de la langue, en Bosnie, comme « germanismes », toutes les expressions qui sont plus particulièrement croates tandis qu'on y introduit systématiquement toutes celles qui sont plus particulièrement serbes. De même, il ne doit y avoir de rapports culturels qu'avec Belgrade, Za-

greb est mis au ban et, pour que les musulmans s'en rendent bien compte, on a procédé durant l'hiver 47-48 à la démolition de la grande mosquée de Zagreb.

On trouve également une image éloquente des situations respectives occupées, en Croatie par les 14 % de Serbes, et en Bosnie par les 64 % de non-Serbes, dans les Congrès du Parti, c'est-à-dire là où se concentre la vie politique. En Croatie, la minorité serbe a toujours l'un des siens parmi les deux ou trois principaux rapporteurs du Congrès ; en Bosnie, tous les rapporteurs, ainsi que les principaux orateurs, sont serbes. Les Bosniaques ne doivent voir sur la tribune que des hommes de religion orthodoxe ; ainsi, sans le crier sur les toits, on fait comprendre quels sont les maîtres.

Ces faits, et d'autres qu'il est inutile d'énumérer, montrent que le problème intérieur fondamental de la Yougoslavie, celui des relations entre les Serbes et les Croates, n'a pas été résolu par le régime de Tito, malgré certains progrès tels que l'existence d'une constitution fédérale, la reconnaissance du principe de la souveraineté nationale croate et l'érection de la Bosnie-Herzégovine en une république distincte.

MACEDOINE

La Macédoine est le second baril de dynamite sur lequel repose l'Etat de Tito, tout comme l'Etat du roi Alexandre.

Pendant trente ans, les gouvernants de Belgrade ont prétendu que la Macédoine n'est rien d'autre que la partie méridionale de la Serbie et que les Macédoniens sont des Serbes. Le recensement de Tito en 48 a mis fin à ce mensonge, qui fit couler tant de sang dans les Balkans. Ce recensement a, en effet, établi que sur les 1.150.000 habitants de la Macédoine, il n'y a que 30.000 Serbes (exactement : 29.752), chiffre qui indique que non seulement la Macédoine n'est pas serbe, mais qu'elle ne renferme même pas une véritable « minorité » serbe.

A première vue, la question de la Macédoine apparait comme quelque chose de bien secondaire pour la Yougoslavie. Avec ses 1.150.000 habitants, dont 800.000 sont Macédoniens, Macédoniens slaves, les autres étant Albanais, Turcs, ou autres, la Macédoine ne représente, en effet, pas grand-chose au sein d'une Yougoslavie de 16 millions d'habitants. Mais, ce qui fait l'importance du problème macédonien c'est qu'il n'est qu'une part d'un problème plus vaste : celui des relations entre les Serbes et les Bulgares. 800.000 Macédoniens pourraient être négligés : 6 millions de Bulgares ne peuvent l'être.

La connexion entre la question macédonienne et la question bulgare ne provient pas seulement du fait que les Bulgares n'entendent pas « se désintéresser » de la Macédoine, dont d'ailleurs ils possèdent une partie (la « Macédoine de Pirin »), mais de ce qu'il existe une affinité réelle entre les Macédoniens et les Bulgares. Sans être complètement identiques, Macédoniens et Bulgares sont très proches les uns des autres, alors que Macédoniens et Serbes représentent deux peuples slaves différents.

On peut comparer à cet égard la Macédoine avec le Monténégro. Les Monténégrins ont tellement d'affinités avec les Serbes bien qu'ils ne leur soient pas identiques, et sont tellement différents des Bulgares, que vouloir que les Monténégrins forment un Etat commun avec la Bulgarie plutôt qu'avec la Serbie ferait rire tout le monde. Or, c'est une chose aussi ridicule, la réunion de la Macédoine à la Serbie plutôt qu'à la Bulgarie qui, depuis 1911, depuis la première guerre balkanique, constitue à la fois la tragédie de la Macédoine et celle des rapports serbo-bulgares.

Sans aucun doute, il n'existe d'autre solution au problème macédonien — et ce serait une solution totale et définitive — que la constitution d'une *fédération balkanique*, ou, tout au moins, une fédération des peuples slaves des Balkans, comprenant les Bulgares et les Macédoniens. Ainsi, la Serbie obtiendrait le libre passage vers la mer, vers Salonique, à travers la Macédoine, sans être obligée de « serbiser » la Macédoine et de la disputer à la Bulgarie. Mais alors se pose une question : pourquoi les communistes n'ont-ils point réalisé cette « fédération des Slaves du Sud », lorsqu'ils eurent éliminé la bourgeoisie « nationaliste et chauvine » ?

Les polémiques qui ont suivi la rupture de Tito avec Moscou en ont montré clairement la raison. Au début, Moscou favorisait, ou, tout au moins, tolérait une action dans ce sens. Mais les pourparlers qui furent alors entrepris se rompirent juste sur le même point que celui sur lequel devaient se rompre plus tard les rapports entre Moscou et Belgrade, à savoir : l'égalité dans les rapports entre Etats socialistes. De même que Moscou voulut que la Yougoslavie acceptât d'être une autre Ukraine, Belgrade demanda à Sofia d'être une autre Bosnie. Autrement dit : une vassale, et c'est tout.

La fédération serbo-bulgare ne fut donc point réalisée et voici quel est maintenant le sort de la Macédoine :

En 1942, Moscou, ainsi que nous l'avons vu, avait introduit en Macédoine un certain condominium serbo-bulgare. Ce condominium se maintint, sous le haut contrôle russe, jusqu'en 1948. La conséquence en fut une complète « macédonisation » de la vie politique et sociale de la Macédoine. Celle-ci demeurait partie intégrante de l'Etat yougoslave et avait comme commandant militaire un général serbe, mais les Macédoniens prirent en main toute l'administration, y compris l'école, la presse, l'Eglise, etc. Les colons, les bureaucrates et les évêques serbes durent partir.

Mais, après le conflit avec Moscou, ce condominium fut liquidé et une nouvelle phase de « serbisation » commença. L'élément ethnique le plus proche du macédonien, le bulgare, fut proclamé l'ennemi n° 1. Entendons-nous bien : non pas ennemi politique parce que kominformiste, mais ennemi national parce que bulgare.

C'est ainsi que les livres en langue bulgare furent interdits. Posséder un tel livre fut de nouveau, comme dans l'ancienne Yougoslavie, un crime de haute trahison. Dans une exposition du Livre à Skopje, capitale de la Macédoine, on pouvait voir des livres écrits dans toutes les langues du monde, même en chinois, mais pas un en bulgare ! Cela, afin d'éviter la « dénationalisation » des Macédoniens.

Le parler macédonien qui est, au fond, un dialecte bulgare, fut proclamé une langue slave spéciale. Chose plus grave, on y pratiqua une réforme de l'orthographe dans le sens du serbe et l'on introduisit dans le vocabulaire des mots et des expressions serbes.

Enfin, une nouvelle invasion de bureaucrates serbes commença.

N'y a-t-il donc point, pour se défendre de l'impérialisme soviétique — qui soutient la Bulgarie — une autre méthode que celle du « grand-serbisme » et d'une nouvelle « serbisation » de la Macédoine ?

Certes, une telle méthode existe et elle peut être très efficace. C'est celle qui consisterait à faire de la Macédoine et de son macédonisme un point de départ pour renforcer l'opposition à l'impérialisme soviétique en Bulgarie et dans le reste des Bal-

kans, et le trait d'union qui permettrait de créer un front unique serbo-macédono-bulgare contre Moscou. Mais, pour réussir cette opération, il faut d'abord et avant tout renoncer définitivement à toute serbisation de la Macédoine et donner libre cours au développement naturel de ce pays, tel qu'il dérive de ses affinités avec la Bulgarie.

Pour ce qui concerne la partie de la Macédoine qui appartient à la Grèce, le problème y est devenu beaucoup moins aigu depuis l'arrivée en Thrace et en Macédoine du million de Grecs réfugiés d'Asie Mineure après la défaite des Grecs par les Turcs au lendemain de la première guerre mondiale. La population slave de ces deux régions n'a pu, en effet, se maintenir que dans les parties montagneuses du Nord. La côte, les villes, les plaines ont été profondément grécisées. Il serait injuste de vouloir les enlever à la Grèce ; seules, de simples rectifications de frontières y peuvent être envisagées. Cependant, une fédération balkanique qui comprendrait, outre la Yougoslavie, la Macédoine, la Bulgarie, la Roumanie et l'Albanie, la Grèce, et qui serait libérée du contrôle russe, serait la véritable solution qui respecterait les droits et les besoins de tous.

L'ALBANIE DE KOSSOVO

Que l'exclusivisme nationaliste serbe soit devenu le plus grand handicap de la politique de Tito tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, est un fait qui se manifeste tout particulièrement dans le cas de l'Albanie.

La situation de la région de Kossovo — qui fait partie de l'Etat yougoslave — a été très bien définie par Tito lui-même en 1939, alors qu'il se trouvait encore dans l'opposition : « Sur le territoire de Kossovo vit une minorité nationale à peu près compacte d'environ 900.000 Albanais, soit 300.000 de moins seulement que dans l'Albanie proprement dite. » (Tito. Le fascisme menace la Yougoslavie. *Correspondance Internationale* du 27 mai 1939.)

On se trouve donc là en présence d'un cas très simple, celui d'un peuple qui n'a pas encore réalisé son unité nationale. Une moitié se trouve annexée, tandis que l'autre est indépendante dans son propre Etat. Cela fut l'œuvre du ministre serbe de la monarchie Pachitch, ce fut le legs de la Serbie à la Yougoslavie.

Il ne s'agit pas, insistons-y, d'une minorité dispersée sur un territoire étranger, ou d'une douteuse appartenance, mais, ainsi que l'a dit Tito, d'une masse albanaise compacte, habitant un territoire contigu à celui de l'Etat albanais. En un mot, Kossovo est la Lombardie-Vénétie de l'Albanie. De même que l'unité italienne était impensable sans la Lombardie, l'unité nationale albanaise manque de l'essentiel tant qu'elle ne comprend pas la région de Kossovo-Metokhia (pour lui donner son nom complet).

L'unité nationale, l'existence d'un Etat national sont, à notre époque, la base de toute évolution progressive, tant au point de vue social qu'à celui de la marche vers une union supra-nationale. Mais cela n'empêche point les « communistes » de Belgrade de s'opposer à l'unité albanaise avec une obstination aussi aveugle que néfaste.

A la veille même du conflit entre Belgrade et Moscou, lors des conversations albano-yougoslaves de Prizrend et de Zagreb, les Albanais étaient prêts à se fédérer avec la Yougoslavie, à la condition qu'on leur permettre de compléter leur unité nationale par la réunion de l'Albanie de Kossovo-Metokhia, mais Belgrade refusa, ce qui aida énormément Moscou à conserver l'Albanie de Hoxa.

On a, il est vrai, constitué le Kossovo-Metokhia en « région autonome » à l'intérieur de l'Etat serbe, avec ses écoles et ses journaux de langue albanaise, mais ce n'est pas plus la solution du problème albanais que ne l'aurait été, au siècle dernier, pour le problème italien, l'existence d'une Lombardie autonome au sein de l'empire autrichien.

Chacun sait que les effets du démembrement d'une nation ou de son assujettissement ne disparaissent pas avec l'autonomie. Et est restée fameuse dans le monde communiste la polémique de Lénine sur ce sujet, contre l'Autrichien Otto Bauer qui défendait l'autonomie.

***

En conclusion, nous voyons que la Serbie, avec ses 4.800.000 Serbes, ou, si l'on veut, avec ses 8.500.000 partisans en ajoutant aux Serbes de Serbie les Serbes qui sont dispersés dans le reste de la Yougoslavie, ainsi que les Monténégrins et les Slovènes qui sont des alliés sûrs, se trouve en conflit, pour question de nationalité, avec 4.300.000 Croates et musulmans, avec 6.800.000 Bulgares et Macédoniens, et 2.000.000 d'Albanais. Donc, 8 millions et demi contre 13 millions. Et le fait que la Serbie est au centre, loin, dans ces conditions, d'être un avantage est un désavantage, car il se traduit par un encerclement.

Les gouvernements et les régimes passent, les conjonctures et les combinaisons internationales changent, mais ce fait : le rapport des forces entre les peuples slaves des Balkans et leurs positions géographiques demeure. S'ils n'en tiennent pas compte, s'ils ne partent pas, avant tout, de ce fait capital, il ne reste aux Serbes, qu'ils soient communistes ou monarchistes, que l'aventure et la catastrophe.

IV. - Les effets de la rupture avec Moscou sur les diverses nationalités

Nous n'avons rien dit jusqu'ici d'une question à laquelle on a l'habitude de donner la première place, celle de la politique économico-sociale du régime de Tito.

La première raison en est que, dans ce domaine, Tito n'a rien innové. Le système économico-social qui a été instauré en Yougoslavie est le même que celui qui l'a été en Russie et dans les Etats satellites de l'Europe orientale. Les communistes sont les « industrialisateurs » des pays arriérés, industrialisation qu'ils poursuivent sur la base d'un régime de capitalisme d'Etat. Ils remplissent ainsi, en Orient, la fonction qui fut celle de la bourgeoisie en Occident, il y a cent à deux cents ans. C'est en cela que réside la force du communisme dans les pays d'Orient et sa supériorité incontestable sur les partis bourgeois ou paysans de ces pays, aussi bien sur Draga Mikhaïlovitch que

sur Chang Kaï-shek, aussi bien sur Matchek que sur Kerensky.

La seconde raison en est que l'histoire montre que, avant sa défaite sur le terrain social, le communisme, aussi bien le russe (4) que le yougoslave, subit ses premières défaites sur le terrain national.

LES « ORTHODOXES » DU COTE DE MOSCOU LES CATHOLIQUES ROMAINS DU COTE DE L'OCCIDENT

Le nouvel Etat, l'Etat communiste yougoslave, se présenta donc, dès sa naissance, au point de vue national, comme une nouvelle édition de l'ancien Etat, l'Etat yougoslave grand-serbe.

Tout alla bien ainsi tant que Moscou resta à Belgrade, mais la scène changea lorsque Moscou eut formulé son ultimatum.

Par celui-ci, le Kremlin exigeait pratiquement deux choses : d'abord, et c'était l'essentiel, il entendait limiter la souveraineté et l'indépendance yougoslaves (c'est-à-dire, en fait, serbes) au profit de la Russie ; ensuite, Moscou demandait un abandon partiel du pan-serbisme, en faveur des Bulgares et des Macédoniens. Ne voulant pas avoir de vassal qui serait par trop plus puissant que les autres, Moscou entendait, en effet, favoriser son vassal le plus faible et le plus voisin de lui (le bulgare) aux dépens du plus fort et du plus éloigné (le serbe), auquel il laissait cependant comme proie un peuple encore plus éloigné, plus occidental, et, qui plus est, catholique romain, les Croates. Mais Belgrade se refusa à ces deux exigences ; elle entendait demeurer la petite U.R.S.S. des Balkans, aussi pan-serbe que l'U.R.S.S. est pan-russe, et telle qu'elle s'était constituée durant la période précédente, grâce à l'aide effective de Moscou.

Mais il est difficile de sauver ce que l'on a reçu des mains d'autrui.

Du fait même du conflit avec Moscou, le rapport des forces au sein de la Yougoslavie s'est trouvé immédiatement et profondément transformé. Les Croates, et, plus généralement, tous les catholiques romains, qui, atterrés par le sentiment d'avoir contre eux la force de tout un monde s'étendant de Zagreb à Vladivostok, étaient demeurés jusque-là silencieux, relevèrent subitement la tête lorsqu'ils n'eurent plus devant eux que Belgrade, ils pensèrent de nouveau à l'égalité avec les Serbes et à leur liberté. Inversement et pour la même raison, les Serbes se sentirent découragés et démoralisés par le départ de l'orthodoxe Russie.

Puis, l'hostilité croissante de Moscou a obligé Tito à se rapprocher de plus en plus de l'Occident, ce qui a aggravé la crise de l'hégémonie serbe et le malaise à l'intérieur même du parti. Par le rétablissement des contacts avec l'Occident, les Serbes se trouvent toujours plus isolés, tandis que les Croates s'en trouvent encouragés.

Ainsi, une fois de plus, apparait l'impossibilité de sauver l'hégémonie serbe, cette hégémonie pour laquelle, en dernière analyse, on avait rompu avec Moscou. A la pression bulgaro-macédonienne de l'Est, est venue s'ajouter la pression croato-catholique de l'Ouest. Et comme, évidemment, les Serbes ne peuvent résister, à la fois, à ces deux pressions, ils se trouvent devant la question : à qui faire des concessions ?

(4) En ce moment même, en U.R.S.S., une « purge » est en cours dans les républiques non russes, tant européennes (Estonie) qu'asiatiques (Azerbaïdjan, Kazakstan, Tadjikstan). Les purgés sont accusés de déviations « nationalistes et chauvines », ce qui veut dire qu'ils ne sont pas favorables à la russification de leur culture, ils appartiennent surtout aux milieux intellectuels et universitaires. (N.D.L.R.).

On connait maintenant suffisamment de faits qui montrent que, de juin 48 à aujourd'hui, les Serbes se montrent inclinés, malgré beaucoup d'hésitations, à faire des concessions à l'Orient, tandis que Tito, avec une partie des Monténégrins et avec les communistes slovènes, musulmans et croates, va lentement, mais systématiquement, vers l'Occident.

Le subconscient des premiers préfère faire des concessions à la Russie, communiste, slave et orthodoxe, plutôt qu'à l'Occident, capitaliste, anglo-saxon et catholique. Le subconscient des seconds préfère faire des concessions à l'Occident démocratique, qui respecte les souverainetés nationales et cherche des compromis lorsqu'elles se heurtent, plutôt qu'à l'Orient despotique, qui exige — au nom de l'internationalisme ! — une sujétion absolue.

C'est ce que l'on constate, sous des aspects quelque peu différents, dans les diverses régions de la Yougoslavie.

Là où la domination serbe est la plus artificielle, et, de ce fait, la plus menacée, en Croatie, la scission est particulièrement nette. En 1950, les trois ministres serbes de Croatie (le quatrième s'étant suicidé) entrèrent ouvertement dans l'opposition kominformiste au nom du serbisme et de l'Eglise orthodoxe. « Les Serbes ne jouissent plus en Croatie de l'autorité et du traitement qu'ils y avaient précédemment » ; on « construit moins d'églises orthodoxes » ; et cependant « Staline a dit que les Serbes doivent être la nation-guide des Balkans » — voilà ce dont se plaignait le journal local de Zagreb, *Vjeosnik*.

En Bosnie, les choses se sont passées différemment. Le conflit avec Moscou a consterné les Serbes (qu'ils soient, ou non, communistes), en même temps qu'il suscitait l'espoir et les ambitions chez les musulmans et chez les catholiques. Des deux principaux dirigeants de la Bosnie, tous deux Serbes, l'un, Colakovich, fut titiste dès le début, tandis que l'autre, Pucar, inclinait vers le Kominform (dans son discours au Vᵉ Congrès, bien que ne se prononçant pas pour le Kominform, il omit de se déclarer solidaire de Tito). La conséquence de cette division entre les Serbes fut que le musulman Audo Humo, l'unique non-orthodoxe de la direction effective d'alors, gravit l'échelle du pouvoir : avec le titre de vice-président du gouvernement de Bosnie, il en devint, en réalité, le chef, étant donné que le président en titre, Colakovich, partit à Belgrade pour y être ministre de l'Etat fédéral.

Devant cette « menace » musulmane, les communistes serbes se reprirent, ils conclurent un « pacte de non-agression » entre titistes et kominformistes, et formèrent bloc pour se conserver le monopole du pouvoir politique en Bosnie, si bien que l' « ambitieux » musulman perdit, non seulement la position officielle qu'il avait conquise, mais aussi celle qu'il tenait dans le parti, de secrétaire pour l'organisation.

Cette alliance des communistes serbes, kominformistes et titistes, en Bosnie, représente, au fond, la première grande conspiration de Yougoslavie. Si la guerre éclate avec les Russes, les Serbes bosniaques passeront tous du côté de la Russie ; Serajevo peut être plus fatal à Tito que Belgrade même, où la question macédonienne fera toujours contrepoids en sa faveur.

Quant aux communistes de la Serbie proprement dite, ce qui les caractérise, c'est la prudence et la réserve ; ils ont soin de ne pas être trop actifs, ni dans le camp titiste, ni dans le camp kominformiste. Pijade, le plus actif des titistes de Serbie, n'est pas un Serbe orthodoxe, il est d'origine juive.

Différente encore est la situation au Monténégro. Les communistes monténégrins se sont divisés en deux camps : d'un côté, se trouvent

les plus enragés des kominformistes, et de l'autre, les plus radicaux des antimoscoutaires. La généralité des partisans du Kominform en Yougoslavie se recrute chez les Yougoslaves de religion orthodoxe, mais, parmi ces orthodoxes, ce ne sont pas les Serbes de Serbie, mais les Monténégrins qui sont de beaucoup les plus combattifs et qui « donnent le ton ».

C'est ce caractère nettement serbo-monténégrin, donc orthodoxe, de la tendance kominformiste au sein du parti communiste yougoslave qui fut pour moi la première révélation que la question nationale, et le conflit serbo-croate en particulier, n'ayant pas été résolue, la division entre kominformistes et antikominformistes s'effectuait, malgré les apparences contraires, non d'après l'idéologie de chacun, mais selon les différences ethniques et religieuses.

QUID DE TITO ?

Mais, au milieu de tout cela, quelle est la position personnelle de Tito ?

Est-ce celle d'un grand condottiere qui devient la victime de forces politiques qu'il n'a pu dominer, ou bien celle du premier grand homme d'Etat yougoslave, capable d'harmoniser les forces nationales antagonistes des différents peuples entre lesquels se répartissent les Slaves du Sud ?

Nous avons vu que Tito a commencé par se séparer, tant du peuple croate auquel il appartient, que des communistes croates eux-mêmes, par son acceptation de la formule moscovite et pan-serbe de « défense de l'Etat » (du vieil Etat yougoslave), et que, d'accord avec les communistes serbes, il avait pressé Moscou de forcer les Macédoniens à se soumettre à Belgrade.

Mais maintenant qu'est advenue la rupture avec Moscou, la situation est radicalement changée et l'avenir de Tito dépend de sa capacité plus ou moins grande à mettre fin à l'insoutenable hégémonie serbe et à créer un Etat réellement fédéral sur la base de l'égalité entre tous les peuples yougoslaves, en même temps que d'entreprendre, en partant de là, une offensive politique contre le Kominform dans tous les Balkans, de telle manière que la Yougoslavie devienne le centre d'attraction et d'action de toutes les forces antikominformistes dans l'Orient européen.

Mais jusqu'à présent, Tito n'a pas vu cette grande possibilité qui s'ouvre à lui et il s'est contenté de suivre, en Yougoslavie et dans les Balkans, une politique de défense de l'impérialisme de clocher des Serbes, ce qui le conduit au suicide.

Comme chef militaire, Tito ressemble, en un certain sens, au fondateur de la Serbie moderne, Georges le Noir (Kara-Georges) (5). Avant de devenir, l'un et l'autre, chefs de rébellions également fameuses, tous deux furent, dans leur jeunesse, militairement formés dans l'armée autrichienne, dans laquelle tous deux entrèrent comme volontaires et où tous deux devinrent sergents.

Tito quitta son village natal à 14 ans, pour aller « en Autriche » où il apprit et exerça le métier d'ouvrier mécanicien. L'allemand fut la première langue véritable qu'il pratiqua, son patois natal différant autant de la langue croate écrite que le sarde, par exemple, de l'italien. Aussi, l'allemand est-il encore l'unique langue qu'il parle correctement (avec l'accent viennois), son croate étant plein d'expressions russes et parlé avec un accent ou tchèque ou allemand, ce qui a fait naître, en partie, la légende selon laquelle il ne serait pas un Croate, mais un Russe ou un Allemand de la Baltique russifié.

Comme ouvrier, puis comme soldat, Josip Broz (Tito) passa neuf années dans le milieu germano-autrichien.

Cette formation au sein d'un empire pré-national se mêla chez Tito avec un certain « internationalisme » socialiste et ouvrier pour donner, non point un post-nationalisme, mais un pré-nationalisme impérial. Phénomène qui se rencontrait assez souvent dans la vieille Autriche-Hongrie.

Son adhésion au bolchevisme (en 1920, après la disparition de l'empire austro-hongrois) et son séjour de neuf ans en Russie (1915-1924) renforcèrent chez lui cette conception de l'internationalisme sous forme impériale.

C'est pourquoi la politique de Staline, lorsqu'elle consista, à partir de 1936, à défendre le petit empire pan-serbe, dit Yougoslavie, trouva en lui un excellent exécutant. Son origine croate se manifesta cependant indirectement pendant la guerre, lorsqu'il accepta bien de suivre une politique pan-serbe, mais au nom du communisme et non au nom de Draga Mikhaïlovitch.

Tito a montré et montre encore journellement une capacité et une sensibilité politiques étonnantes (surtout lorsqu'on songe qu'en 17-18, il était encore en dehors de toute vie politique, qu'il était l'ouvrier « non conscient » dans toute la force du terme), mais il ne parvient point à se libérer suffisamment de sa formation « pré-nationale » pour prendre l'initiative d'une grande réforme dans les relations nationales entre Serbes et Croates, Serbes et Macédoniens, etc.

Le conflit avec Moscou a fait émerger chez Tito son subconscient occidental, auquel il finit par obéir malgré les très grandes hésitations dont font preuve les communistes serbes qui le suivent, et dont le subconscient est oriental. C'est ce qui explique que Tito est maintenant fortement détaché de son ancienne base politique, l'élément serbe.

Mais son occidentalisme provient de sa formation autrichienne, et non de son origine croate. Aussi, s'est-il trouvé désarmé et indécis devant les conséquences et les complications nationales qu'entraîna son conflit avec Moscou. Au lieu d'entreprendre une politique hardie de réconciliation entre les Serbes et les Croates, les Serbes et les Albanais, les Serbes, les Macédoniens et les Bulgares, Tito continue à tergiverser, perdant ainsi les Serbes, sans gagner les Croates, les Macédoniens ou les Albanais.

Bien que pour d'autres raisons, les autres communistes du groupe dirigeant ne montrent pas plus de compréhension des problèmes nationaux de la Yougoslavie. Les communistes serbes sont évidemment plus préoccupés de sauver l' « hégémonie serbe » que d'y substituer quoi que ce soit d'autre ; malgré leur occidentalisme et leur antimoscovisme, les communistes slovènes (Kardelj, Kidric, très influents auprès de Tito) sont trop pleins de la situation privilégiée que les Serbes leur ont faite pour les besoins de leur lutte contre les Croates. De telle sorte, finalement, que se répète de nouveau la marche fatale qu'a suivie la première Yougoslavie, qui la conduisit à faire, toujours afin de sauver l'hégémonie serbe, trois ou quatre sauts sensationnels d'un bloc mondial à l'autre, jusqu'à ce que, pour finir, elle sauta elle-même en l'air.

A. C.

(5) Karageorges Pétrovitch, né en 1752, tué en 1817, fut le chef de la première grande insurrection serbe contre les Turcs, en 1804. Il parvint, un moment, à chasser entièrement les Turcs de Serbie, mais, plus tard, devant une contre-offensive massive des Turcs, il s'enfuit sans combattre. (N.D.L.R.).

L'EGLISE DE MOSCOU ET L'EGLISE DE ROME

L'axe de la lutte idéologique dans le monde d'aujourd'hui, et même celui de la vie politique, est constitué, tout particulièrement en Europe occidentale, par la rivalité de l'Eglise catholique romaine et du Kominform moscovite.

En dehors des aspects politiques du conflit entre ces deux puissantes organisations qui combinent remarquablement l'idéologie doctrinaire et l'activité politique pratique, l'opposition du Vatican et du Kremlin présente un caractère religieux qui a été jusqu'ici presque totalement négligé. On a décrit la présente lutte pour la domination mondiale comme la lutte de « l'Eglise de Moscou contre l'Eglise de Rome » ; ce n'est pas là une plaisanterie, c'est un fait historiquement correct.

Nous ne devons pas, en effet, oublier que, bien avant Lénine et Staline, bien avant qu'on ait entendu parler de l'Internationale Communiste, Moscou était déjà le plus ancien et le plus formidable rival de Rome, à la fois dans le domaine politique et dans le domaine religieux. Non seulement avant Lénine et Staline, mais aussi avant Luther, Calvin et la Réforme protestante, l'Eglise grecque « orthodoxe » était la grande rivale de Rome au sein du monde chrétien.

Officiellement depuis 1058, mais, en réalité, depuis bien avant, l'Eglise d'Orient, parlant grec, a été une épine dans le pied de la papauté, et Rome n'a jamais manqué d'employer toutes les ressources de ce terrorisme politique dont le Vatican a toujours été si prodigue chaque fois que l'occasion s'en est présentée, afin de s'en débarrasser.

N'oublions pas que la papauté a créé délibérément, en 800, l'empire d'Occident de Charlemagne, le « Saint Empire romain germanique », comme une réplique politique à l'empire byzantin d'Orient, protecteur de l'Eglise grecque « orthodoxe ». Ne manquons pas non plus de rappeler que c'est une armée de Croisés latins, bénie par Rome, qui ravagea Constantinople en 1204 et renversa temporairement l'hérétique et schismatique empire byzantin. Notons, en passant, que c'est le même pape, Innocent III, qui envoya également des armées de Croisés contre ces autres hérétiques, les Albigeois, et ce ne fut point sa faute si les orthodoxes grecs ne furent pas rayés aussi complètement de la carte que le furent les malheureux Albigeois.

Un peu plus tard, au XVe siècle, la migration vers l'ouest des Turcs ottomans, champions militants de l'Islam, affaiblit les chrétiens d'Orient et obligea, en conséquence, l'Eglise orthodoxe à se soumettre à Rome en envoyant des délégués au Concile de Florence de 1439, afin d'obtenir l'assistance militaire qui devenait indispensable pour la défense de Constantinople.

Cependant, la réunion des Eglises d'Orient et d'Occident ne dura qu'un instant. Constantinople et l'empire byzantin tombèrent sous les coups des Turcs en 1453 et le Vatican n'eut plus alors aucun droit en Orient. Mais le monde orthodoxe de langue grecque trouva cependant bientôt un nouveau protecteur politique dans cet empire russe du Nord en train de naître, qui, dès l'origine, avait été converti au christianisme par des missionnaires venus de Constantinople, et qui, à partir du XVIe siècle, succéda à l'empire byzantin comme protecteur politique et militaire des Eglises orthodoxes d'Orient.

Constantinople, la « seconde Rome », eut Moscou pour successeur, Moscou qui est la « troisième Rome », et les czars russes prirent la place des empereurs byzantins comme les principaux rivaux de la papauté et de l'Eglise catholique romaine dans la lutte pour la domination politique et religieuse du monde chrétien. Depuis le XVIe siècle jusqu'à aujourd'hui, le conflit entre « l'Eglise de Moscou et l'Eglise de Rome » a constitué l'un des traits principaux de l'histoire mondiale ; il a pris un caractère de plus en plus aigu et est devenu de plus en plus pressant au fur et à mesure qu'a crû la puissance de l'empire russe, dont la force a augmenté considérablement durant les deux derniers siècles, c'est-à-dire depuis son véritable fondateur, Pierre le Grand.

Après la révolution bolchevique de 1917, on a pris l'habitude de parler d'une façon méprisante du czarisme russe, dont on ne semble se rappeler que les jours de décadence, alors qu'il n'était plus représenté que par le faible Nicolas II et le monstrueux Raspoutine. En fait, cependant, le czarisme a obtenu des résultats considérables. D'une tribu d'ilotes des Tartares, entièrement coupée de la mer et de la civilisation, il a fait une puissance mondiale. Au milieu du XIXe siècle, lorsque le régime czariste atteignit son zénith, lord Palmerston et Karl Marx furent, tous deux, également terrifiés par la pensée que l' « ours russe » risquait d'embrasser simultanément l'Europe et l'Inde dans son immense étreinte ! Or le czar n'était pas qu'un souverain laïque, il n'était pas seulement l' « autocrate de toutes les Russies », il était également un personnage religieux, l' « anti-pape », le chef spirituel, aussi bien que temporel, des chrétiens « orthodoxes ». Lorsque l'anarchiste russe Bakounine adressa sa « confession » — qui est l'un des plus curieux documents du XIXe siècle — au czar Nicolas Ier, il s'adressa à lui comme au père non moins spirituel que temporel de tous les Russes. La mainmise du czar sur l'Eglise russe était, en fait, si complète que le théologien russe, Vladimir Solovyof, se plaignait que lorsque le czar désirait honorer un évêque, il le nommait son aide de camp ! Jusqu'à la révolution de 1917, le catholicisme romain était illégal en Russie. Contre la Russie, le Vatican soutint toujours obstinément la Pologne, qui était catholique.

Le czar a disparu, mais la lutte entre Moscou et Rome continue, inaltérée dans son essence ; les formes en sont nouvelles, mais l'enjeu fondamental demeure le même : c'est la domination du monde. Car, dans leur nature, il n'existe aucune différence fondamentale entre le christianisme, particulièrement le catholicisme, et le communisme. L'esprit du catholicisme est essentiellement un esprit communautaire, ce sont seulement les protestants qui se sont faits les champions de l'individualisme et du capitalisme lors de la Réforme ; il a existé de nombreuses formes de communisme chrétien au cours des siècles passés, et le communiste de langue anglaise le plus célèbre aujourd'hui est un prêtre chrétien, le doyen de Canterbury, le « doyen rouge ».

La lutte actuelle entre Rome et Moscou n'est donc qu'une lutte pour le pouvoir, le pouvoir signifiant, en l'espèce, le pouvoir total, un pouvoir totalitaire. Pour le Vatican, Staline est le successeur des czars, et la nouvelle « Eglise de Moscou » lui apparaît comme plus dangereuse que l'ancienne parce qu'elle est plus jeune.

F.-A. RIDLEY.

Lettre de Belgique

UN GRAVE PROBLÈME

La prolongation du service militaire et la défense contre le stalinisme

Le 10 avril dernier, a eu lieu, devant le Comité national de la Fédération générale du travail de Belgique, un débat sur la situation internationale et la question de la durée du service militaire.

Comme, le 1er avril, le même Comité national réuni pour examiner la question des salaires par rapport à la brusque hausse du coût de la vie, avait voté, malgré des protestations, une résolution affirmant qu'il se réunirait le 10 avril pour arrêter les moyens d'action contre les vingt-quatre mois, on aurait pu croire que ce débat était devenu sans objet puisque la résolution votée affirmait à la fois une position et la nécessité d'examiner le problème.

C'est que, voyez-vous, quelques semaines auparavant, le Comité d'action commune, composé des représentants des quatre branches du mouvement ouvrier (parti socialiste, F.G.T.B., Coopératives et Mutualités), créé lors de la campagne contre le roi Léopold III, avait déjà décidé publiquement qu'il allait entreprendre un vaste mouvement :

Contre la vie chère ;
Contre les vingt-quatre mois ;
Contre le gouvernement catholique ;
Pour de nouvelles élections en septembre.

Les représentants de la F.G.T.B. au sein de ce Comité d'action commune avaient donc pris leur décision sans avoir consulté l'organisation, plaçant simplement celle-ci devant le fait accompli. Que cela n'ait provoqué aucune réaction dans les milieux syndicaux démontre que la subordination de l'action syndicale à celle du parti est complète et généralement admise. Le Comité national n'avait été réuni que pour lui permettre de sanctionner le fait accompli. C'est d'ailleurs ce qui a été fait, mais on n'a pas su éviter un long débat sur la position à prendre par le mouvement syndical à l'égard de la situation internationale. Commencé le 10 avril, le débat s'est poursuivi le 18 du même mois.

LA CONFUSION EST COMPLETE

Jamais il ne m'a été donné de me rendre aussi clairement compte de la confusion qui règne dans l'esprit des dirigeants syndicaux. Des militants, parfaitement réformistes et conformistes dans le sens bourgeois, se sont efforcés de se dérober en ayant recours au vieux vocabulaire socialiste coloré d'accents révolutionnaires. Un orateur ne sait pas si la paix est plus menacée par la Russie « soviétique », « qui est tout de même d'origine marxiste » (!) que par « l'Amérique capitaliste dont on connait le caractère féroce ». Il eut soin d'avouer immédiatement qu'il ne connaît de l'Amérique « que ce qu'il a lu jadis chez Upton Sinclair au sujet du pétrole... ». Un autre préconise une démarche de la C.I.S.L. auprès de la F.S.M. communiste en vue d'envisager la possibilité d'une action commune en faveur de la paix...

Pour ma part, j'ai défendu l'opinion selon laquelle il faut en premier lieu adopter une attitude précise à l'égard du stalinisme, avant de pouvoir aborder dans la clarté la discussion des problèmes secondaires. Seuls ceux qui ont peur de prendre position ne veulent pas admettre que le totalitarisme stalinien constitue la menace la plus grande et la plus directe pour la paix.

La lutte contre la guerre — ou plus exactement contre l'extension de la guerre, car par la volonté de Staline, le monde, depuis 1939, n'a pas encore connu la paix — exige que le syndicalisme libre combatte sans cesse et inconditionnellement le stalinisme dans sa mentalité et ses méthodes. Cela implique, pour chaque non-stalinien, la nécessité, l'obligation de rejeter pour lui-même cette mentalité et ces méthodes qui se sont largement répandues dans tous les milieux. Ce n'est qu'après s'être libéré soi-même du mal qu'on aura l'autorité et la volonté de combattre afin d'isoler les staliniens inguérissables de la partie saine de la population. Pour atteindre ce but, il suffit de rappeler systématiquement les crimes innombrables du Kremlin et de ses complices et de dénoncer sans cesse l'hypocrisie de leur « politique de paix », qui n'a d'autre but que de faire des pays encore libres des proies faciles de l'impérialisme stalinien.

Protéger la population et particulièrement la classe ouvrière, par une telle action, contre la peste stalinienne, c'est établir la première ligne de défense contre la guerre.

IL FAUT CHOISIR

La seconde ligne de défense, c'est la création d'un puissant front social dans chacun des pays encore libres. C'est ici que le mouvement syndical doit faire preuve de capacité, d'initiative et d'audace.

Dès qu'on admet la nécessité de créer ce front social, on s'interdit d'entreprendre toute action qui pourrait ébranler les bases sociale et politique de notre régime, parce que le stalinisme pourrait bénéficier d'un tel ébranlement. Nous nous trouvons exactement dans la situation que nous avons connue entre les deux guerres, à cette différence près qu'alors nous étions menacés par le fascisme noir ou brun, et que maintenant nous le sommes par le fascisme rouge. Tous les antifascistes étaient d'accord pour admettre la défense de l'Etat bourgeois, plutôt que de subir la dictature fasciste. Il n'y a aucune raison de ne pas adopter la même attitude aujourd'hui.

Il faut donc que les militants se libèrent de la crainte d'être traités d' « agents américains » en choisissant sans équivoque pour l'Ouest contre

l'Est. En faisant ce choix on ne choisit pas pour l'Amérique capitaliste, mais bien pour la liberté contre l'esclavage. Mais nous devons déclarer très nettement notre volonté de nous appuyer sur la force des Etats-Unis parce que nous y sommes condamnés par Moscou qui prétend nous enlever nos libertés, nos droits et notre façon de vivre

Seule une attitude libérée de toute crainte comme de toute équivoque est capable d'enrayer le succès de la propagande staliniste qui a réussi, dans une large mesure, à confondre dans les esprits la lutte pour la liberté avec la lutte pour le capitalisme américain.

Il faut, enfin, que nous ayons le courage de faire, par nécessité, notre choix entre le capitalisme d'Etat et le régime totalitaire russe, d'une part, et le capitalisme privé et l'Etat bourgeois, d'autre part. Les premiers suppriment pour de longues années toute possibilité de lutter pour la libération économique et morale de l'homme, les seconds nous laissent la liberté et les moyens de poursuivre cette lutte.

La volonté de constituer un puissant front social impose l'obligation de mener une action syndicale systématique, dans tel pays pour l'amélioration des conditions de travail et d'existence des travailleurs, dans tel autre pays pour le maintien des conditions acquises mais menacées par la politique de réarmement imposée par la politique de conquête de Moscou. Cela signifie : lutte contre les grands et les petits profiteurs de la situation, contre la rapacité habituelle des classes possédantes et enfin contre l'incapacité ou la mauvaise volonté de certains gouvernements.

Comment peut-on à la fois éviter des troubles sérieux et mener cette lutte nécessaire ?

Comme il ne m'est pas possible d'entrer ici dans de longs développements pour répondre à cette question, je ne puis que constater qu'elle place le mouvement syndical, c'est-à-dire les militants et les ouvriers, devant une tâche extrêmement difficile et complexe. Elle impose le plus grand effort tant au point de vue intellectuel et moral qu'au point de vue de l'organisation. Elle exige un travail de persuasion dans les milieux ouvriers et patronaux. Il faut, par exemple, dénoncer systématiquement les patrons et les commerçants ainsi que les gouvernements qui refusent aux travailleurs des conditions de travail convenables comme les fourriers du stalinisme. De la part des travailleurs il y a lieu d'obtenir un travail acharné et persévérant d'organisation afin d'établir le front social et d'éloigner ainsi les dangers de guerre malgré la rapacité des exploiteurs et l'incapacité des gouvernements.

Ce travail syndical est certainement plus difficile que l'action qui consiste à lancer les ouvriers, de temps en temps, dans des grèves dont les conséquences matérielles et morales ne sont pas toujours heureuses.

LA DUREE DU SERVICE MILITAIRE

C'est en partant de ce raisonnement que je me suis déclaré hostile à toute agitation syndicale contre les vingt-quatre mois votés par le Parlement belge. J'ignore, et la quasi-totalité de ceux qui ont voté pour cette agitation l'ignorent également, si les vingt-quatre mois sont oui ou non nécessaires d'un point de vue militaire. Le gouvernement prétend que oui, l'opposition prétend le contraire.

Puisque, en dehors des staliniens, tout le monde admet la préparation de la défense militaire, je prétends qu'une agitation de plusieurs mois contre la loi de prolongation du service, plus, *contre la mise en application de la loi,* ne peut que compromettre la défense et faire le jeu des staliniens qui ont recours à tous les moyens pour entretenir le mécontentement et le défaitisme parmi les soldats.

C'est pourquoi j'ai déclaré que je me refuserais à participer à une telle agitation, même si j'étais convaincu que les vingt-quatre mois n'étaient pas nécessaires. Du moment que l'on accepte la nécessité de la défense militaire, que l'on admet que des milliards y soient dépensés, il faut vouloir que cette défense soit aussi efficace que possible.

La participation de la F.G.T.B. à cette agitation démontre simplement sa dépendance vis-à-vis du parti qui, pour de nouvelles élections, a besoin des fonds des syndicats et des travailleurs syndiqués comme masse de manœuvre. La F.G.T.B. n'a rien à y gagner. An contraire. Elle va négliger sa mission essentielle : liquider le stalinisme, établir un puissant front social et combattre la guerre avec efficacité.

Au cas où, grâce à son agitation, un nouveau gouvernement de coalition avec participation socialiste prendrait la place du gouvernement actuel, la F.G.T.B. aura sacrifié sa liberté et son indépendance à l'égard de ce gouvernement et elle devra brûler beaucoup de choses qu'elle adore aujourd'hui et vice versa. Ce sont les syndicats chrétiens qui auront alors la partie belle et ils ne manqueront pas d'en profiter pour se renforcer d'avantage au détriment de la F.G.T.B.

F. LIEBAERS.

Contre l'aide à la France pour sa guerre contre l'Indochine

L'OPINION DE DOUGLAS

On sait qui est W.-O. Douglas. Ce n'est pas seulement un membre de la Cour suprême des Etats-Unis, c'est-à-dire de ce puissant tribunal qui est à même de frapper d'interdit toute loi votée par le Parlement en la déclarant inconstitutionnelle, mais ce serait aussi, la chose est bien connue, le candidat soutenu par Truman pour la présidence, si Truman ne se représentait pas lui-même.

Or, voici l'opinion que cet important personnage vient d'exprimer dans la revue américaine *Look Reports* sur l'action française en Indochine, et sur la volte-face exécutée l'an dernier par le gouvernement de son pays à l'égard de cette action :

« Nous gaspillons notre puissance militaire aussi bien que notre influence derrière quelques-uns des éléments les plus vicieux d'Asie. J'étais en Asie en 1950 quand l'Indochine demanda l'aide militaire des Etats-Unis contre les Viets. Un frisson traversa le Sud-Est asiatique quand le général Marshall répondit que le gouvernement de l'Indochine pouvait compter sur l'aide des avions et des chars américains dans sa lutte contre les communistes. Sans doute, les rebelles indochinois sont-ils menés par des communistes. Mais les Français ont imposé à l'Indochine l'un des régimes coloniaux les plus vicieux de toute l'Histoire. Si les pouvoirs qu'ont exercés les Français sur les peuples de l'Indochine nous avaient été donnés, nous aurions déclenché l'une des plus glorieuses révolutions que le monde ait jamais connue. Notre tradition et nos idéaux nous pousseraient aux côtés des paysans de l'Indochine. Nous devrions rechercher les moyens politiques d'aider ce peuple à atteindra sa liberté sous des auspices démocratiques, il deviendrait notre ami et notre allié. Notre intervention militaire actuelle ne peut nous valoir qu'une part de la haine que l'Asie a vouée à tous les conquérants qui se sont mis sur son chemin. C'est aussi faire de la Russie, par notre faute, le champion politique de l'Asie. »

Notes d'Economie et de Politique

CHOSES D'ORIENT

JUIN EST PARTI... ET LE SULTAN EST RESTE

On se rappelle qu'en février dernier, Juin s'était juré d'avoir la peau du sultan du Maroc. Il fallait que celui-ci se soumette... ou se démette ! Qu'il signe les décrets qu'on lui avait préparés et qui consacraient la mainmise des Français sur les municipalités, les syndicats, etc., ou bien, sous le paravent d'une révolte des « tribus berbères » et du pacha El Glaoui, on l'enverrait méditer sous d'autres cieux (1).

Le coup a raté, et bien raté. Le sultan n'a signé aucun des décrets, si ce n'est un décret sur les « djémaas » où les Français n'ont rien à voir, et c'est Juin qui a dû partir. Malgré tous ses efforts pour se cramponner, l'émule de Darlan a dû... se démettre.

C'est la deuxième grande bataille contre les peuples coloniaux que ce général algérien perd, la première étant sa destitution du bey El Moncef, au lendemain de sa nomination comme Résident général en Tunisie, destitution qui devait frapper de terreur les Tunisiens et qui ne fit, au contraire, que renforcer considérablement le mouvement national tunisien.

Le général Juin est vraiment le général La Défaite ; fâcheux présage pour son commandement des forces terrestres dans la défense de l'Europe.

LE REVEIL DE L'ASIE : LA FEMME HINDOUE CESSE D'ETRE ESCLAVE

Voici un fait capital dans l'histoire de l'Asie : il y a quelques jours, le 20 septembre exactement, le Parlement de l'Inde a voté, malgré une très violente opposition, l'article premier d'une loi présentée par l' « intouchable » Ambedkar, ministre de la Justice, qui émancipe la femme, jusque-là véritable esclave de l'homme, en lui donnant notamment le droit de demander le divorce, de se remarier après la mort de son mari, etc.

Etant donné le rôle social fondamental joué aux Indes par la famille, la vieille « famille aryenne », qui date en ce pays de quelque quatre à cinq mille ans, terrible oppresseuse des individus, la société hindoue va se trouver secouée jusque dans son tréfonds. C'est la plus importante révolution qui se soit produite dans une société orientale depuis celle réalisée par Kemal Pacha en Turquie après la première guerre mondiale... Et cette révolution est opérée par une Inde **libre.**

Si tous les colonialistes, occultes ou avoués, qui prétendent que le départ de la puissance colonisatrice ne peut jamais entraîner pour le peuple colonisé que régression et barbarie, étaient capables de la moindre bonne foi, il leur faudrait reconnaître qu'après quelques années à peine de liberté, l'Inde réalise une réforme essentielle, que l'Angleterre, en deux siècles de domination, fut incapable de seulement amorcer.

SYRIE 1951

Ce qui est vrai pour le progrès social est également vrai pour le progrès matériel ; ce qui est vrai pour les anciennes possessions britanniques est vrai pour les anciennes possessions françaises ; ce qui se constate au Moyen-Orient se voit aussi dans le Proche-Orient.

On se rappelle comment, il y a six ans, l'heureuse et énergique intervention de Churchill a obligé de Gaulle qui avait alors, hélas ! entre ses mains le gouvernement de la France, à retirer ses troupes, en vitesse, du Liban et de la Syrie, le forçant par là à tenir les promesses faites aux populations de ces pays alors qu'on avait encore besoin d'elles contre l'Allemagne, et contre Vichy, promesses que, selon une tradition bien établie, nos hommes politiques étaient bien résolus à ne pas tenir, tout comme ils devaient ne pas tenir les engagements pris vers le même temps à l'égard des Indochinois du Viet-Minh.

Or, que sont devenus, même en considérant le seul point de vue matériel, les pays du Proche-Orient délivrés du « mandat » français ?

Connaissez-vous la « Vie française » ? C'est un journal financier très répandu. Il n'est certainement point suspect d'anti-colonialisme. Et pourtant voici ce que rapporte son envoyé spécial en Proche-Orient, Jacques Duger, dans un article du 31 août :

> Dans le Djesireh, le long de l'Euphrate, dans les vastes plaines qui entourent Alep, la culture du coton s'est répandue avec une extrême rapidité, stimulée par la hausse des cours mondiaux. En deux ans, les récoltes sont passées de 15.000 à 40.000, puis à 100.000 tonnes (prévisions 1951).
>
> Parallèlement, la Syrie du Nord commence à s'équiper. On rencontre sur les routes des convois de camions, dans les champs des tracteurs et des motopompes.
>
> Les paysans vont travailler dans les usines de Homs ou d'Alep, de nouveaux quartiers se créent sur le pourtour des villes, la Syrie semble en plein essor économique et le Croissant fertile redevient fertile.
>
> Le pays s'équipe. Sur les routes de la Syrie du Nord, j'ai croisé des convois de camions. Le soir, au coucher du soleil, sur la plaine rouge, des gérants surveillent à cheval de grandes propriétés labourées au tracteur. Image du Middle-West américain. Sur l'Euphrate, après m'avoir offert les trois tasses traditionnelles de café amer, des Bédouins sédentaires m'ont fait admirer les motopompes qui irriguent leurs cultures de coton.
>
> J'ai vu partout de nouvelles écoles, des hôpitaux et des travaux d'irrigation.

CHOSES D'OCCIDENT

L'UN DES PLUS GRANDS PATRONS DU MONDE DEFEND L'ECHELLE MOBILE

L'un des privilèges de la force, c'est de pouvoir dire la vérité. Lorsque notre bourgeoisie était forte, lorsqu'elle ne tremblait point encore devant tout, même devant son ombre, elle sut dire la vérité. Ce fut le plus grand banquier anglais du début du siècle dernier, Ricardo, qui osa démonter au grand jour le mécanisme de l'exploitation capitaliste, et les révolutionnaires, Marx en particulier, n'eurent qu'à reprendre les thèses de l'économie politique « classique » pour montrer l'injustice fondamentale du capitalisme, et sonner le tocsin pour sa destruction.

Mais voilà beau temps que la bourgeoisie, au

(1) Voir « R.P. » d'avril 1951.

moins la bourgeoisie européenne, n'a plus le courage de dire la vérité, ni même de la voir. Voilà beau temps qu'il n'y a plus chez elle personne qui mérite le nom d'économiste. Ceux qui prétendent à ce titre n'ont qu'une préoccupation : mentir sur les faits et camoufler leurs conséquences.

C'est ainsi qu'au lieu d'avouer, présentement, que si patrons et Etats se dressent contre l'échelle mobile des salaires, c'est simplement pour abaisser toujours davantage le niveau de vie des prolétaires, en n'augmentant les salaires que dans une mesure moindre que n'augmente le coût de la vie, ils ont inventé cette soi-disant « course infernale » des prix et des salaires, selon laquelle il ne faut pas augmenter les salaires afin de ne point faire augmenter les prix.

Cependant la bourgeoisie américaine est loin d'être tombée au degré de décadence auquel est parvenue la bourgeoisie européenne. Elle ose encore, dans ses éléments les plus représentatifs, dire la vérité. C'est ainsi que l'un des plus grands patrons des Etats-Unis, si ce n'est le plus grand, Charles Wilson, président de la General Motors, n'a pas craint de prendre la plume pour démontrer que l'échelle mobile ne saurait, en aucune manière, faire monter les prix.

Un des lecteurs du « New York Herald » avait écrit récemment à ce journal qu'à son avis la hausse des prix qui s'est produite ces temps derniers aux Etats-Unis était due au fait que certaines grandes compagnies, telle la General Motors, avaient institué, d'accord avec les syndicats ouvriers, l'échelle mobile de salaires pour les ouvriers de leurs établissements. Cela lui valut une longue réponse du président de la General Motors, publiée dans le « New York Herald » du 1er septembre, et dont la remarquable argumentation peut se résumer ainsi :

Une hausse des salaires proportionnelle à la hausse des prix, ainsi que c'est le cas avec l'échelle mobile, ne fait ni monter ni baisser les prix, puisqu'elle n'augmente pas la demande des marchandises, du fait qu'avec son salaire accru, l'ouvrier ne peut pas acheter plus de marchandises (à cause de l'augmentation de leur prix) qu'il ne pouvait en acheter auparavant. Si cependant cette échelle mobile agit quelque peu et temporairement sur les prix, c'est plutôt dans le sens de leur baisse, car, en vertu des stipulations du contrat, la hausse des salaires ne se produit que quelques mois après la hausse des prix, ce qui fait que pendant toute cette période intermédiaire le pouvoir d'achat de l'ouvrier se trouve réduit.

En revanche, dit notre grand patron, si l'échelle mobile des salaires est sans action durable sur les prix, il n'en est pas de même des augmentations de dividende, car il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas que les ouvriers qui sont acheteurs, mais aussi les actionnaires. Si ceux-ci reçoivent des dividendes qui croissent plus que la hausse des prix, leur demande de marchandises augmente et en fait donc hausser le prix. Wilson cite, à cet égard, le cas de sa propre compagnie ; je traduis ici textuellement :

> Du point de vue strictement inflationnaire, je suis absolument certain que le dividende supplémentaire payé l'an dernier par la General Motors est ce que celle-ci a fait de plus inflationniste en 1950, quoique, en général, on n'ait point critiqué cette distribution de dividende. L'augmentation du dividende de 2 dollars par action nouvelle a accru de 176 millions de dollars, par rapport à l'an dernier, le pouvoir d'achat des actionnaires. Par contre, une augmentation de 5 cents par heure dans le taux du salaire moyen des 400.000 personnes qui sont employées par la General Motors, à raison de 2.000 heures par an, n'a accru que de 40 millions de dollars le pouvoir d'achat des ouvriers.

Et le président de la General Motors de conclure :

> La hausse des prix dépend simplement de la politique suivie par le gouvernement en matière d'impôts, et du fait que le budget est équilibré ou non.

En temps de guerre ou lorsqu'on se prépare à la guerre, ajoute-t-il, on ne peut éviter l'inflation (due au déficit budgétaire), mais son résultat est de

> faire passer entre les mains des producteurs, c'est-à-dire de ceux qui ont la force et la santé pour combattre et pour travailler, une partie des biens accumulés dans le passé par ceux qui ne peuvent plus les conserver que grâce au travail et au combat des producteurs.

C'est ce que nous avons toujours dit. Pourvu qu'on ne voie pas là une nouvelle preuve de ce que nous sommes vendus au capitalisme américain !

Un autre point est à relever dans l'exposé de Wilson.

Les anciens lecteurs de la « R.P. » se rappellent peut-être qu'entre les deux guerres nous avions souvent insisté sur ce point qu'en période de hausse de prix, l'échelle mobile n'est pas intéressante pour les travailleurs, car la diminution du pouvoir d'achat des rentiers due à la hausse des prix crée, en quelque sorte, une richesse disponible qui peut permettre aux salariés d'obtenir plus facilement qu'en d'autres temps, une hausse **réelle** de leurs salaires, c'est-à-dire une hausse des salaires plus que proportionnelle à la hausse des prix. Et nous citions, à l'appui, la grande période de hausse des prix qui suivit la première guerre mondiale, au cours de laquelle les ouvriers français obtinrent une élévation substantielle de leur niveau de vie.

Or cela se trouve pleinement confirmé par Wilson qui déclare que si la General Motors n'avait point conclu avec les syndicats ouvriers les accords établissant l'échelle mobile, elle aurait été certainement obligée de consentir des élévations de salaires **supérieures** à celles résultant de l'application de l'échelle mobile :

> Je suis personnellement convaincu que s'il n'y avait pas de syndicats ni de contrats collectifs de travail comme ceux que la General Motors a conclus pour son industrie automobile, l'augmentation des salaires aurait grandement excédé celle qui a eu lieu.

Mais il va de soi que le prolétariat ne peut obtenir une part des dépouilles des rentiers que s'il est suffisamment combattif — comme il l'était encore en 1920 — pour la revendiquer. Aujourd'hui, en France, avec un prolétariat émasculé, à la fois par sa croyance religieuse en Moscou et par la bureaucratie syndicalo-étatique, l'échelle mobile est désirable, car elle représente un moindre mal : si elle ne permet pas à la condition ouvrière de s'améliorer, elle l'empêche au moins d'empirer.

Robert LOUZON.

LE SEUL MOYEN D'ACCROITRE LA « PRODUCTIVITE »

Constamment sur la brèche pour un plus haut niveau de vie, une plus grande sécurité, moins d'heures de travail et des salaires plus élevés, le syndicat des Mineurs américains a amené l'industrie minière à adopter des techniques modernes.

JOHN LEWIS.

PROPOS DE RENTRÉE

Rentrée terne, où rien ne parait clair.

Une bagarre autour de l'Ecole aux vrais motifs inexpliqués. Confusion autour de l'échelle mobile votée par l'Assemblée nationale, avec espoir de torpillage par le Sénat. Confusion autour des salaires, du budget minimum, des coefficients et des gains réels. Confusion provoquée par l'astucieuse diplomatie des centrales syndicales, d'accord sur des nombres et non sur des grandeurs, la C.F.T.C. et la C.G.T. cherchant à se manœuvrer réciproquement, F.O. demeurant sur une position isolée, mais chancelante. Confusion autour des prix. Confusion majeure sur le plan international où l'on parle d'autant plus de paix que l'on prépare mieux la guerre...

Pour voir clair, j'ai laissé mes papiers, mes notes, mes statistiques, je suis allé... dans ma « boutique », à l'Union F.O. où se tenait, le 22 septembre, une assemblée générale des syndicats parisiens.

La bataille des salaires

Double satisfaction. D'abord la netteté des interventions. Je ne sais si l'on recrute beaucoup à F.O. Et la politique confédérale ne m'a jamais paru si peu rayonnante. Mais la formation des militants de base témoigne d'une continuité que je considère comme l'élément le plus important dans le redressement du syndicalisme. Les grèves de ces deux dernières années, l'âpre discussion des conventions collectives ont mûri des responsables qui ne cèdent plus aux impulsions nerveuses, qui ont abouti empiriquement — et quelquefois sans bien s'en rendre compte — à l'abandon du dirigisme, c'est-à-dire qu'ils n'attachent plus qu'une très faible valeur aux tendances du gouvernement et aux jeux des partis.

Ensuite, le cheminement de quelques idées fort modestes qui semblaient perdues dans l'indifférence. Il importe peu que l'origine en soit ignorée. Il en est des articles de la *R.P.* comme des vieux refrains populaires, qui ont conquis le public, en perdant leur nom.

A l'ouverture de cette assemblée, notre secrétaire général, Jacques Chonion ne se contenta pas d'un historique de la bataille des salaires au cours des trois derniers trimestres. Il posa franchement les questions. En particulier, celle-ci qui mérite attention : « A-t-on intérêt à signer immédiatement des accords de salaires ?... ou faut-il attendre que la hausse des prix atteigne son plafond ? ».

Ici, la stratégie syndicale se heurte à la logique formelle. Car c'est justement pendant le processus de hausse que la lutte s'avère la plus « rentable ». Lorsque les prix plafonnent, la résistance patronale durcit. Mais les accords de salaires expriment une stabilisation provisoire, alors que le mouvement des « choses » — sinon des hommes — continue. En d'autres termes, le résultat obtenu, même s'il est au maximum possible du moment, se révèle vite d'autant plus insuffisant qu'il a été facile à obtenir.

Contradiction insoluble en théorie, que l'action syndicale n'a résolue dans le passé que lorsqu'elle était permanente.

Chonion, cependant, a posé également le problème de *« l'unité d'action »*, en l'éclairant par un document inédit, dont il nous accorda la primeur : le texte du dernier rapport de Frachon devant l'instance suprême du parti « communiste ».

Le délégué stalinien à la direction de la C.G.T. tira des échecs de 1947 et de 1948 la répudiation des grèves politiques, l'abandon de la « tactique de la violence ». La C.G.T. ne doit plus demeurer en dehors des conventions collectives. Elle doit cesser « la politique de l'absence ».

Les services publics seraient en ce moment plus vulnérables que les industries privées. Cependant, il faut se garder de lancer dans la grève les travailleurs des services publics. Il faut intensifier, pour eux, l'action parlementaire, en s'appuyant sur le statut de la fonction publique et en « gonflant la voix du parti ».

Car il faut maintenir « l'appareil » dans les entreprises. Or il n'est pas possible de mener une action publique révolutionnaire en préparant l'action clandestine.

Les socialistes étant libérés du pouvoir, les dirigeants F.O. se montreront plus osés. Ils commettront même des actes imprudents. Laissons-les faire et alignons-nous sur eux.

Ainsi l'opération prend tout son sens. Et l'affaire de la « défense laïque » s'éclaire du même coup. Conséquences directes des reculs de Staline sur le plan international. On s'accroche à... « la majorité républicaine », on dissocie la majorité parlementaire, afin de neutraliser le parti américain. On retient la classe ouvrière, afin de maintenir dans les entreprises — sans qu'ils se « mouillent trop » — les gens sûrs que l'on utilisera demain, s'il faut désarmer le pacte atlantique, décourager les Américains, ou même saboter la mobilisation générale. Est-il plus éclatante confirmation de nos avertissements passés aux travailleurs révolutionnaires ? Il n'est plus question de prendre le pouvoir, mais de le neutraliser ou de le réduire à l'impuissance.

***

Mais être fixé sur les intentions staliniennes ne résout pas le problème. Car il y a les ouvriers de la C.G.T. et de F.O., qui réagissent, sans se soucier des positions confédérales. On a donc discuté de l'unité d'action. Et ce débat a prouvé une claire conscience des réalités. Certes, d'aucuns pensent encore que tout doit être déterminé par une doctrine unique. On est contre l'unité d'action, parce que confédéralement on entend justifier *a posteriori* la scission et la rupture avec les syndicats colonisés. Notre camarade Brunet (des Hospitaliers) s'en tint à cet article de foi qu'elle développa d'ailleurs avec une remarquable énergie et une argumentation pertinente. Elle eut l'à-propos de rappeler la remise solennelle — au cours du dernier congrès de la C.G.T. — d'un fanion d'honneur au Comité d'unité d'action qui avait « absorbé » le syndicat F.O.

Seulement le défaut d'une telle défense est de supposer acquis ce que l'on propose comme thème majeur de notre propagande. Si tous les ouvriers étaient convaincus qu'ils constituent la masse de manœuvre de Staline, la C.G.T. ne pèserait plus lourd. On peut dire « tant pis pour ceux qui sont encore dupes ». On peut reprocher au gouvernement et au patronat de faire le jeu des staliniens en consolidant la misère. Cette tendance est d'autant plus dangereuse qu'elle lie la défaite stalinienne à l'affaiblissement de la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière. C'est-à-dire exactement le contraire de notre objectif permanent. Pour nous, on ne désarmera le stalinisme qu'en ra-

nimant *la volonté spontanée de la classe ouvrière.*

C'est pourquoi, nous répétons que le problème n'est pas confédéral. L'accord sur un programme « économique et social » proposé par la C.F.T.C. nous oriente à nouveau vers le dirigisme et l'étatisme. Sur ce terrain nous serons toujours dépouillés par les bureaucrates et les politiciens, et nous renforcerons le seul parti capable de « diriger » et qui dispose d'une bureaucratie toute prête, c'est-à-dire le parti « communiste ».

On déplore la contradiction des déterminations à la base. Le beau malheur ! Que les camarades des entreprises et des syndicats locaux fassent bien leur « boulot » sans répondre aux arguments d'importation, sans attendre les consignes d'en haut. C'est le climat ouvrier dans l'entreprise ou la localité qui reste le facteur essentiel. Et c'est la volonté d'action à la base qui doit déterminer des accords inter-organisations, et non le contraire. On parle de précautions à prendre. Deux me paraissent suffisantes. D'abord ne signer que des textes simples, brefs, qui ne laissent place à aucune ambiguïté, qui expriment exactement ce que l'on pense soi-même. Exiger le respect de la signature, c'est-à-dire interdire toute utilisation du texte signé, sans l'accord de tous les signataires.

Ensuite, maintenir l'organisation, c'est-à-dire laisser en cale sèche le vieux bateau — rapiécé et grossièrement repeint — des « comités à la base » où syndiqués et inorganisés se mêlent et qui se substituent aux syndicats. Mais attention ! Le meilleur moyen d'éviter cette aventure, c'est souvent de consentir aux accords entre syndicats.

Répondant à la camarade Brunet qui, une fois de plus, s'acharnait sur l'expérience de la R.A.T.P., Vincent (du syndicat de la R.A.T.P.) justifia exactement celle-ci par ce souci impérieux de prévenir une opération que les responsables F.O. n'auraient pu contrôler. Et il opposa à l'injustice des détracteurs cette constatation qui clôt pour nous tout débat : sans la grève de la R.A.T.P., la revalorisation générale des salaires de mars et d'avril 1951 aurait été beaucoup moins assurée.

Il convient cependant d'insister davantage sur les déclarations de Blanchard, le secrétaire du syndicat des Métaux. On n'apprécie pas à sa juste valeur l'action de nos camarades dans cette métallurgie parisienne, où elle se heurte au puissant et multiple appareil stalinien et à une passivité ouvrière que de cruelles expériences expliquent. J'accepte toutes les critiques à l'égard de F.O. A la condition qu'on les appuie par une résistance sérieuse au terrorisme stalinien. J'apprécie mal le dilettantisme, même lorsqu'il pare l'esprit d'un ex-militant de la métallurgie. Et je vois mal ce que l'on aurait pu faire d'autre que ce qu'a fait le bureau F.O. depuis deux ans. La ténacité de nos camarades, si elle n'a pas encore conquis la masse, leur a permis, en remportant de sérieux succès, de maintenir presque partout un noyau de résistance. Ce qui est peut-être l'essentiel. Sans nous attarder sur les chiffres, rappelons les faits.

En octobre 1950, sur l'initiative du syndicat F.O., un accord sur les salaires est signé. Les syndicats de la C.F.T.C. et de la C.G.C. l'approuvent seuls. Les cégétistes réagissent violemment.

En mars 1951, la révision des accords entraîne les signatures des indépendants et des autonomes.

En septembre 1951, le syndicat de la C.G.T. signe rétroactivement les accords, afin de participer aux nouvelles discussions.

Succès pour F.O., qui enregistre depuis mars la création de 15 sections nouvelles. Mais surtout succès moral. Encore une fois, qui dit et surtout qui fait mieux dans la métallurgie parisienne ?

Nous ne nous illusionnons pas sur cette maturité syndicale constatée au cours de cette assemblée. Si la nécessité de la grève n'est pas exclue des prévisions, elle n'est pas, comme il y a deux ans, le motif dominant des débats. C'est au contraire la discussion des conventions collectives qui apparaît comme la préoccupation essentielle. D'aucuns voient là un recul. Illusion. La grève d'hier, même lorsqu'elle se prolongeait, surtout lorsqu'elle était limitée dès le départ, gardait le caractère d'une « *manifestation symbolique* », d'une pression spectaculaire sur les pouvoirs publics, derrière lesquels le patronat s'estompait. Il y eut, sans doute, des exceptions caractéristiques : telle la grève de Michelin l'année dernière, telle aussi — quoiqu'elle paralysât un service public — la dernière grande grève de la R.A.T.P. Dans le premier cas, il s'agissait de vaincre un patron de combat. Dans le deuxième, d'obtenir la satisfaction de revendications précises.

Cette période de transition, où l'on s'habituait mal à la fin du « dirigisme », à « la liberté des salaires » est aujourd'hui close. Non sans regrets pour les stratèges des sommets confédéraux, qui s'efforcent de placer au premier plan, ou la fixation du salaire minimum, ou l'établissement d'un nouveau « plan » économique... et fiscal.

On peut encore s'y laisser prendre, d'autant plus aisément que les staliniens, pour les raisons exposées par Frachon, y pousseront, tant qu'ils pourront. On a trop oublié que Croizat fut l'ingénieur du « dirigisme des salaires », comme Thorez l'auteur du statut de la fonction publique. Renforcer l'Etat, c'est servir le parti, en attendant que ces deux puissances se confondent.

Mais les propos tenus le 22 septembre prouvent qu'actuellement des militants sérieux ne croient plus guère en toute cette fantasmagorie. S'ils s'y perdent, de nouveau, ce n'est pas parce qu'on les aura convaincus, c'est parce qu'on les aura lassés.

Dans ces conditions, s'accrocher aux conventions collectives, préférer au statut imposé le contrat librement débattu, c'est un progrès incontestable, sur la voie de l'action directe. Le patronat se retrouve au premier plan, dans sa réalité concrète. Et la grève redevient la bataille par laquelle on veut forcer la négociation.

Divers éléments notés dans le débat renforcent notre impression.

On ne veut pas se battre *pour les* 23.600. Pas plus Brunet (des Hospitaliers), que Blanchard (des Métaux), que Bellot (de la Banque). Il peut être politique et philanthropique pour un gouvernement de fixer le minimum nécessaire à un salarié pour vivre médiocrement. Seulement en concentrant l'attention sur l'établissement de ce budget de base, on provoque une tendance au nivellement inférieur sur lequel le patronat posera une fragile échelle des salaires assez souple pour lui laisser toute liberté de choix.

On permet aussi toutes les manœuvres autour de la longueur de la semaine de travail. Si le produit reste constant, on peut augmenter indifféremment le premier facteur : le salaire horaire ; ou le deuxième : le nombre d'heures.

D'aucuns répondaient à Blanchard que pas mal de leurs corporants gagneraient aux 23.600... même aux 20.000. Il est vrai qu'il convient d'abord d'élever d'un coup — comme par les accords Matignon de 1936 — les salaires anormalement bas. Mais cela devrait être accompli, *une fois pour toutes*, comme en 1936. Le reste dépend de la vigilance et de l'action syndicales. Si les salaires dans la Couture se traînent encore fort au-dessous du minimum légal, ce n'est pas parce que l'on y ignore la loi, c'est parce que l'on n'y voit guère les syndicats.

Enfin la notion du budget minimum soulève une objection fondamentale. Elle institue une nouvelle loi d'airain, elle stabilise dans la médiocrité, elle s'oppose à cette constante extension et élévation des « besoins », que nous avons souvent définie ici et qui demeure pour nous le trait essentiel de la civilisation, l'idée permanente du syndicalisme. Au philanthrope qui lui rappelait que la société et... « les bonnes œuvres » lui assuraient tout le « *nécessaire* » et qui lui demandait ce qu'il voulait encore, le vieux *Barrabas* de Lucien Descaves répondait d'un mot magnifique : « *Un peu de superflu !* ». Je l'entendais en écoutant mes camarades l'autre jour... avec autrement de plaisir que les disputes sur « l'amortissement d'un pantalon » dans je ne sais plus quelle sous-commission !

On ne s'étonnera pas que les mêmes camarades ne professent guère d'enthousiasme pour « l'échelle mobile ». L'automatisme ne leur convient plus. « A quoi bon des syndicats, alors ? » Et l'échelle mobile ne tiendra compte que d'une variation : celle des prix. Et l'augmentation de la production ?

Je ne reviens pas sur la lumineuse démonstration de Louzon (*R.P.* de septembre 1951). C'est bien l'augmentation des salaires qui peut provoquer l'augmentation de la productivité. Et celle-ci croîtra d'autant plus vite que le salaire *horaire* ne demeurera pas accroché exclusivement aux prix.

Il est un autre élément qui prouve la fin du dirigisme... dans les esprits. Aussi bien Blanchard (des Métaux) que Guillaume (des Industries Chimiques) ont insisté sur leur volonté d'appliquer le coefficient d'augmentation, non aux salaires minima, mais aux salaires réels. Distinction significative. Pour chaque catégorie, le salaire minimum dépend du coefficient. Mais dans nombre d'entreprises, les syndicats ont obtenu des salaires supérieurs à l'application des coefficients. On veut maintenir ces conquêtes. Nous sommes loin du secrétaire du syndicat, qui consacrait toutes ses journées à l'application chiffrée *des arrêtés* de feu Croizat.

Il appartenait à notre ami Le Rai de tirer, au nom du bureau, des conclusions du débat... qui rejoignaient l'exposé introductif de Chonion.

Le Rai distingua entre la doctrine stalinienne — immuable ! — et la tactique fort souple. On a voulu, après la scission, nous déborder par la gauche. On voudrait aujourd'hui nous déborder par la droite, prouver que la C.G.T. peut seule apporter aux ouvriers des résultats immédiats. On a vu dans certains cas, les délégués cégétistes approuver seuls les propositions patronales.

On a vu aussi cette alliance « contre nature » des cégétistes et des indépendants. Et l'on voit les opérations trop astucieuses de la C.F.T.C. C'est à nous de défendre la « moralité ouvrière »... et lorsque les circonstances imposent l'unité d'action dans certaines entreprises, il faut « *savoir s'arrêter à temps* ».

Le Rai avertit les militants du danger d'un mouvement généralisé qui ne tient pas compte des différences de situation dans les industries et les entreprises. On ne fait pas grève, lorsque le carnet de commandes est vide et que le patron veut liquider ses stocks.

Enfin, il demande de porter la revendication sur le *seul salaire* et d'abandonner le système des primes. La prime de production, par exemple, aboutit au sabotage de la loi des 40 heures.

Mais du débat, des interventions de Chonion et de Le Rai, une autre conclusion se dégage. On l'a dit explicitement. Ce n'est pas sa faiblesse numérique qui gêne le plus la C.G.T.-F.O. *C'est son complexe d'infériorité.* Des militants responsables le disent... à la base. Puissent-ils être entendus au sommet !

Cafouillage laïque !

Les événements, hélas ! ont entièrement confirmé nos appréhensions quant à la confusion provoquée par l'affaire de l'aide à l'enseignement privé. Nous ne revenons pas sur notre exposé du dernier numéro de la *R.P.* C'est à dessein que nous l'avons terminé par des conclusions simples et brèves. Il nous paraissait, en effet, qu'une formule comme celle-ci : « *Défendre l'école laïque, qui demeure l'école la plus libre, celle qui respecte le plus et le mieux les droits de l'enfant et la liberté des maîtres* », devait rallier tous les syndicalistes, tous les vrais laïques.

On pourrait ajouter, à l'usage des vieux républicains, qu'il est foncièrement inadmissible que l'Etat subventionne les écoles de l'Eglise et scandaleux qu'il subventionne sans contrôle.

Seulement, n'est-ce pas, il s'agit bien de l'Ecole. Il s'agit surtout de répondre à une manœuvre politique par une autre manœuvre politique. Alors, en avant, la grande musique. Et nous voilà en plein cafouillage ! L'illustre président du Comité de Défense laïque, M. Albert Bayet — je dis bien *Albert !* — nous a infligé cette prose civique, prudhommesque, tricolore qui pèse sur la « Défense laïque » comme un vieux buste de Marianne sur des dossiers poussiéreux. Une phrase surtout de la pétition nationale contre la loi Barangé mérite qu'on lui fasse un sort. Une phrase ? Non, une idée. La loi est contraire à la Constitution qui proclame la République *indivisible* et *laïque*. Cela vous a un parfum de Salut public... et de grands ancêtres ! Mais c'est proprement absurde. Car, si nous défendons l'Ecole laïque, c'est justement parce qu'elle n'impose pas une doctrine d'Etat, parce qu'elle entretient et provoque la nécessaire division qui reste l'effet et la rançon de la liberté.

Quant à la République laïque, facile de répondre qu'elle peut en toute impartialité subventionner des œuvres et institutions de multiples tendances dans *un but d'intérêt public*. On s'instruit à tout âge. Procurez-vous donc, M. le président Bayet, la liste des firmes subventionnées de 1945 à 1947 sur les crédits du Ministère de la Santé publique, que ceux-ci dépendent d'un ministre M.R.P. ou stalinien. Nous vous alertions à l'époque. Vainement ! Quand on fait dans la grande politique... Il ne fallait pas gêner le tripartisme !

Enfin, du côté du Comité de Défense laïque, le cafouillage a au moins un but... qui nous est commun.

Mais du côté F.O., on cafouille... une fois de plus, sans but. Alors que l'on pouvait fort bien en 1948 se refuser à défendre l'Ecole laïque, de concert avec ses pires ennemis... on est entré au Comité de Défense laïque, on a participé aux fameux Etats Généraux... Et aujourd'hui, on se tient à l'écart et même on parle de s'en aller. Vraiment nos bonzes confédéraux ont un sens de l'opportunité tout à fait remarquable.

Il est évident qu'une confusion entretenue, avec les meilleures intentions du monde par d'excellents camarades, gêne quelque peu nos affirmations syndicalistes.

On a eu tort de mêler à ce problème deux autres qui n'en dépendent nullement.

Celui de nos relations avec la C.F.T.C. et toutes ses organisations. Celui, plus haut, de l'opposition entre le syndicalisme révolutionnaire et l'adhésion à une Eglise ou même la foi chrétienne. De tels débats ne seraient pas déplacés dans une presse syndicale libre, et honoreraient l'organisation qui les favoriserait.

Seulement, ce n'est pas du tout cela qui est en question. La C.G.T.-F.O. pouvait fort bien prendre position sur la loi actuelle, sans briser pour cela avec la C.F.T.C. (dont une organisation au moins approuve nos thèses).

Aucun croyant adhérant à la C.G.T.-F.O. ne devrait se sentir offensé, gêné ou humilié par les formules que nous avons exprimées. J'admire le tact de nos dirigeants confédéraux. Que de peine pour ne pas égratigner l'épiderme sensible de mon camarade Thorel (au reste fort sympathique). On se gêne moins pour écorcher ceux qui restent fidèles au syndicalisme révolutionnaire, au syndicalisme de la Charte d'Amiens. Ceux-ci ont la peau assez dure !

Comme il fallait bien dire quelque chose, on a laissé la parole d'abord à la Fédération de l'Education Nationale F.O. dont l'ordre du jour (F.O. du 20-9-51) s'apparente, par le fond et la forme, au prochain manifeste électoral du Parti Socialiste.

Mais on a aussi réveillé pour la circonstance la Commission confédérale de Réforme de l'Enseignement. Je suis vraiment un incurable « pauvre type ». Car je ne comprends pas. Je ne comprends pas qu'une commission — qui n'a aucune existence statutaire et aucun pouvoir de décision — puisse intervenir publiquement, à la place du bureau confédéral. Et je comprends encore moins que l'on mêle la « Réforme de l'Enseignement » (et subsidiairement la Réforme fiscale ! ?) à cette sordide mêlée parlementaire.

C'est avec d'autres accents que nos anciens — les révolutionnaires et les autres — auraient élevé la voix, en cette affaire. Lorsque Bernard, Dommanget et Bouët secouaient le Monmousseau ! Lorsque Roussel et Vivès affirmaient le droit des instituteurs syndicalistes à délibérer librement sur la politique confédérale ! Lorsque le syndicalisme ouvrier et la Défense laïque se confondaient dans le syndicalisme universitaire !

Autonomisme des uns. Neutralisme corporatiste des autres ! Et par-dessus tout, la cacophonie assourdissante des trompettes, des clairons et des mirlitons du maréchal Staline !

Roger HAGNAUER.

PETITES NOTES

Lénine individualiste ?

Dans un portrait d'Alain tracé par Edouard Herriot dans le numéro 6 de « Preuves », une courte phrase surprend le lecteur :

« Alain sait se dresser contre les idées à la mode et les pouvoirs établis, contre la Sorbonne, contre tous les adversaires de l'individu. Il est au moins un libertaire, aussi éloigné que possible du socialisme et de tous les dogmatismes. **On le croirait plus près de Lénine que de Jaurès** (sic). »

Lénine individualiste ? Lénine antisocialiste ? Lénine antidogmatique ? Lénine ennemi des pouvoirs oppressifs, dont le démocrate, dreyfusard et libéral Jaurès aurait été le symbole ? Lénine plus proche que Jaurès d'Alain, dont Herriot cite l'admirable boutade : « Les bureaux sont fermés à quatre heures ; les **bureaucrates, toute la journée** » ?

Faut-il apprendre à M. Herriot que Lénine fut, en toute conscience, un « bureaucrate » de la Révolution des bureaucrates ? Le plus ferme, mais le plus fermé de tous ? Lénine n'écrivait-il pas déjà en 1904 :

« La bureaucratie contre la démocratie, c'est aussi la lutte du centralisme contre l'autonomie, la lutte du principe d'organisation inhérent au socialisme contre les déviations opportunistes. L'opportunisme est condamné à se développer de bas en haut, et c'est pourquoi il défend, partout où cela est possible, l'autonomisme, le « démocratisme » et même l'anarchisme. Le principe opposé, par contre, se développe de haut en bas : il défend les droits et les pleins pouvoirs de l'instance centrale contre les organes périphériques, la prééminence du tout sur les parties. »

...Lénine, libertaire ! Si cette illusion fut permise un temps à ceux qui ne connaissent que « L'Etat et la Révolution » — l'expérience n'a pas tardé à en faire justice.

A. P.

« Comment peuvent-ils faire tout ce qu'ils font ? »

Sous ce titre naïf, le doyen de Canterbury, qui revient de Russie, narre dans « Parallèle 50 » (9-8-51) les émerveillements de son voyage.

Monsieur le doyen a vu, sur le long des bords de notre petit père le Volga « des grues géantes qui peuvent presque (!) charger un wagon d'un seul coup ». Il a vu, un soir, le soleil se coucher sur une grande place de Moscou près du théâtre Bolshoï... « Le lendemain, cette place était convertie en bosquets dont les arbres avaient de vingt-cinq à trente ans d'âge. » Puis il a passé une journée avec le biologiste Lyssenko, qui lui a montré ce miracle : « un champ de blé à triple épi, qui est doté actuellement d'une tige forte pour se balancer sans se briser. » Enfin, il a constaté que « la propagande de guerre est considérée comme un crime en Russie », et que « le mot paix s'y étale partout ».

Et notre brave doyen de remercier Dieu du miracle soviétique qui lui a permis de voir ces choses étonnantes avant de mourir...

Le doyen de Canterbury va sur ses quatre-vingts ans. C'est un âge où l'on perd aisément la mémoire des faits récents, pour ne retenir parfois que ceux d'une lointaine enfance. Mais ceux que voici sont bien antérieurs à sa naissance :

1) Dès le milieu du siècle dernier, il existait dans tous les ports importants de l'Angleterre, des grues à vapeur capables non seulement de charger un wagon, mais de soulever aisément une **locomotive ;**

2) Remontons d'un siècle en arrière, et nous trouvons, en Russie même, les villages, châteaux et **bosquets** ambulants que le prince Potemkine plantait comme des décors, sur le passage de son amante, la grande Catherine, — avant de les replanter plus avant dans la steppe déserte qu'il présentait à la souveraine comme une colonie prospère ;

3) Linné a baptisé **Triticum compositum** un blé à épi fourchu (double, triple ou quadruple) connu depuis l'antiquité et conservé dans toutes les collections de botanique agricole. Le blé « Osiris » — que des charlatans proposent aux gobe-la-lune sur la place même de Paris, comme tiré de la grande pyramide et susceptible de rendements stupéfiants — n'est autre que ce blé, dont la culture est sans intérêt vu l'irrégularité de maturation des grains ;

4) Quant à l'institution politique qui consiste à punir la propagande de guerre **en faveur de l'ennemi** (la loi soviétique n'en frappe pas d'autre) — et à attaquer cet ennemi aux cris redoublés de « paix ! paix ! », elle est aussi vieille que la guerre elle-même, et d'un usage malheureusement universel !

A. P.

Le droit de grève est enfin ! rétabli en Angleterre.

L'événement s'est produit le 2 août dernier. Il aura donc fallu six ans, après la cessation des hostilités, pour que le gouvernement « travailliste » se décide à supprimer cette mesure de guerre et à rétablir les travailleurs dans leur droit fondamental.

Churchill n'aurait pu faire pire, et Staline lui-même ne fait guère autre chose : il fait simplement durer l'état de guerre un peu plus, mais chacun sait que les Russes n'ont pas la notion du temps !

Comment on apprend l'histoire

dans l'enseignement privé

Extraits de l'HISTOIRE DE FRANCE ENFANTINE (numéro 60)
de Guillermain et F. le Ster
(Editions de l'Ecole, 11, rue de Sèvres, Paris-6e)

Page 52 : **LA REVOLUTION DE 1789**

— Le peuple de Paris continua ses révoltes. Il alla chercher Louis XVI à Versailles et le conduisit de force à Paris, au château des Tuileries. Louis XVI essaya de s'enfuir, mais il fut arrêté à Varennes et ramené à Paris. On l'accusa de s'entendre avec les ennemis de la France, et la foule furieuse s'empara des Tuileries.

— Alors le roi fut détrôné et enfermé dans la prison du Temple avec sa famille.

— Puis les Français se mirent en République. Une nouvelle assemblée de députés, nommée la Convention, gouverna notre pays.

— La Convention fit le procès de Louis XVI. Le pauvre roi fut guillotiné le 21 janvier 1793. Il mourut comme un saint, en pardonnant à ses bourreaux. Alors commença une époque affreuse : ce fut la Terreur. On guillotina des milliers de personnes. La reine Marie-Antoinette ne fut par épargnée. On persécuta surtout les catholiques et les prêtres, qui devaient se déguiser et se cacher pour dire la messe.

— **Epouvantés, les rois d'Europe s'unirent pour faire la guerre à la France. Mais nos braves soldats arrêtèrent l'invasion ennemie à Valmy et remportèrent par la suite beaucoup de victoires.**

Page 53 : **NAPOLEON 1er**

— Il renversa la République et devint Premier Consul et maître du pays.

— C'était un homme d'une intelligence extraordinaire. Il mit de l'ordre partout et réconcilia la France avec l'Eglise.

Il rétablit la paix par de nouvelles victoires.

NAPOLEON III

— L'empereur nouveau était bon. **Il s'occupa beaucoup des ouvriers et des pauvres (1850-1870).**

Ce livre d'histoire est pour des enfants de six à huit ans utilisé à l'école libre de filles de Salons-de-Provence, gérée par des **sœurs catholiques.**

C'est moi qui souligne les extraits de ce livre catholique en usage dans l'enseignement libre. Les seuls commentaires à faire, les voici : où sont la neutralité (!?), la vérité (!?), l'honnêteté (!?), tant prêchées par nos sacro-saints cléricaux ?

R. JULLIEN.

LIVRES REVUES

EDUCATION ET POUVOIR (Education and Power), par J.P.M. MILLAR, secrétaire général des N.C.L.C. (Conseil National des Collèges du Travail de Grande-Bretagne).

Cette petite brochure de 24 pages rédigée par le principal responsable de l'organisation d'éducation ouvrière la plus étroitement liée avec les syndicats anglais est d'une lecture intéressante pour tous ceux, dans le mouvement ouvrier, qui s'inquiètent d'une formation réellement émancipatrice.

L'auteur constate la force du mouvement ouvrier anglais et la lenteur des progrès des réformes qu'il entreprend. C'est que le système d'éducation officielle reste partie du système capitaliste et comme tel arme de défense de ce système. Cette idée choquera les convictions de ceux qui croient l'école impartiale. Mais Millar cite avec à-propos un article du « Manchester Guardian » l'un des meilleurs produits journalistiques du capitalisme :

« L'idée que l'éducation « peut être maintenue hors de la politique » est parfois une pieuse fiction, parfois un spécimen de cynisme conscient, mais l'histoire du passé et l'expérience présente prouvent qu'en aucun cas elle n'a pas beaucoup de relation avec la réalité. La vérité est qu'une politique de l'éducation est, toujours et en quelque pays que ce soit, une politique sociale. Elle reflète, et reflète inévitablement, la conception dominante de la manière selon laquelle la société doit être organisée, dans quelle attitude à son égard les jeunes doivent être encouragés à grandir et quelle notion de leurs droits et de leurs responsabilités ils devront garder présente à leur esprit quand ils auront atteint l'âge où de telles matières auront pour eux une signification. »

L'éducation est un moyen puissant de gouvernement. Les militants du XIXe siècle ne le croyaient pas, en général, mettant leur confiance dans l'émancipation par l'instruction. Mais aux hommes qui avaient appris à l'école des chansons comme celle-ci :

Dieu a donné à chacun sa place
Certains ont de riches et hautes places
Certains ont d'humbles maisons et travaillent
Mais tous peuvent avoir sa grâce précieuse.

il fallait un effort nouveau pour qu'ils conçoivent qu'un autre état social était possible et qu'on pouvait lutter pour le réaliser.

Aux efforts de l'université officielle — en laquelle Millar voit un plus efficace défenseur de l'ordre établi que la très respectable Chambre des Lords — pour « aider » le « Ruskin College » d'Oxford et lui faire perdre son caractère authentiquement ouvrier (la brochure ne traite pas de la question et l'auteur ne formule pas de jugement sur le Ruskin College d'aujourd'hui), devait répondre en 1908 la création de la « Plebs League ». Son titre révèle assez les intentions de ses fondateurs que précise encore la citation suivante du deuxième numéro de « Plebs », la revue mensuelle des N.C.L.C. qui paraît toujours :

« Nous attirons l'attention du mouvement ouvrier organisé sur une question fondamentale pour l'organisation de la classe ouvrière. Nous ne pouvons attendre notre salut économique des bonnes intentions de la classe possédante. Nous ne pouvons compter sur la politique de nos employeurs pour obtenir des mesures législatives progressives. Nous établissons nos propres fortifications économiques ; nous avons nos propres armes ; nous contrôlons nos propres publications. Pourquoi, alors, n'aurions-nous pas avec autant d'indépendance, la conduite de nos affaires éducatives ? De même que nous avons, bien à nous, un programme et une presse, il faut avoir, bien à nous, nos institutions d'éducation. »

C'est ce que l'organisation N.C.L.C. — **les Collèges du Travail** — prétend réaliser, mieux que tout autre organisme d'éducation ouvrière, en Angleterre. Les N.C.L.C. sont sous le contrôle des syndicats anglais qui les aident à vivre de leur participation ; ils sont fiers de pouvoir affirmer qu'ils ne reçoivent aucune aide gouvernementale (au contraire de l'organisation concurrente, W.E.A. à laquelle des éléments libéraux et conservateurs s'intéressent aussi) ; ils offrent ainsi aux membres de ces syndicats ou des coopératives qui le désirent et manifestent concrètement leur intérêt, ou bien gratuitement ou à des tarifs réduits des cours divers parmi lesquels prédominent les sujets d'histoire sociale et d'économie mais sans que les disciplines élémentaires (anglais, art oratoire, etc.) soient négligées. En y ajoutant des conférences, c'est plus de 100.000 personnes que les N.C.L.C. ont pu toucher en 1949.

On comprend que les responsables des N.C.L.C. soient fiers de ce bilan ; ce qui ne signifie pas qu'il les satisfasse, et leur revue mensuelle « Plebs » fait de constants efforts pour étendre le rayonnement de cette éducation indépendante de la classe ouvrière. Mais pour nous, lecteurs de ce côté-ci de la Manche, une telle brochure peut avoir d'autres aspects intéressants.

L'argumentation de Millar sur l'inévitable tendance conservatrice de l'éducation officielle ne doit pas être sous-estimée sous le prétexte qu'en France l'éducation dans les écoles publiques est moins conservatrice que dans la plupart des écoles privées. Au fond de toute éducation il y a d'une façon plus ou moins habile ou voilée la proposition d'un modèle à imiter ; c'est la route de la **croyance** ; s'y engage-t-on sans que la **contrainte** aussitôt se fasse sentir ? Mauvais pas dont on se tirerait en reconnaissant que s'il est facile d'instruire sans former l'homme, il est une instruction qui porte en elle tout naturellement **la révolte** et qui est le long, l'apprentissage indéfini du **doute**. On admettra que le sujet mériterait d'être discuté s'il est toujours vrai que le mouvement ouvrier ait pour but d'émanciper les individus et non de changer les sortes de contraintes qui les enchaînent.

Terminons par une remarque moins générale : fédérer les groupes qui de tous côtés s'inquiètent d'éducation ouvrière dans un commun esprit d'indépendance absolue vis-à-vis de tous les pouvoirs publics ou politiques, faire vivre cette fédération par l'appui **direct** des syndicats, des unions départementales ou locales et des fédérations qui, en échange, bénéficieraient pour leurs membres des « services éducatifs » de cette fédération et assureraient le **contrôle** de cette fédération de cercles syndicalistes d'études, notre mouvement ouvrier est-il trop malade pour en entreprendre la réalisation ?

Le travail de J.P.M. Millar à la tête des N.C.L.C. mérite certainement mieux que ce petit compte rendu mais s'il permet d'ouvrir ici un débat sur les problèmes d'éducation ouvrière en général son intéressante brochure aura eu un bon effet de plus, dont l'auteur ne pouvait se douter.

G. WALUSINSKI.

HISTOIRE DES IDEES SOCIALES EN FRANCE. par M. LEROY. Gallimard éditeur.

Tome I. — De Montesquieu à Robespierre. 385 p. : 420 francs.

Tome II. — De Babeuf à Proudhon. 550 p. : 950 fr.

Maxime Leroy est un juriste qui, sa vie durant, étudia les faits sociaux et dont l'œuvre est considérable. Les deux volumes qu'il consacra en 1913 à la coutume ouvrière sont bien connus dans nos milieux et ont assuré à leur auteur la réputation d'un sociologue averti et probe.

L'Histoire des idées sociales en France comprend déjà deux tomes ; un ou plusieurs autres vont suivre. A quel but répond-elle ? M. Leroy l'a défini dans sa préface. Elle veut être, écrit-il, « une table d'orientation ». Table d'orientation pour ceux qui, se rendant compte que « le passé inonde le présent », veulent connaître ses témoignages et ses messages afin de rendre plus efficiente leur volonté d'action.

Le mot « social » est certes fort ancien mais c'est au XVIIIe siècle qu'il prend son sens moderne et sert « à caractériser un lien entre les hommes ». Ceci explique que le premier volume débute par une étude des idées sociales chez Voltaire, Montesquieu et Rousseau. Je n'aurai pas la fatuité de vouloir résumer... ou critiquer l'œuvre si dense de M. Leroy. Tout au plus tenterai-je de dire pourquoi elle doit être lue et méditée par les militants et figurer en bonne place dans les bibliothèques ouvrières.

Ces volumes me paraissent être l'œuvre d'une vie.

Pas un chapitre, pas un paragraphe, pas une ligne, pas un mot même qui ne donne la certitude qu'il est le fruit d'une très longue fréquentation empreinte de sympathie mais aussi d'intelligente critique des hommes « sociaux » et des idées qui furent leurs.

J'ai aimé aussi l'esprit dans lequel ce travail a été accompli et qu'illustrent ces lignes que je détache de l'introduction :

« Historiens, nous n'avons pas à choisir une formule socialiste, ou sociale, si l'on préfère, c'est toutes les formules qu'il faut retenir, étudier impartialement, avec un soin accru d'ailleurs, si l'on a eu la faiblesse de s'abandonner à choisir un système, comme repère doctrinal historique : toutes doivent être retenues, pour avoir sur l'esprit des êtres les moins fortunés d'une époque une vue saine, précise, totale, quoique nous soyons encore bien éloignés du moment où nous pourrons nous dire possesseurs d'une approximative vérité sociale. »

Enfin, non seulement les idées sociales de nos ancêtres sont clairement exposées dans leur diversité grâce à une méthodique et pénétrante analyse mais ces ancêtres eux-mêmes revivent à la lecture et l'on sait gré à M. Leroy des heures passées avec Babeuf, Saint-Simon, Fourier, Sismondi, Lamennais, Proudhon.

« A la veille de 48 », tel est le titre du dernier chapitre de ces deux volumes. De belles pages nous sont encore promises... **J. MAITRON.**

LES ANARCHISTES, par A. SERGENT. Editions F. Chambriand, Paris. 165 p. 550 fr.

Le but que s'est proposé A. Sergent est de nous camper le type de l'anarchiste en réunissant un certain nombre de textes : extraits de journaux, emprunts à différents ouvrages qu'illustrent des reproductions.

Je me permettrai trois critiques :

— l'une faite au nom des lecteurs de la R.P. qui trouveront que la part du syndicalisme est trop mesurée ;

— la seconde consiste en une réserve ; elle a trait à l'action anarchiste hors de France : Espagne, Italie, Russie, Amérique du Sud. Nos connaissances sont trop fragmentaires pour que nous soyons assurés de posséder les textes les plus représentatifs ;

— enfin j'aurais préféré le portrait de Makno que donna autrefois **Le Libertaire** — en 1935, je crois — à celui que nous présente Sergent.

Petites chicanes d'un « spécialiste » sur un choix de textes et d'illustrations qui semble judicieux.

J. M.

CATHOLICISME ET SOCIALISME. Textes pontificaux et commentaires par J. DAUJAT. Editions du Cèdre. Paris. 55 p.

« Le monde est entraîné par un immense courant socialiste », constate l'auteur qui estime urgent de mettre en garde les catholiques en leur rappelant, textes en mains, que l'Eglise, en la personne de Pie XI (encycliques **(Quadragesimo anno)** et **(Divini Redemptoris)** et de Pie XII continuant Léon XIII **(Rerum Novarum)** a condamné et condamne « la nature impie et injuste du communisme » et estime que « personne ne peut être en même temps bon catholique et vrai socialiste ».

C'est un point de vue.

J. M.

AUGUSTE NEFFTZER, FONDATEUR DE « LA REVUE GERMANIQUE » ET DU « TEMPS ». 1820-1876. Tome I. Editions Camponovo. Besançon. 230 p.

La thèse que René Martin, inspecteur d'académie du Doubs, a consacrée à A. Nefftzer se révèle, dans ce premier volume, particulièrement attachante.

Pour écrire cette biographie l'auteur a utilisé, en dehors des œuvres de Nefftzer et des travaux qui lui avaient été jusqu'alors consacrés, des archives de famille et c'est dire le caractère exhaustif de cette vie du fondateur du **Temps.**

Dans ce premier volume nous est présenté Nefftzer enfant, adolescent puis père de famille. Après son apprentissage de journaliste à l'école d'Emile de Girardin, il mérite toute la confiance du maître et, à partir de janvier 1852, prend la direction de **La Presse** qu'il conserve jusqu'en novembre 1857 puis de juin 1858 à janvier 1860. Temps difficiles qui valent au libéral Nefftzer de faire connaissance avec la Conciergerie où il retrouve d'ailleurs Proudhon, Pelletan, Charles et François Victor Hugo... C'est toute une époque qui nous est restituée et que la plume alerte de R. Martin a su rendre en une fresque colorée et pittoresque.

Si je devais faire un choix parmi ces pages dont aucune ne laisse indifférent, je retiendrais celles où Nefftzer se préoccupe de l'éducation de ses enfants. Je retiendrais également celles que R. Martin consacre au journaliste-né qu'était Nefftzer, pages qui passionneraient certains de nos amis.

Le fondateur du **Temps** — est-il besoin de le dire — n'est pas des nôtres. Mais ce libéral intègre et d'une grande culture est sympathique. Le premier volume s'achève sur ses adieux à **La Presse,** au moment où il songe à fonder **Le Temps,** « la bourgeoisie faite journal » ainsi que le rappelait R. Hagnauer dans le dernier numéro de la R.P. C'est avec intérêt que nous attendons la suite de cette biographie.

J. M.

LES SECRETS D'UN ESPION SOVIETIQUE, par A. FOOTE. Editions de la Paix. 220 p. 330 francs.

Un titre à sensation auquel ne répond pas le contenu du livre. Je note seulement que Foote fit le voyage Paris-Moscou en janvier 1945 en compagnie de Miasnikof. Ce dernier, vétéran de la Révolution d'Octobre, avait eu son heure de célébrité en 1918 lorsque haut commissaire pour l'Oural, il avait, en dépit des ordres de Lénine, fait exécuter le frère du tsar pour, disait-il, que disparaisse à jamais la branche héréditaire. Exilé par la suite, il manifesta l'intention, au lendemain de la dernière guerre mondiale, de revenir en Russie où il avait laissé sa famille. Un poste important devait lui être confié. Qu'advint-il de lui après son retour ? Ses amis l'ignorent encore...

J. M.

LE MONDIALISME CONTRE LA GUERRE, par Yves ARNAUD-ULLIET. Préface de R. SARRAZAC. La Technique du Livre. 254 p. 270 fr.

Le mondialisme — conception d'une assemblée élue par le peuple au suffrage universel et devant constituer un gouvernement mondial — nous sauverait-il de la guerre ? Sans doute mais on ne voit pas bien comment les peuples pourront l'imposer.

Il était autrefois une autre formule : l'union des travailleurs fera la paix du monde. Hélas ! Qui oserait affirmer aujourd'hui que la force organisée du prolétariat international pourra faire reculer la guerre ? Divisé ou muselé, le mouvement ouvrier a cessé d'exister en tant que force autonome et ses membres, hébétés, se traînent à la remorque des deux colosses. Qui rendra à cette troisième force confiance dans sa mission ? Qui nous rendra l'espoir ?

J. M.

UN DU BATAILLON FRANÇAIS EN COREE, par A. LEMOINE. Introduction du général Monclar. Amiot Dumont éditeur. 185 p. 460 francs.

« Enfin du pinard ! »

C'est sur ces mots que se terminent ces souvenirs ; tout le reste à l'avenant... ou pire. Est-ce là l'idéal des volontaires français en Corée ?

J. M.

Histoire fantastique et merveilleuse de **DORA PROVIDENCE.** Roman pour lanterne magique, par Jean DUPERRAY, édité par le Club français du Livre. 332 pages.

Nous aimons un roman qui se lit avidement, que l'on a peine à abandonner avant d'en avoir terminé la lecture, dont on a plaisir ensuite à savourer tel ou tel passage.

Le livre de Jean Duperray ? On s'y accroche. On le prend, puis on le laisse, on le reprend pour le laisser encore... Lecture difficile, histoire qu'on ne peut raconter. Le point de départ : un homme parti en Allemagne comme travailleur volontaire, espérant y mener une action révolutionnaire et faire libérer

son frère prisonnier, est assassiné à son retour en France, dans des conditions mystérieuses. Qui est l'assassin ? A signaler que cet homme avait déjà été tué en Allemagne.

Nous aurions souhaité que le « montreur » éclairât mieux ses images. Où finit la fiction, où commence le réel ?

...Nous avons enfin saisi le fil, nous nous laissons conduire au long des phrases sans fin, abondantes en images, qui nous bercent et puis plouf ! nous pataugeons de nouveau et désespérons d'en sortir.

Ce livre profond sans doute, et qui témoigne d'une puissance créatrice indéniable, est présenté par le Club français du Livre avec l'ingéniosité, le goût et l'originalité qui le caractérisent.

M. GOURDON.

OUVRAGES PARUS

— M. Clément : **Introduction à la doctrine sociale catholique.** Edit. Fides. 188 p. 360 fr.

— A. Dansette : **Histoire religieuse de la France contemporaine.** Edit. Flammarion. 696 p. 650 fr.

— **Documents diplomatiques français relatifs aux origines de la guerre de 1914.** 1ère série, tome XII, 8 mai 1895-14 octobre 1896. Costes éditeur.

— V. Grosz : **La Vérité sur le drame polonais de septembre 1939.** Edit. du Pavillon. 200 fr.

— M. Higgins : **Guerre en Corée.** Edit. Berger-Levrault. 224 p. 300 fr.

— J. Joubert : **La Libération de la France.** Edit. Payot. 540 fr.

— L. Laurat : **Du Komintern au Kominform.** Diffusion Plon. 96 p. 120 fr.

— B. Wolfe : **La Jeunesse de Lénine.** Calmann-Lévy. 280 p. 390 fr.

ENTRE NOUS

REMARQUES

Agnès (Paris) : « Lecteur de la « R. P. » depuis de nombreuses années, je considère cette revue comme la plus impartiale et la plus vivante qui existe actuellement. »

Un vieil abonné d'**Athènes** : « Depuis ma première jeunesse, car je suis lecteur de la « R. P. » depuis sa parution en 1925, je lis vos articles et études, si intéressants à tous points de vue. J'attends chaque numéro avec impatience afin de lire et goûter vos idées et vos pensées. Vous êtes un véritable phare au milieu de la barbarie intellectuelle de notre temps. »

L. Dubost (Seine-Inférieure) : « Si je devais me situer intellectuellement par rapport à certaines doctrines philosophiques, je dirais que je ne suis ni marxiste ni matérialiste. Et pourtant, je me trouve très souvent d'accord avec les conclusions des articles de la « R. P. ». Interprétation ? Qu'importe, au diable les étiquettes.

» La « R. P. m'intéresse parce qu'on y trouve autre chose que des vérités premières ou des opinions dogmatiques. Son respect de la pensée critique me la rend très sympathique. »

A. Prunier (Paris) : « La « R.P. » et les « Etudes matérialistes » sont toujours parmi les revues les mieux faites que je connaisse. »

***

A la suite de l'annonce parue dans la « R. P. » concernant l'étude de Ciliga sur la Yougoslavie, publiée par les **Etudes matérialistes**, celles-ci ont reçu un si grand nombre de demandes que bientôt le numéro contenant cet article s'est trouvé épuisé. C'est pourquoi nous avons cru bien faire de reproduire ici-même l'étude de Ciliga, en nous excusant auprès de ceux de nos lecteurs qui l'ont déjà lue dans les **Etudes matérialistes**.

FAITS et DOCUMENTS

Les ouvriers américains apprennent la vérité sur la colonisation française

Au congrès de la Fédération américaine du Travail (A.F. L.), qui vient de se tenir à San Francisco, le leader du parti tunisien du Néo-Destour, Habib Bourguiba, a pris la parole et a exposé les méfaits de la domination française en Afrique du Nord. Nous n'avons point le texte entier de ce discours, nous n'en donnons donc que quelques extraits tirés du *Figaro* du 24 septembre ; dans l'impossibilité d'en démontrer la fausseté, le moniteur officiel de la bourgeoisie se contente de traiter d' « injurieux » le discours de Bourguiba.

Les peuples d'Afrique du Nord vivent derrière un rideau de fer qui a été l'objet de moins de publicité mais est aussi efficace que l'autre, subissant sans recevoir d'aide la domination coloniale la plus cruelle et la plus avide que le monde ait jamais vue...

Tunisiens, Algériens et Marocains ont été trahis, leurs droits et leur dignité d'hommes ont été sacrifiés sur l'autel de la politique de puissance et de solidarité occidentale...

En fait, l'Afrique du Nord n'a été libérée que dans les communiqués alliés. Encouragée d'abord par le retour de l'Amérique à ses affaires intérieures, et plus tard par la rivalité entre l'empire russe et les Etats-Unis, la France a rétabli son joug colonial complet et sans pitié. En Algérie, notamment, la répression est aussi quotidienne que notre pain quotidien (1).

Est-il croyable que le peuple français qui, hier encore, était brisé et vaincu jusqu'à ce que votre grande nation l'aide à recouvrer la liberté, inflige aujourd'hui à un peuple sans aide une égoïste et criminelle exploitation, sans éprouver un sentiment de culpabilité, même de honte ? Est-ce que les millions de soldats américains qui débarquèrent sur nos rives, il y a quelque sept années, n'ont libéré l'Afrique du Nord que pour la rendre, quelques mois plus tard, à une poignée de colonialistes et de militaristes français ? Est-ce que l'Amérique n'est entrée en guerre que pour détruire le nazisme et faire revivre le colonialisme ?

La question se pose de savoir quelle serait la position des vingt-cinq millions de Nord-Africains en cas d'une autre guerre mondiale.

Mais les puissances occidentales ont démontré qu'elles peuvent très bien agir sans consulter le peuple. Les Etats-Unis et la France ne s'accordèrent-ils pas, en 1949, pour inclure l'Algérie dans le Pacte atlantique sans l'approbation du peuple algérien ? Les Etats-Unis et la France ne conclurent-ils pas un accord bilatéral pour l'établissement de sept bases aériennes au Maroc ? Et est-ce que ceci ne viola pas le droit du peuple marocain, puisque le Maroc est reconnu comme Etat souverain d'après la loi internationale et aux termes des traités sanctionnés par les Nations Unies ?

Et cependant il est certain que si l'Afrique du Nord obtenait la liberté et pouvait utiliser pleinement ses immenses ressources naturelles pour son développement économique, elle pourrait devenir une région forte consacrée à sa propre défense.

Si les puissances occidentales, y compris la France, étaient logiques dans leur politique et leur diplomatie anticommunistes, elles hâteraient la création de l'Afrique du Nord indépendante qui prendrait une part active à la noble tâche de limiter l'expansion communiste et la mise de l'Europe en esclavage.

(1) Il y a, à l'heure actuelle, près de 400 détenus politiques dans les prisons d'Algérie (N.D.L.R.).

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes ».
232, rue de Charenton, Paris-12e

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 22 AOUT. — Contre-attaques sino-coréennes, sur le front de **Corée.**

En **Argentine**, grève générale en faveur du général Peron.

Le **prix du blé en France** est fixé à 3.445 fr. le quintal.

JEUDI 23. — Suspension des pourparlers de Kaesong **(Corée)** et de Téhéran **(Iran).**

SAMEDI 25. — Réponse américaine aux « calomnies » **sino-coréennes.**

LUNDI 27. — Bombardement aérien de Raskin **(en Corée)** tout près de la frontière sibérienne.

58.000 ouvriers du cuivre des **Etats-Unis** entrent en grève.

50.000 métallurgistes de l'Etat de Hesse en **Allemagne** entrent en grève.

MARDI 28. — Aide économique des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France à la **Yougoslavie.**

MERCREDI 29. — Fin du congrès sioniste mondial à **Jérusalem.**

Fin d'une grève générale de 4 jours au **Soudan.**

L'Assemblée Nationale vote le projet de redressement financier de **la Sécurité sociale.**

13 personnes dont 9 Européens sont blessées par des grenades indochinoises en plein cœur de **Saigon.**

JEUDI 30. — **L'Inde** annonce officiellement qu'elle ne participera pas à la conférence de San-Francisco.

LUNDI 3 SEPTEMBRE. — Ouverture à **Blackpool** du congrès des Trade-Unions.

La grève du cuivre des Etats-Unis prend fin aux usines de la Kennecott : 77 francs d'augmentation par heure.

MARDI 4. — Ouverture de la conférence de San-Francisco pour la signature du traité de paix avec le **Japon.**

Par 370 voix contre 238 l'Assemblée Nationale vote le projet sur les **bourses d'enseignement.**

MERCREDI 5. — Par 333 voix contre 267, l'Assemblée repousse une motion radicale renvoyant le **débat scolaire.**

JEUDI 6. — Accord économique entre les **Etats-Unis** et le **Vietnam.**

VENDREDI 7. — On annonce une « réorganisation » interne du parti communiste **tchécoslovaque.**

Grève des **métallurgistes allemands** en zone américaine.

SAMEDI 8. — Signature par 49 pays du traité de **San-Francisco.**

LUNDI 10. — Fixation à 20.000 francs pour 45 heures du **nouveau salaire minimum garanti.**

Par 313 voix contre 255, l'Assemblée a voté **l'allocation scolaire.**

Congrès à Grenoble de la Fédération des Métaux **C.F.T.C.**

MARDI 11. — Toutes les organisations syndicales protestent contre le **nouveau minimum vital.**

On publie les résultats des **élections grecques**, le rassemblement Papagos, malgré une forte avance, n'a pas la majorité absolue.

MERCREDI 12. — Le Comité National de **Défense laïque** engage une grande campagne de protestation contre la nouvelle loi scolaire.

A **Washington**, les représentants de l'U.S.A. et de la Grande-Bretagne acceptent le plan français d'armée européenne.

SAMEDI 15. — M. Grotewohl, président du Conseil d'**Allemagne occidentale**, propose des élections libres dans toute l'Allemagne.

DIMANCHE 16. — **La C.F.T.C.** accepte des conversations avec la C.G.T.

LUNDI 17 SEPTEMBRE. — A 40 km. au nord de **Saigon**, le Viet-Minh attaque un train blindé : 8 morts, officiellement, du côté français.

A 120 km. au sud de **Saigon** le **Viet-Minh** fait sauter, par une mine commandée à distance, un bateau de débarquement : 68 morts, officiellement.

MERCREDI 19. — Grève générale des fonctionnaires en **Italie.**

Proposition **sino-coréenne** de reprise des pourparlers d'armistice.

Dissolution du parlement **britannique.**

Grève d'avertissement des **chauffeurs de taxi parisiens**, contre la visite médicale obligatoire.

JEUDI 20. — L'Assemblée Nationale a voté la proposition **d'échelle mobile.**

Grève des **bouchers parisiens** contre la taxation.

VENDREDI 21. — Le bureau de la **C.G.T.-F.O.** veut bien rencontrer la C.F.T.C. mais pas la C.G.T.

D'où vient l'argent ?

DU 21 JUILLET AU 20 SEPTEMBRE 1951

RECETTES :		
Abonnements :		
Ordinaires	17.105	
Soutien	4.000	21.105
Souscription		950
Vente		8.573
Publicité		100
Créditeurs divers		1.000
Recettes totales		31.728
Caisse et C.C.P. le 20 juillet		155.464
		187.192
DEPENSES :		
Téléphone		2.955
Timbrage, Routage, Expédition		666
Dépenses totales		3.621
Soldes au 20 septembre :		
Caisse	3.084	
C. C. P.	180.487	183.571
Balance		187.192

DETTES AU 20 SEPTEMBRE 1951

Impression numéro de septembre	56.099
Timbrage, Routage, Expédition (septembre)	4.000
Papier (Septembre)	13.100
	73.199

MOUVEMENT DES ABONNES

Au 20 juillet	1.386
Abonnements nouveaux	21
	1.407
Désabonnement	1
Au 20 septembre	1.406

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 5 ; Seine, 1 ; Seine-et-Oise, 2 ; Aisne, 1 ; Bouches-du-Rhône, 1 ; Doubs, 1 ; Loire-Inférieure, 1 ; Marne, 2 ; Bas-Rhin, 1 ; Rhône, 2 ; Algérie, 1 ; Tunisie, 1 ; U.S.A., 1 ; Viet-Nam, 1. — Total : 21.

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

André Caffi (Paris) 3.000 ; Marcel Beaufrère (Paris) 1.000. — Total : 4.000 francs.

LA SOUSCRIPTION

Marcel Charron (Landes) 100 ; Jean Gueguen (S.-et-O.) 50 ; Fernand Martin (Drôme) 500 ; Chestier Galibert (Cher) 100 ; René Cuchet (Isère) 200. Total : 950 francs.

LA VENTE AU NUMERO

Le Bot (Seine) 450 ; Doukhan (Alger) 300 ; C.N.T. (Paris) 1.073 ; Pierre Aubery (Le Havre) 3.600 ; Hem Day (Bruxelles) 3.000 ; divers 150. — Total : 8.573 francs.

LA PUBLICITE

Vente de brochures : 100 francs.

BIBLIOTHÈQUE A VENDRE

Un de nos anciens abonnés voudrait vendre sa bibliothèque composée d'une bonne centaine de volumes : sur le pacifisme ; le trotskysme ; les origines de la guerre 1914-1918 ; des livres de guerre 1914-18 ; les Victor Serge ; le Rosmer ; des « Crapouillot » ; des livres de : Francis Delaisi ; H. Poulaille ; M. Corday ; Demartial ; V. Méric ; R. Rolland ; H. Guilbeaux ; G. Pioch ; R. Lefebvre ; Yvon ; des numéros de la « R.P. » : 7 d'avant guerre (295 à 301 inclus), 16 d'après guerre (302 à 317 inclus), etc.

Voici son adresse :

JEAN DUFOUR

105 bis, Avenue de Bretagne, LILLE (Nord)